

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'économie et des finances

Economie sociale et solidaire
et consommation

PROJET DE LOI

portant reconnaissance et développement de l'économie sociale et solidaire

NOR : ESSX1315311L/Rose-1

EXPOSÉ DES MOTIFS

La crise économique depuis 2008 a conduit à une prise de conscience généralisée de la nécessité de transformer durablement notre système économique. Un mouvement de fond émerge dans les pays développés comme au sein des économies émergentes parmi les citoyens, les responsables publics, les chefs d'entreprises, les économistes, en faveur d'un dépassement du modèle économique classique fondé sur la maximisation des profits. Mêlant critiques fondées sur la financiarisation, la spéculation, l'absence de prise en compte des externalités environnementales ou sociales, des nouveaux courants de pensée convergent pour appeler à la création de nouveaux « référentiels » économiques.

« Produire autrement », « entreprendre autrement », « consommer autrement »... sont des formules qui illustrent les aspirations modernes à une plus grande maîtrise de l'activité économique pour satisfaire des préoccupations de long terme : cohésion sociale, ancrage territorial des emplois, développement durable...

Dans ce contexte, l'économie sociale et solidaire est un mode d'entreprendre apportant une réponse à ces préoccupations.

Les principes fondamentaux de l'économie sociale et solidaire sont au cœur de l'activité économique depuis son origine, ils trouvent à s'illustrer sur tous les continents et les interrogations suscitées par la crise les remettent au devant de la scène.

L'économie sociale est apparue au cœur du XIX^{ème} siècle dans les pays occidentaux, principalement sous la forme d'associations et de coopératives, ainsi que de sociétés de secours mutuels, afin d'apporter des réponses collectives aux besoins sociaux, distinctes de l'entrepreneuriat capitaliste. Cette distinction par rapport au secteur capitaliste classique se fondait - et se fonde toujours - sur au moins trois exigences fondamentales :

- la gestion en commun de la structure en associant ses participants sur le principe « une personne = une voix », et non plus sur celui de la proportionnalité entre les droits de vote et le nombre de parts sociales détenues ;

- le consentement à une limitation de la lucrativité de l'activité, au nom de la poursuite d'objectifs sociaux, de prévoyance et de mutualisation ;

- l'absence de spéculation sur les parts sociales de l'entreprise.

Ce modèle économique, constitué empiriquement dans un premier temps, a vu son régime juridique progressivement reconnu et défini.

L'économie sociale a évolué au cours du XX^{ème} siècle avec le développement des acteurs économiques solidaires. Les activités économiques solidaires se sont principalement développées en direction de publics vulnérables et de territoires délaissés. Cette évolution a conduit à enrichir la dénomination du secteur en « économie sociale et solidaire », et à voir le profil des acteurs de ce secteur se diversifier : associations, entreprises d'insertion, entreprises adaptées...

La plus récente évolution du secteur est celle de l'apparition de l'entrepreneuriat social. La France connaît ainsi un foisonnement « d'entreprises sociales », dont les modes de production et de redistribution des bénéfices empruntent aux principes de l'économie sociale et solidaire. Elles revendiquent la dénomination « d'entreprises sociales », au nom de la priorité donnée à leur activité sociale dans la définition de leur entreprise.

Cette évolution de l'économie sociale et solidaire illustre l'importante créativité du secteur qui mêle principes de gestion, principes de gouvernance, et utilité sociale, ainsi que sa capacité à incarner les aspirations les plus innovantes des formes d'entreprendre, dans un souci constant du bien commun.

En France, des pans entiers de notre économie ne seraient pas ce qu'ils sont s'ils n'avaient pas été (ou n'étaient pas encore) construits sur les principes de l'économie sociale et solidaire : protection sociale, accès au crédit, production agricole, tourisme de masse, aide à domicile, grande distribution, recyclage, services aux entreprises, action sanitaire et sociale... La contribution des entreprises et organismes appliquant les principes de l'économie sociale et solidaire est constitutive du modèle social et républicain français.

L'apparition constante de nouveaux acteurs au sein de l'économie sociale et solidaire témoigne de sa capacité d'innovation permanente. Ce secteur économique, qui s'est créé par sédimentation de différents courants entrepreneuriaux, souffre toutefois de l'absence d'une claire définition de ce qu'il recouvre aujourd'hui, l'empêchant ainsi d'être reconnu à sa juste place dans l'économie française.

L'ambition du Gouvernement consiste à viser un changement d'échelle pour l'économie sociale et solidaire sous tous ses aspects. Elle est fondée sur la co-construction avec ces entreprises de l'économie sociale et solidaire d'une stratégie de croissance plus robuste, plus riche en emplois, plus durable et plus juste socialement. Elle s'appuiera sur les principes irriguant ce mode d'entreprendre différent :

- l'aspiration à la démocratie au sein de l'entreprise : en choisissant une gouvernance qui associe les salariés, les producteurs, les adhérents, les sociétaires ou les bénévoles, elle installe la démocratie dans « l'atelier » et soustrait la pérennité de l'entreprise à la décision solitaire et unilatérale du propriétaire du capital ;

- la mesure et de la tempérance. Le temps de l'économie sociale et solidaire est celui du long terme au bénéfice de la durabilité de son activité dans le temps. Secteur économique à l'investissement patient, les entreprises de l'économie sociale et solidaire consacrent ainsi leurs excédents aux forces productives, à l'investissement collectif et aux réserves impartageables.

- le bénéfice pour tous comme finalité. L'économie sociale et solidaire réconcilie l'économie avec le sens commun des « bénéfices » : bienfaits (*benefitius*). Elle replace l'homme et ses besoins au cœur de la décision économique. Elle replace l'intérêt général et le progrès collectif comme finalités premières de l'activité économique.

La volonté de mettre à contribution le potentiel de développement de l'économie sociale et solidaire dans sa stratégie de redressement économique du pays, a conduit le Président de la République à souhaiter que soient définies et menées des politiques publiques spécifiques à ce secteur. Fort de cette volonté politique, le gouvernement a élaboré la présente loi qui a pour objet, dans le cadre d'une économie plurielle, d'assurer une meilleure visibilité et une sécurité juridique plus importante à l'économie sociale et solidaire.

Elle définit le champ des entreprises et structures se reconnaissant dans des modèles de développement à partir des principes qui en guident l'action et les finalités. Elle affirme l'engagement de l'Etat en faveur de la promotion, de la valorisation, de l'organisation, du soutien et du développement de l'économie sociale et solidaire. Ses dispositions visent à organiser et à planifier l'action des services de l'Etat en relation avec les collectivités territoriales. Elle détermine les modalités de représentation de ce secteur socio-économique.

A ce titre, le présent projet de loi entend affirmer que l'économie sociale et solidaire se définit de façon incontournable par l'intégration, dans les statuts des entreprises et organismes concernés, des principes précédemment décrits de l'économie sociale et solidaire.

A travers le monde, l'économie sociale et solidaire bénéficie d'une dynamique politique visant à lui donner un cadre légal et à la promouvoir. Des lois-cadres ont été votées en 2011 en Espagne, en Equateur et au Mexique en 2012, plus récemment au Portugal en 2013, et prochainement au Québec.

En France, l'économie sociale et solidaire (ESS) représente environ 10 % du PIB et 13 % des emplois, qui sont le plus souvent non-délocalisables ; son dynamisme lui a permis, principalement par développement endogène, de créer 440 000 emplois nouveaux depuis dix ans et ses besoins en recrutements sont estimés à 600 000 emplois d'ici à 2020. Ces entreprises plus détachées du court-terme ont démontré leur forte résilience à la crise et continuent à créer des emplois.

Le présent projet de loi doit donc contribuer à franchir une nouvelle étape dans le développement de l'économie sociale et solidaire, et permettre à celle-ci de s'inscrire dans la mobilisation générale en faveur de l'emploi lancée par le gouvernement. Elle positionne l'ESS comme l'une des clefs de l'économie du changement. Elle doit être notamment le moteur d'un choc coopératif dans l'économie française.

Conformément à la volonté du Président de la République visant à promouvoir le dialogue social et civil, une large consultation des acteurs de l'économie sociale et solidaire a été conduite pour l'élaboration de la présente loi, notamment en sollicitant les acteurs eux-mêmes, leurs fédérations professionnelles, les instances consultatives (notamment le conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire) et les institutions représentatives du secteur (notamment le conseil des entreprises et groupements d'employeurs de l'économie sociale – CEGES), ainsi que les organisations syndicales de salariés.

Par ailleurs, le Conseil économique, social et environnemental a fait l'objet d'une saisine du gouvernement ; son avis fait l'objet d'une reprise assez exhaustive concernant la modernisation du droit coopératif et la territorialisation des politiques de développement de l'économie sociale et solidaire.

Enfin, le projet de loi s'inscrit dans le cadre de l'initiative de la Commission européenne pour promouvoir ce secteur comme acteur à part entière d'une « économie sociale de marché hautement compétitive ». Elle vise à en conforter la place au sein d'une économie plurielle, en synergie avec les initiatives européennes, à lever les obstacles à son développement et à prévoir les dispositifs visant à assurer le déploiement et la croissance de ces structures sur les territoires.

Le projet de loi est composé de neuf titres.

Le **titre I^{er}** est consacré à la définition du champ de l'économie sociale et solidaire, et à la structuration des politiques qui y concourent, sur le plan national comme sur le plan territorial.

Le **titre II** comprend des dispositions facilitant la transmission d'entreprises à leurs salariés.

Les titres suivants de la loi s'intéressent aux dispositions facilitant le développement des différentes familles de l'économie sociale et solidaire.

Le **titre III** comprend des dispositions de modernisation du régime des coopératives.

Le **titre IV** est relatif aux sociétés d'assurance, aux mutuelles et aux institutions de prévoyance.

Le **titre V** est relatif au droit des associations.

Le **titre VI** est relatif aux fondations et fonds de dotation.

Le secteur spécifique de l'insertion par l'activité économique est concerné par le **titre VII** de la loi.

Le **titre VIII** propose une définition de l'innovation sociale.

Le **titre IX** contient des dispositions diverses.

Le **titre I^{er}** est relatif aux dispositions communes aux organismes et entreprises de l'économie sociale et solidaire.

Le **chapitre I^{er}** définit les critères et conditions d'appartenance à l'économie sociale et solidaire.

L'**article 1^{er}** définit le champ du secteur de l'économie sociale et solidaire et apporte ainsi une reconnaissance claire aux acteurs de ce secteur. Cette définition, inclusive, fournit le cadre nécessaire à la mise en œuvre d'outils de soutien public et d'accompagnement de son développement.

Seront dès lors éligibles à la qualité d'« entreprises de l'ESS » :

- les entreprises disposant d'un statut traditionnel de l'économie sociale (associations, coopératives, mutuelles, fondations). Ces entités seront présumées respecter les exigences spécifiques posées au I ;

- toute société commerciale respectant les exigences suivantes :

- * la poursuite d'un but autre que le seul partage des bénéfices ;

- * une gouvernance démocratique ;

- * une orientation des bénéfices majoritairement consacrée à l'objectif de maintien ou de développement de l'activité de l'entreprise ;

- * deux règles d'encadrement de la répartition de ses bénéfices : une obligation de mise en réserve à hauteur d'un taux minimal qui sera fixé par décret (et qui pourrait être de 20 %) ; l'interdiction de distribuer aux actionnaires une fraction des bénéfices annuels, à hauteur d'un taux minimal qui sera fixé par décret (et qui pourrait être de 50 %) ;

- * le principe d'impartageabilité de réserves obligatoires.

L'acquisition de la qualité d'« entreprises de l'ESS » s'effectuera par voie déclarative, sur la base des mécanismes administratifs de droit commun, en matière d'immatriculation et de dépôt des statuts.

Les coopératives, mutuelles, fondations et associations qui assurent la production de biens et services seront présumées disposer de la qualité d'entreprise de l'ESS dès lors qu'elles se seront valablement immatriculées.

Les sociétés commerciales disposeront de cette qualité dès lors que, valablement immatriculées, elles auront déposé des statuts conformes aux exigences prévues énumérées ci-dessus.

Une fois cette qualité acquise, ces entreprises pourront notamment bénéficier de contreparties prévues, soit dans le présent projet de loi, soit auprès des financeurs publics, et en particulier :

- de l'éligibilité aux financements apportés par un fonds de fonds de la BPI, destiné à intervenir en fonds propres et en quasi fonds propres dans les entreprises de l'ESS ;
- du bénéfice de l'agrément « entreprise solidaire d'utilité sociale » prévu à l'article 14 de la présente loi, dès lorsqu'elles satisferont aux autres conditions prévues pour l'obtention de cet agrément ;
- d'une identification homogénéisée et unifiée, notamment au plan statistique et en particulier auprès des établissements bancaires, publics ou privés, susceptibles d'apporter des financements aux entreprises de ce secteur.

L'**article 2** définit le champ des entreprises recherchant une utilité sociale. Le fait pour une entreprise de prévoir dans son objet social une telle recherche constitue une des conditions d'éligibilité prévue, à la fois par l'article 1^{er} relatif à la qualité d'entreprise de l'ESS, mais aussi par l'article 14 qui réforme l'agrément solidaire.

Entreront dans le champ de ces entreprises celles dont l'activité:

- est orientée vers des personnes vulnérables ;
- participe à la cohésion territoriale ou à la préservation du lien social;
- ou concourt à la transition écologique.

Le **chapitre II** définit le cadre institutionnel d'élaboration et de mise en œuvre de la politique publique relative à l'économie sociale et solidaire.

La mise en place d'une politique gouvernementale de soutien au développement de l'ESS ancrée dans le long terme nécessite la définition de ce cadre institutionnel.

La **section 1** consacre l'existence et redéfinit les missions du Conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire (CSESS). Au moment où s'affirme une politique publique cohérente de soutien au développement de l'ESS, il paraît nécessaire de reconnaître et conforter la principale instance de dialogue au niveau national entre l'Etat, les collectivités territoriales et les acteurs du secteur.

Le Conseil supérieur se voit, par le I de l'**article 3**, confier de nouvelles missions en matière d'évaluation des politiques publiques concernant l'ESS. Au-delà de missions classiques d'expertise et de promotion du secteur, il est chargé de contribuer à la préparation d'une conférence nationale triennale de l'ESS. A l'instar de ce qui existe dans d'autres domaines de l'action publique comme celui du handicap, il s'agit de doter l'ESS d'un lieu de concertation élargie à l'ensemble des acteurs afin d'en préciser les stratégies et d'offrir un lieu d'articulation des orientations nationales avec les politiques territoriales.

Au travers de cette institution, le Gouvernement pourra rendre compte de la mise en œuvre de ses orientations stratégiques et de leurs résultats, et recueillir l'avis de l'ensemble des acteurs sur celles-ci. Cette conférence sera notamment l'occasion de faire le bilan des interventions des outils mobilisés en faveur de la BPI-Groupe ainsi que du développement des schémas de promotion des achats publics, deux leviers très importants du développement des entreprises de l'ESS. Le CSESS aura également pour mission de rédiger la déclaration de principe des entreprises de l'ESS, dont il évaluera l'atteinte des objectifs. Enfin, il est érigé en organe consultatif et sa consultation sera obligatoire sur tout projet de dispositions législatives ou réglementaires communes à l'ESS. Il n'aura ainsi pas vocation à remplacer les organes consultatifs existants pour chaque « famille » de l'ESS (haut conseil à la vie associative, conseil supérieur de la coopération par exemple), qui conserveront leurs prérogatives spécifiques, ni à se surajouter aux organes consultatifs spécialisés, notamment en matière prudentielle, tels que le conseil supérieur de la mutualité ou le comité consultatif de la législation et de la réglementation financière.

La composition du CSESS, les modalités de son fonctionnement et de désignation de ses membres seront précisées par décret en Conseil d'Etat.

La **section 2 (article 4)** instaure une déclaration de principe des entreprises de l'ESS, rédigée par le CSESS et homologuée par arrêté du ministre. Cette déclaration, à laquelle les entreprises pourront adhérer librement, est commune aux entreprises non statutaires définies dans l'article 1^{er} et aux composantes historiques de l'ESS (coopératives, mutuelles, associations). Le terme de déclaration de principe a été préféré à celui de charte dans la mesure où les acteurs se sont dotés d'une charte mise à jour par le Conseil des entreprises, employeurs et groupement de l'ESS (CEGES) en 1995. Cette charte est aujourd'hui inscrite dans les statuts du CEGES ce qui implique que les entreprises membres du CEGES y adhèrent. Toutefois le contenu de ces documents ne se recoupe pas.

En effet, la déclaration de principe a pour objet de porter des engagements au-delà des obligations légales et réglementaires. Plutôt que de fixer un « référentiel » précis de règles ou de principes, il s'agit d'encourager les entreprises qui le souhaitent à s'engager dans une démarche d'amélioration continue de leur fonctionnement en conformité avec les valeurs et principes de l'ESS et dans une logique de progrès social. Ainsi la déclaration de principe concerne autant les domaines de la qualité de l'emploi et de l'amélioration des conditions de travail, de la formation professionnelle, de l'égalité professionnelle femmes/hommes, que de la lutte contre les discriminations et du développement durable.

Cette logique d'engagement justifie la responsabilité des acteurs de l'ESS au sein du CSESS pour élaborer ce document en confortant cette élaboration par des délais précis et une procédure d'homologation ministérielle.

La **section 3** est consacrée aux chambres régionales de l'économie sociale et solidaire, structures qui réunissent au niveau des régions des fédérations ou des réseaux locaux et, au-delà, certaines entreprises de l'économie sociale et solidaire.

Le projet de loi s'attache à mettre en place les synergies nécessaires entre le développement de l'ESS et le développement économique des territoires. Comme l'indique le CESE dans son avis de janvier 2013, l'ESS constitue un champ structurant pour le développement des territoires. Cet enjeu important, notamment en termes de création d'emplois « non délocalisables », n'a pas échappé à certaines régions et départements qui se sont déjà engagés dans des politiques volontaristes de soutien au développement des entreprises de l'ESS. Toutefois ces politiques pour prospérer ont besoin de partenaires reconnus et structurés au niveau local.

Les dispositions de cette section ont pour objectif de favoriser une plus grande structuration des acteurs territoriaux de l'ESS en s'appuyant sur le réseau des CRESS qui s'est progressivement organisé à partir de 2002. En effet, la grande majorité des entreprises de l'économie sociale et solidaire (associations, mutuelles de santé,...) n'est pas affiliée aux établissements publics consulaires (chambres de commerce et d'industrie, chambres des métiers et de l'artisanat et chambres d'agriculture).

Aujourd'hui, vingt-six CRESS couvrent la quasi-totalité du territoire de la métropole et des départements d'outre mer. Toutefois, ces structures présentent encore une forte hétérogénéité dans leur organisation, les missions qu'elles assument et les moyens dont elles disposent et leur déploiement sur l'ensemble du territoire demeure fragile.

Plusieurs options étaient ouvertes pour conforter ces structures tant en ce qui concerne leur statut juridique que le champ des missions qui pourraient leur être confiées. Les solutions adoptées par le projet de loi tiennent compte de l'inégal développement des CRESS d'une région à l'autre qui a conduit à écarter l'option d'une transformation en établissements publics consulaires.

L'**article 5** confirme le statut associatif des CRESS et détermine leur reconnaissance par le biais d'une convention signée entre le préfet et l'association dont le but exclusif est de gérer une CRESS. Il précise et complète les missions confiées aux CRESS de façon à homogénéiser les compétences minimales assumées par celles-ci puisque ces missions sont obligatoirement mentionnées dans la convention dont le contenu et les modalités de signature seront précisées par voie réglementaire. Au-delà des missions traditionnelles de représentation du secteur, d'appui au développement des entreprises de l'ESS, et de promotion du secteur, les CRESS se voient confier une mission d'observation et de suivi du secteur et une mission d'appui à la formation des dirigeants et des salariés. En outre, sur le modèle de la conférence nationale triennale, les CRESS seront chargées, sous la responsabilité du préfet de région, de préparer la tenue de conférences régionales de l'ESS qui se tiendront au moins tous les deux ans et rassembleront l'ensemble des acteurs sur les territoires, et notamment les organisations représentatives des salariés.

Le II de l'article 4 prévoit le regroupement des CRESS au sein du Conseil national des CRESS (CNCRESS), dont les missions sont :

- l'animation et la représentation du réseau des chambres régionales de l'économie sociale et solidaire ;
- la mise en commun des ressources documentaires et la centralisation des données dont disposent les chambres régionales de l'économie sociale et solidaire.

CRESS et CNCRESS se voient dotés par la loi de la capacité juridique attachée à la reconnaissance d'utilité publique.

La **section 4** est consacrée aux politiques territoriales de l'ESS.

L'**article 6** définit, sur le modèle des pôles de compétitivité, le cadre juridique des pôles territoriaux de coopération économique (PTCE). Il s'agit ainsi d'asseoir juridiquement la compétence de l'Etat pour reconnaître et soutenir ces « clusters » innovants socialement et économiquement que sont les PTCE et qui se distinguent des grappes d'entreprise classiques non seulement par l'hybridation entre les structures de l'ESS et les entreprises privées lucratives, mais également par la stratégie de mutualisation qui les anime, au service de l'utilité sociale et du développement durable.

Cette action relève plus globalement du développement économique territorial de l'ESS, qui doit désormais franchir un saut quantitatif et qualitatif : passer d'initiatives dispersées et de petite ampleur à un modèle économique générateur d'activités et d'emplois dans les territoires, quels que soient les secteurs et filières concernées. Les modalités et critères d'octroi des appels à projet par un comité interministériel seront précisés par décret en Conseil d'Etat.

L'**article 7** vise à intégrer un volet relatif à l'ESS dans les contrats de développement territorial. Définis par la loi du 3 juin 2010 relative au Grand Paris, les contrats de développement territorial (CDT) déclinent le contrat de plan Etat/région et doivent mettre en œuvre le développement économique, urbain et social de territoires définis comme stratégiques au sein de la région capitale et en particulier ceux desservis par le réseau de transport public « Grand Paris Express ».

Dix territoires¹ ont signé des accords-cadres, documents fixant les grandes orientations des futurs contrats, et prenant appui sur l'ensemble des projets en cours portés par les collectivités. Les CDT doivent décliner ces accords-cadres et être mis en enquête publique avant le 31 décembre 2013, pour signature en 2014.

Le chapitre III rassemble les dispositions relatives aux dispositifs concourant au développement de l'ESS.

¹ Grand Paris seine Ouest ; Sciences et santé ; Roissy ; Val de France Gonesse ; Territoire de la création (Plaine-Commune) ; Territoire Est ensemble ; boucle Nord ; Ardoine ; Sénart

La **section 1 (article 8)** réforme l'agrément « entreprise solidaire » actuel. Il modifie l'article L. 3332-17-1 du code du travail. L'agrément actuel reconnaît principalement deux types d'entreprises :

- les entreprises d'insertion par l'activité économique ;

- Les entreprises constituées sous forme d'associations, de coopératives, de mutuelles, d'institutions de prévoyance et qui prévoient un encadrement des écarts salariaux situés dans une fourchette maximale de un à cinq. Sont également éligibles les sociétés prévoyant l'élection de leurs dirigeants par les salariés, adhérents ou sociétaires ; cette dernière condition d'éligibilité est d'application très peu fréquente, dans les cas où est appliquée une lecture stricte de la norme juridique.

Cet agrément ouvre actuellement droit à deux contreparties :

- la première ouvre aux « entreprises solidaires » un accès aux dispositifs de soutien fiscal dits « ISF-PME » et « Madelin », qui prévoient des réductions d'impôt sur la fortune (« ISF PME ») et d'impôt sur le revenu (« Madelin ») au bénéfice de PME investies dans des activités technologiques ou présentant un potentiel important de croissance. Le volet « solidaire » de ces deux dispositifs vient s'ajouter aux volets « technologique » et « de croissance » ; il est ainsi ouvert aux PME qui bénéficient de l'agrément « entreprise solidaire » et qui vérifient les contraintes prévues par ces dispositifs, avec certains assouplissements ;

- la seconde consiste en l'accès, réservé aux « entreprises solidaires », à un *quota* d'au moins 5 % et d'au plus 10% de l'encours des fonds d'épargne salariale dits « solidaires ». En contrepartie des exonérations de charges sociales et fiscales supportées par les contributions versées aux dispositifs d'épargne salariale mis en place par les entreprises en faveur de leurs salariés, ces entreprises ont l'obligation de proposer à ces derniers des fonds d'épargne salariale « solidaires », comprenant un quota de 5 % à 10 % d'entreprises bénéficiant de l'agrément solidaire.

La refonte de l'article L. 3332-17-1 du code du travail entraînera les évolutions suivantes, s'agissant du périmètre des entreprises éligibles à cet agrément :

- du fait de la création de la catégorie d'entreprises de l'ESS, qualité nécessaire à l'obtention de l'agrément solidaire, le périmètre d'éligibilité à cet agrément se trouve potentiellement élargi, notamment en direction des sociétés commerciales disposant de cette qualité ;

- l'introduction d'une condition quant à la recherche par l'entreprise d'une utilité sociale consolidera le périmètre des bénéficiaires actuels de cet agrément, qui satisfont en très grande majorité à ce critère ;

- En outre, sera appliquée la condition selon laquelle cette recherche d'une utilité sociale doit affecter de manière significative et sur longue période la rentabilité financière de l'entreprise ; là encore, cette condition vise à sanctuariser l'orientation des soutiens publics en direction des entreprises qui en ont le plus besoin, sans toutefois écarter de manière systématique du bénéfice de cet agrément les entreprises à forte utilité sociale et présentant une rentabilité lui permettant d'accéder à des financements de marché. Seront en revanche écartées du bénéfice de cet agrément les entités dont l'activité, même conforme à des bonnes pratiques en matière de responsabilité sociale et environnementale, présentent un trop faible impact social.

- la règle relative à la fourchette maximale d'écart de rémunération applicable aux dirigeants et salariés est assouplie et portée à un écart situé de un à sept, au lieu de un à cinq, pour tenir compte de situations observées dans les entreprises bénéficiant actuellement de l'agrément.

La **section 2 (article 9)** prévoit la mise en place d'un suivi statistique de l'activité économique et du financement des entreprises l'ESS par les différentes institutions, publiques et privées, qui participent à ce financement ou qui ont à en connaître.

La **section 3** comprend des dispositions relatives à la commande publique et facilitant la prise en compte, par les acheteurs publics des entreprises d'insertion dans la passation de leurs marchés.

L'**article 10** prévoit, par anticipation de la directive relative aux marchés publics dont la négociation est quasi-finalisée et le texte stabilisé, et dans le strict cadre qu'elle prévoit, la possibilité pour les acheteurs publics de réserver la participation aux procédures de passation de marchés publics au entreprises participant à l'insertion de personnes handicapées ou défavorisées. Le cadre actuellement applicable ne prévoit cette possibilité que pour les entreprises participant à l'insertion de personnes handicapées. L'extension aux personnes défavorisées est une novation importante de la directive en phase finale de négociation, dont il convient de tirer profit afin de faciliter la réinsertion, par l'activité économique, de personnes éloignées de l'emploi.

L'**article 11** prévoit qu'au-delà d'un montant annuel d'achats fixé par décret, tout acheteur public, y compris les collectivités territoriales, devra mettre en place un schéma de promotion des achats publics socialement responsables, permettant d'encourager le recours aux clauses dites « sociales » permises par l'article 14 du code des marchés publics. Ces schémas devront en effet déterminer des objectifs annuels à atteindre en matière de marchés intégrant ces clauses sociales, ainsi que les modalités de mise en œuvre et de suivi de ces objectifs. Ce schéma, qui s'inspire de la stratégie mise en œuvre pour le Gouvernement pour les achats de l'Etat, est conforme à cette stratégie.

Le II de l'article 11 prévoit la déclinaison de ce schéma au niveau régional par les représentants de l'Etat, au travers de la signature d'une convention avec un ou plusieurs organismes dits « facilitateurs », c'est-à-dire dont le but est de faciliter le recours aux clauses sociales. De ce point de vue, plusieurs initiatives impliquant des maisons de l'emploi ou des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), dont l'expertise dans ce domaine a fait de véritables centres de ressources ont vu le jour, dont le succès local justifie une généralisation au niveau national. Pourront prendre part à cette convention tous les acheteurs publics régionaux.

La **section 4 (article 12)** procède à la définition de la subvention. Les subventions et les marchés publics sont les deux leviers privilégiés qui permettent aux autorités publiques de s'appuyer sur les acteurs locaux, associatifs ou non, pour répondre aux besoins de la société civile, y compris dans le champ de l'économie sociale et solidaire.

Les relations entre autorités publiques et secteur associatif sont aujourd'hui principalement organisées par la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, dite loi « DCRA » qui, dans un objectif de renforcement de la transparence, a instauré une obligation de convention d'objectifs et de moyens pour les financements supérieurs à un certain seuil (fixé à 23 000 € par voie réglementaire). La loi « DCRA » ne définit cependant pas la notion de subvention, et cette absence de définition est source de difficultés pour les acteurs.

Le bilan d'application de la circulaire du 18 janvier 2010, relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations, a identifié une tendance, depuis plusieurs années, à la diminution du recours à la subvention dans les relations entre pouvoirs publics et associations. L'ensemble des acteurs, associations ou collectivités locales, ont formulé le souhait d'une clarification du régime juridique des subventions, en vue d'en développer l'usage en alternative à la commande publique, et d'une inscription au niveau législatif afin qu'il puisse produire ses effets tant à l'égard des autorités de l'Etat qu'à l'égard des collectivités locales.

Par ailleurs, les acteurs de l'économie sociale et solidaire sont très majoritairement des structures associatives. Le rattachement d'une définition de la notion de subvention au projet de loi relatif à l'ESS s'est donc imposé comme un moyen de favoriser le développement des associations. Il convient de préciser que la définition retenue de la subvention ne se limite pas aux associations de l'économie sociale et solidaire.

1° La définition proposée dans le I du présent article, s'inscrit donc dans la loi DCRA, en introduisant un nouvel article 9-1, avant l'article 10.

a) Il est proposé de qualifier de subvention :

- l'ensemble des contributions (financières, matérielles ou en personnel) ;
- allouées par les autorités administratives (au sens de la loi DCRA, ainsi que les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial) ;
- à des personnes morales de droit privées ;
- pour la réalisation d'une action, d'un projet d'investissement, le développement d'activité ou le financement global de l'activité de l'organisme bénéficiaire.

Cette définition n'inclut pas les relations (financières ou autres) entre personnes morales de droit public, ni les soutiens (financiers ou autres) pouvant être attribués par des autorités publiques à des personnes physiques, qui demeurent régis par les règles qui leur sont applicables.

b) La définition législative proposée s'appuie sur les critères dégagés par la jurisprudence administrative, et permettant de distinguer la subvention de la commande publique :

- lorsqu'elle précise dans la dernière phrase du premier alinéa que « *ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes bénéficiaires* » ;

- et dans le second alinéa de l'article 9-1 que « *ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins propres des autorités qui les accordent* ».

Enfin le II du présent article procède aux modifications de cohérence nécessaires de l'article 10 de la loi dite « DCRA ».

L'**article 13** définit les missions des dispositifs locaux d'accompagnement (DLA). Les DLA sont aujourd'hui le seul dispositif d'accompagnement associatif qui présente une offre de service uniforme sur tout le territoire. Le présent projet de loi offre le support législatif permettant de les sécuriser juridiquement.

Le nombre de structures DLA est aujourd'hui stabilisé, même si quelques modifications de la carte de leur implantation (notamment des centres régionaux de ressources et d'animation - C2RA - au niveau régional) peuvent être encore effectuées.

La sécurisation offerte par la loi devrait produire un impact positif plus qualitatif que quantitatif.

Les DLA sont choisis et conventionnés après une procédure d'appel à projets. Le manque de visibilité quant à la pérennité du dispositif a souvent conduit certaines structures associatives locales à renoncer à se porter candidates pour être DLA sur leur territoire, limitant drastiquement de ce fait le choix de l'administration (parfois une seule structure était candidate sur un département).

La garantie de durabilité offerte par la loi devrait permettre à plus de structures de se porter candidate pour le renouvellement des conventionnements qui doit avoir lieu au 1^{er} janvier 2014. Les pilotes locaux du dispositif (directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi - DIRECCTE - et directions régionales de la Caisse des dépôts) pourront ainsi faire jouer pleinement la concurrence entre candidats et sélectionner celui qui offrira le meilleur programme d'activités et les meilleures garanties d'atteinte des objectifs visés dans ces programmes.

Cette même garantie de stabilité devrait permettre de renforcer la professionnalisation des chargés de mission des DLA en autorisant le niveau national à bâtir sur le long terme de meilleurs programmes de formation à leur intention.

* * *

Le **titre II** crée un nouveau droit d'information préalable des salariés en cas de transmission d'entreprise saine.

La non-transmission d'entreprises saines est une source croissante de pertes d'emplois. De nombreuses entreprises saines cessent en effet leur activité faute de repreneurs. Si, les « pépites » très rentables trouvent facilement preneur, le propriétaire d'une entreprise faiblement rentable a souvent peu d'offres de reprise.

Les estimations sont délicates car l'Insee a notamment renoncé à mesurer les transmissions d'entreprises faute de sources statistiques fiables. Pour l'Ile-de-France toutefois, une étude de la chambre de commerce et d'industrie (CCI) de Paris réalisée en 2010 table sur 150 000 entreprises de moins de cinquante salariés à céder sur quinze ans. Selon cette même étude, seuls 10 % des cédants anticipent leur départ.

Dans ce contexte, la reprise par les salariés peut être une solution pour préserver la viabilité de l'entreprise et à assurer la pérennité de l'activité et de l'emploi. A cet égard, la société coopérative et participative (SCOP) peut représenter un bon outil juridique pour la transmission d'entreprise aux salariés (voir articles 28 et 29 du présent projet de loi). En effet, les salariés ont une bonne connaissance de l'entreprise, de ses clients, ses fournisseurs, ses points forts et ses faiblesses. Correctement accompagnés, ils peuvent reprendre avec succès leur entreprise.

Or les transmissions aux salariés d'entreprises saines sont encore rares, même si des exemples récents de réussite existent.

En outre, la reprise par les salariés permet de maintenir et développer le tissu productif local et donc l'emploi local. Elle permet en effet de conserver la structure de l'entreprise en l'état et évite les opérations de démantèlement.

Afin d'encourager la reprise d'entreprises par les salariés, il est donc proposé de créer un droit d'information préalable pour les salariés désirant racheter leur entreprise, quelle que soit la forme sociale sous laquelle la reprise se fera. Les salariés pourront ainsi reprendre leur entreprise en société anonyme, ou SARL, ou bien en SCOP. Ce droit consistera à demander au cédant d'informer ses salariés avant tout projet formalisé de cession pour leur donner les conditions de temps et de réflexions nécessaire à la formulation d'une offre.

Il convient de distinguer deux cas de figure différents pour tenir compte du droit existant :

Pour les entreprises de plus de cinquante salariés, dans lesquelles existe un comité d'entreprise, il s'agit de créer une obligation d'information des salariés, parallèle à la transmission au comité d'entreprise du projet de cession formalisée. Ce nouveau droit ne modifie pas le code du travail. Il ne rajoute pas de délai supplémentaire défini pour les entreprises de plus de 50 salariés par rapport à ceux déjà prévu par le code du travail en matière de notification au comité d'entreprise d'une offre formalisée et revus par l'Accord national interprofessionnel.

Pour les entreprises de moins de cinquante salariés, il est créé un délai d'information préalable deux mois avant tout projet de cession, soit envers les institutions représentatives du personnel lorsqu'elles existent, soit directement auprès des salariés en leur absence.

Ce nouveau droit ne remet pas en cause le patrimoine du chef d'entreprise. Ce dernier reste libre de vendre au prix qu'il souhaite et à qui il veut en cas de meilleure offre tierce. La négociation est de gré à gré et respecte les règles de confidentialité propres au droit commercial. De plus, les salariés peuvent renoncer volontairement au bénéfice de ce délai de deux mois, en informant le cédant qu'ils n'ont pas l'intention de proposer une offre de reprise.

La sanction du non respect de cette obligation d'information anticipée relève du droit commercial commun. Il s'agit d'une nullité relative et facultative, sur saisine des salariés.

Sont exclues du champ d'application de la mesure les entreprises de plus de 250 salariés, les entreprises où des ayant-droits peuvent prétendre au rachat et les entreprises en procédure collectives.

Le **titre III** contient des dispositions de soutien au développement des entreprises coopératives dans le respect des valeurs qui caractérisent leurs modes d'organisation et de gouvernance.

Ce secteur doit bénéficier des moyens permettant un changement d'échelle afin d'accroître son impact macroéconomique et favoriser le développement d'une biodiversité économique.

Le poids socio-économique des entreprises coopératives est important. En France, 21 000 entreprises coopératives emploient plus d'un million de salariés². Ce modèle économique domine dans plusieurs secteurs d'activités (banques de dépôts, agriculture) ; il montre une capacité d'adaptation aux évolutions économiques et génère des innovations; il constitue un atout pour la société et mérite d'être développé à plusieurs titres.

Sociétés de personnes se distinguant des sociétés de capitaux, les entreprises coopératives, tous secteurs confondus, participent à l'ancrage des activités et des emplois sur le territoire.

Les valeurs portées par ces entreprises donnent un sens à l'activité économique qui n'est plus uniquement fondé sur le profit. L'impartageabilité des réserves est un principe qui privilégie une gestion sur le long terme, avec un objectif de pérennisation de l'entreprise et de l'activité. Elles ont démontré leur résilience face à la crise et elles participent d'une logique de développement ancré dans les territoires. Ainsi, alors que 90 % des cent premières entreprises françaises ont leur siège social en Ile-de-France, 75 % des entreprises coopératives concentrent les lieux de décision en région.

Les sociétés coopératives d'intérêt collectif et les coopératives d'activité et d'emploi offrent notamment de nouvelles formes d'entrepreneuriat coopératif.

² Source : panorama sectoriel 2012 – COOP FR

Les dispositions présentées ont pour objet de créer les conditions du développement du secteur coopératif par une modernisation du statut et un assouplissement des principes régissant l'organisation des entreprises. La loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération est toilettée d'un certain nombre de dispositions obsolètes. Elle est complétée de dispositions répondant aux besoins des entreprises, aux nécessités de développement de nouvelles formes coopératives. La loi intègre des dispositions en faveur de la reprise d'entreprises par les salariés en créant un statut transitoire de SCOP d'amorçage.

D'autres dispositions confortent la pérennité des principes spécifiques du modèle coopératif et garantissent leur respect dans la pratique des entreprises. C'est, en effet, l'application de ces principes dans des mesures qui justifient le soutien des pouvoirs publics apporté aux entreprises coopératives ainsi qu'un régime fiscal partiellement dérogatoire.

La définition de l'entreprise coopérative est réaffirmée dans le rappel des principes fondateurs de gouvernance démocratique et d'affectation des excédents aux membres coopérateurs ou au développement de l'entreprise. Le projet de loi réforme et généralise la révision coopérative à l'ensemble des coopératives. Il recentre l'objet de cette procédure sur le respect des principes coopératifs et introduit une sanction en cas de non respect de cette procédure. Aujourd'hui la révision n'est définie dans la loi que pour certains types de coopératives dont le projet de loi est inspiré.

Le titre III comprend deux chapitres. Le premier chapitre rassemble un ensemble de dispositions communes à l'ensemble des entreprises coopératives, contenues dans la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, le second porte des dispositions statutaires spécifiques à certaines coopératives en fonction de leur secteur d'activité ou des particularités de l'organisation de leur gouvernance.

Le **chapitre I^{er}** contient des dispositions de modernisation de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 précitée. Elles confirment le modèle coopératif et en renforcent l'attractivité.

Ce chapitre comporte deux sections. La première sur le développement du modèle coopératif, la seconde sur la réforme et la généralisation de la procédure de révision coopérative.

Les dispositions de la **section 1** favorisent les conditions d'une dynamique du modèle coopératif par la création de nouvelles entreprises voire de nouvelles formes de coopératives. La loi du 10 septembre 1947 rénovée en sera le socle législatif de référence par une actualisation de la définition de l'entreprise coopérative et par l'introduction de simplifications et de souplesses dans l'organisation et le fonctionnement de ces entreprises.

L'**article 16** modifie l'article 1^{er} de la loi du 10 septembre 1947 précitée. Il réaffirme les principes coopératifs tout en modernisant la définition de l'entreprise coopérative pour l'adapter à la réalité des entreprises qui forment le mouvement coopératif aujourd'hui. La nouvelle rédaction met en avant les principes fondateurs du statut coopératif :

- le principe d'exclusivisme et de satisfaction des besoins, non seulement, économiques, mais aussi sociaux, des coopérateurs est repris au premier alinéa, et sa mise en œuvre est précisée à l'article 3 de la loi précitée ;

- le principe de gestion démocratique, exprimé selon l'adage « une personne, une voix » pour les membres coopérateurs, quel que soit le nombre de parts sociales détenues figure au deuxième alinéa ; les associés non coopérateurs sont soumis à d'autres modes de représentation développés à l'article 3 ;

- le caractère lucratif limité de la coopérative figure au troisième et dernier alinéa. L'affectation des excédents donne lieu à ristournes en fonction de l'activité de l'associé et non au versement de dividendes en fonction du capital détenu ; ces excédents alimentent également les réserves de la coopérative.

L'**article 17** complète l'article 15 de la loi du 10 septembre 1947 précitée. Cette disposition réaffirme le principe de la gratuité des fonctions des membres des organes de direction en précisant la possibilité pour la coopérative de verser une indemnité compensatrice du temps passé à l'administration de la coopérative à ses mandataires sociaux. Les chefs d'entreprise qui acceptent d'assumer un mandat au sein des organes de gestion et d'administration d'une société coopérative consacrent du temps à l'administration de leur coopérative tout en assumant, dans le cas des coopératives d'entreprises, la gestion de leur propre entreprise.

Dans les coopératives sous forme de SA, le président du conseil d'administration sans être en permanence à la coopérative, peut être amené à consacrer beaucoup de temps à l'exercice de son mandat, sans pour autant bénéficier, actuellement, du versement d'une rémunération.

Pour ces raisons, il est proposé que, sur décision de l'assemblée générale, les membres des organes de direction de direction peuvent percevoir une indemnité qui compense en partie le temps consacré à l'administration de leur coopérative. Ce vote de l'assemblée générale est conforme au principe démocratique qui s'applique dans les coopératives, et le renforce.

L'**article 18** modifie l'article 3 de la loi du 10 septembre 1947 précitée et introduit la possibilité de déroger de façon limitée au principe d'exclusivisme. L'objet de la coopérative étant d'agir pour le seul bénéfice de ses membres, il est proposé d'introduire dans la loi la possibilité d'ouvrir à des tiers non associés le bénéfice des services de la coopérative, ceci dans la limite de 20 % du chiffre d'affaires, comme c'est déjà le cas pour certaines familles de coopératives. L'article 20 généralise cette possibilité à l'ensemble du monde coopératif. Cette proposition offrira plus de souplesse dans l'utilisation du statut pour les coopératives qui ne relèvent pas de lois particulières. Ce dispositif permet en outre d'impliquer dans la coopérative des personnes susceptibles de devenir associées par la suite.

L'**article 19** introduit la notion d'« associé non coopérateur » à l'article 3 *bis* de la loi du 10 septembre 1947 précitée. Il permet également de diversifier la nature des apports possibles en soutien à l'objet de la coopérative pour un associé non coopérateur. Désormais ces apports pourront se faire non seulement en capitaux mais également en nature (travail, conseil, compétences, locaux...) ou en industrie.

L'**article 20** modifie l'article 5 de la loi du 10 septembre 1947 précitée. Il élargit l'objet des unions de coopératives. La création d'unions de coopératives sera ainsi possible non seulement pour la gestion des intérêts communs comme c'est le cas aujourd'hui mais également pour le développement d'activités. Il rend possible le bénéfice des services de ces unions directement aux associés des coopératives.

L'**article 21**, en modifiant les articles 7, 18 et 19 *septies* de la loi du 10 septembre 1947 précitée, autorise la radiation des associés. La radiation est le constat d'une situation de fait caractérisée par la perte des qualités requises pour être associé ; elle évite la mise en œuvre de la procédure d'exclusion.

L'**article 22** modifie l'article 8 de la loi du 10 septembre 1947 précitée et l'article L. 524-2-1 du code rural et de la pêche maritime. Ces dispositions précisent que les dispositions du code de commerce qui imposent d'indiquer dans le rapport d'activité présenté à l'assemblée générale, les informations sur la manière dont la coopérative prend en compte les conséquences sociales et environnementales de son activité ainsi que sur ses engagements sociétaux en faveur du développement durable et en faveur de la lutte contre les discriminations et de la promotion des diversités ne sont applicables qu'à partir des seuils fixés au sixième alinéa de l'article L. 225-102-1 du code de commerce. Ces dispositions sont également appliquées aux coopératives agricoles.

L'**article 23** modifie l'article 10 de la loi du 10 septembre 1947 précitée pour ouvrir aux coopératives la possibilité de recourir à des moyens techniques pour la participation aux débats à l'assemblée générale et au vote à distance. Ces dispositions figurent déjà pour les sociétés anonymes à l'article L. 225-107 du code de commerce.

L'**article 24** modifie l'article 22 de la loi du 10 septembre 1947 précitée de façon à limiter les mentions obligatoires qu'une société coopérative doit faire figurer sur tous les actes et publications. Seule la mention de « société coopérative » reste obligatoire sans qu'elle soit suivie comme aujourd'hui de l'indication de la nature de ses opérations et de la profession commune des associés. En outre, ces dispositions dépénalisent le non-respect de ces obligations qui est toujours sanctionné dans la loi de 1947 par une contravention de 3^{ème} classe de 450 € au plus par document incomplet. Or, cette sanction pénale excessive et dépassée ne s'applique pas à d'autres sociétés commerciales. Il s'agit donc d'assurer une égalité de traitement entre les coopératives d'une part, et d'autres sociétés commerciales régies par le code de commerce d'autre part, par la transposition des dispositions appliquées à d'autres sociétés commerciales.

L'**article 25** modifie l'article 25 de la loi du 10 septembre 1947 précitée. Il précise les cas et conditions de sortie du statut coopératif, notamment pour tenir compte de la mise en place d'un régime général de révision coopérative, ce dernier prévoyant la possibilité d'exclusion du statut sur décision de l'autorité administrative compétente en cas de méconnaissance des principes coopératifs.

La **section 2** institue un régime général de révision coopérative. La procédure de révision coopérative est un dispositif propre au mouvement coopératif. Elle a pour objet de garantir la conformité du fonctionnement des entreprises coopératives avec les principes propres à ce modèle et notamment celui de la participation des associés à la gestion de la société.

Actuellement, la révision coopérative trouve son fondement juridique dans les textes relatifs à certaines familles de sociétés coopératives (les coopératives agricoles, les unions d'économie sociale, les sociétés coopératives d'intérêt collectif, les SCOP, les sociétés coopératives d'artisans, les coopératives de transport, les coopératives artisanales de transport fluvial, les sociétés coopératives maritimes et les sociétés coopératives d'HLM). En revanche, les autres types de sociétés coopératives n'y sont pas soumis.

La stratégie de croissance du secteur portée par le Gouvernement implique de doter le mouvement coopératif d'instruments qui crédibilisent le modèle de développement alternatif qu'il propose, c'est pourquoi ce chapitre consacre une section propre à la procédure de révision coopérative. Il a pour objectif une réforme de ce dispositif ainsi que sa généralisation aux familles coopératives qui n'y sont pas soumises.

L'**article 26** intègre dans la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, les nouveaux articles 25-1 à 25-7 dont l'objet est de définir la révision coopérative et d'en fixer les modalités. Ces dispositions sont inspirées pour partie de l'article L. 527-1 du code rural sur les coopératives agricoles, des dispositions du décret n° 84-1027 du 23 novembre 1984 modifié relatif aux modalités de mise en œuvre de la procédure de révision coopérative concernant certaines catégories d'organismes coopératifs ainsi que de certaines dispositions de la législation applicable aux commissaires aux comptes. L'article 25-1 pose l'obligation de la révision coopérative pour toutes les sociétés coopératives et en précise les conditions de mise en œuvre.

Les dispositions de l'article 25-2 prévoient les suites données à la procédure de révision. Ces dispositions sont en partie inspirées du décret du 23 novembre 1984 qui régit aujourd'hui la procédure de révision et de la procédure applicable aux coopératives HLM dont il a paru qu'elle pouvait servir de modèle pour une procédure rénovée.

Les dispositions de l'article 25-3 renforcent les pouvoirs du réviseur, lui conférant un rôle de veille au-delà de l'accomplissement de sa mission, rapprochant son rôle de celui des commissaires aux comptes tel que prévu à l'article L. 823-12 alinéa 1 du code de commerce, sans toutefois empiéter sur les missions de ce dernier car le réviseur ne traite que des irrégularités en rapport avec sa propre mission.

L'article 25-4 fixe les modalités de désignation et d'exercice des fonctions du réviseur. La désignation du réviseur pour 6 ans par l'assemblée générale doit assurer une certaine indépendance de ce dernier.

L'ensemble de l'article s'inspire des articles L. 823-1 et suivants du code de commerce sur les commissaires aux comptes.

L'article 25-5 vise à prévenir les conflits d'intérêt et à garantir le secret professionnel des réviseurs coopératifs.

L'article 25-6 prévoit les sanctions pouvant découler d'une méconnaissance des principes et règles de la coopération relevées dans le rapport de révision ou des règles relatives à la révision coopérative.

L'article 25-7 renvoie à un décret en Conseil d'Etat les modalités de mise en œuvre des dispositions relatives à la révision.

Les II à V de l'article 28 prévoient la soumission, le cas échéant avec des adaptations rendues nécessaires par la préexistence d'un régime de révision spécifique des différentes familles de coopératives au régime général de révision mis en place. Il s'agit des SCOP, des coopératives artisanales, des coopératives agricoles (dont les sociétés coopératives d'utilisation de matériel agricole - CUMA), des coopératives maritimes, des coopératives de production de HLM et des coopératives de HLM.

L'**article 27** procède à une actualisation de références à divers textes et codes contenues dans la loi n°47-1775 du 10 septembre 1947 et devenues obsolètes.

Le **chapitre II** du titre III contient sept sections relatives aux diverses formes de coopératives : les sociétés coopératives de production (SCOP); les sociétés coopératives d'intérêt collectif (SCIC); les sociétés coopératives de commerçants détaillants ; les sociétés coopératives d'habitations à loyer modéré ; les sociétés coopératives artisanales et de transport ; les sociétés coopératives agricoles ; les CUMA, les sociétés coopératives maritimes et les coopératives d'activités et d'emploi (CAE).

Il vise, par des modifications ou des compléments apportés aux statuts existants, à moderniser et adapter les dispositions propres à diverses familles coopératives afin de lever des freins à leur fonctionnement ou développement.

Plusieurs mesures méritent d'être soulignées.

Les modifications de la loi n° 78-763 du 19 juillet 1978 portant statut des sociétés coopératives ouvrières de production permettent de créer un statut de SCOP transitoire dans le but de faciliter la reprise par les salariés d'entreprises saines. A l'heure actuelle, 48 000 entreprises indépendantes de dix à cent salariés sont dirigées par des entrepreneurs de plus de cinquante-cinq ans. Ainsi, le nombre de transmissions d'entreprises va inéluctablement augmenter avec le départ en retraite des baby-boomers, sachant que le départ en retraite du dirigeant est la cause d'une cession d'entreprises sur deux en France. La problématique de la transmission des entreprises saines est un enjeu national, auquel les SCOP peuvent apporter une solution notamment en l'absence de transmission familiale, laquelle selon OSEO représente 7 % des cas de reprise³.

L'article 54 crée le statut de la coopérative d'activité et d'emploi dont l'objet est d'accompagner les entrepreneurs personnes physiques à concrétiser leur projet et développer leur activité. Une définition précise du modèle des CAE devrait permettre de consolider cette forme d'entrepreneuriat et le statut de leurs entrepreneurs-salariés. Les articles 48 et suivants portent des mesures visant à favoriser le développement des SCIC qui constituent des formes de coopératives participant notamment au développement économique des territoires puisqu'elles permettent d'associer outre des structures ayant un intérêt collectif, des collectivités territoriales et leurs groupements, les salariés et les usagers. Elles favorisent un pilotage public-privé dans de nombreux secteurs en lien avec le développement local : énergies renouvelables, gestion des déchets, santé et dépendance, logement... Une adaptation de leur statut paraît nécessaire à leur développement notamment en renforçant la place faite aux collectivités territoriales, actuellement limitée à 20% du capital.

³ Avis du CESE Entreprendre autrement : l'économie sociale et solidaire – janvier 2013

La **section 1** est relative aux sociétés coopératives et participatives.

L'**article 28** permet à un investisseur, associé non coopérateur, de détenir plus de la moitié du capital d'une SCOP pour une durée limitée à cinq ans. L'objectif de la mesure est de donner aux salariés les moyens de reprendre leur société en SCOP en dépit d'investissements limités au départ. Il est proposé que pendant une durée de sept ans à compter de la transformation de la société en SCOP l'application de l'article 26 *bis* de la loi n° 78-763 (supprimant ainsi la limitation des avantages fiscaux selon la nature du détenteur du capital de la SCOP) soit écartée. Ce délai serait donné aux salariés afin de leur permettre de détenir plus de 50 % du capital au bout de cinq ans et de remplir au plus tard à cette échéance les conditions prévues par les articles 26 *bis* de la loi n° 78-763 et 237 *bis* (II, 3°) du code général des impôts.

En effet, le problème récurrent, dans les cas de reprises d'entreprises saines pour les transformer en SCOP, relève du financement de l'opération.

Les articles 48 à 52 de la loi n° 78-763 du 19 juillet 1978 instaurent un processus de transition, permettant de conserver la même personne morale malgré le changement de statut.

De plus, les articles 49 à 50 prévoient que :

- le rachat des parts sociales d'un actionnaire refusant la transformation en SCOP se fait soit dans les deux ans (rachat direct) soit dans les cinq ans (annulation de parts sociales et remboursement portant intérêts à taux légaux) ;

- un ancien associé ou actionnaire de la société qui demeure associé après sa transformation en SCOP sans être salarié peut, pendant une période de cinq ans, détenir plus de la moitié du capital à lui seul mais sans pouvoir toutefois détenir plus de 35 % des voix.

Cependant, les capacités financières généralement limitées des salariés-repreneurs (en moyenne entre 1 000 et 1 500 € par personne) ont pour conséquence de rendre difficile le franchissement, dès le départ, du seuil de détention de 50 % du capital, nécessaire pour bénéficier des avantages fiscaux liés au statut de SCOP.

En vertu de ces dispositions, pendant une durée de sept ans à compter de la transformation de la société en SCOP, la société pourra demander le report des impositions qui n'auraient pas été dues si le capital de la SCOP avait été détenu pour plus de 50 % par les associés coopérateurs. En contrepartie, les associés non coopérateurs devront s'engager à céder le nombre de titres nécessaires pour que les associés coopérateurs soient majoritaires au plus tard le 31 décembre de la cinquième année qui suit celle de la transformation en SCOP.

L'article 30 intègre également un article 52 *bis* à la loi n° 78-763 du 19 juillet 1978 portant statut des sociétés coopératives ouvrières de production. Il permet, alors que les avantages fiscaux de droit commun sont conservés durant une période de cinq ans après la transformation d'une société en SCOP bien que les salariés soient minoritaires en capital, d'accorder une rémunération spécifique pour « portage » à cet investisseur. Il est également prévu de permettre à l'investisseur qui détiendrait plus de la moitié du capital de détenir jusqu'à 49 % des droits de vote pendant cette période de cinq ans.

L'article modifie enfin l'article 214, 237 *bis* A et 1456 du code général des impôts de façon à ce que les avantages fiscaux de droit commun soient conservés durant une période de cinq ans après la transformation d'une société en SCOP bien que les salariés soient minoritaires en capital.

L'**article 29** autorise l'utilisation des réserves pour racheter les parts sociales de l'investisseur, associé non coopérateur. Cette disposition anticipe les difficultés que peut poser, dans ce processus, la sortie de l'investisseur par le rachat de ses parts sociales. Les salariés pourront participer à ce rachat notamment dans le cadre des dispositions prévues aux articles 35 et suivants de la loi de 1978, cependant, il n'est pas certain que les sommes ainsi réunies suffisent au rachat d'une part substantielle du capital détenue par l'investisseur.

En conséquence, l'article 31 modifie l'article 34 de la loi n° 78-763 du 19 juillet 1978 portant statut des sociétés coopératives ouvrières de production. Le rachat de ces parts peut être effectué par la coopérative elle-même, en utilisant les réserves légales prévues aux 1° et 2° de l'article 33 de la loi de 1978. Une fois ces parts achetées, la coopérative pourra procéder :

- soit à une réduction de son capital social à due concurrence du capital racheté permettant ainsi mécaniquement l'augmentation de la part des salariés-associés dans le capital de la SCOP (cette option ne nécessite pas de modifier le dispositif législatif) ;

- soit à une distribution de ces parts aux salariés.

La possibilité d'annulation, prévue au second alinéa de l'article 31, est inspirée par l'article L. 225-207 du code de commerce : l'objectif est de lier le rachat par la SCOP et la destruction des parts achetées. En effet l'objectif de la procédure n'est pas de donner une réserve de parts à la SCOP mais d'augmenter mécaniquement le pourcentage de capital détenu par les salariés, ce qui n'est possible que dans l'hypothèse où les parts sont annulées.

L'**article 30** rend possible et organise la constitution de groupements de SCOP. Le statut des SCOP permet actuellement à un salarié-associé de prendre des parts dans le capital d'une autre SCOP. Dans ce cas, il est considéré comme associé extérieur et non comme salarié coopérateur. La réforme envisagée consiste à élargir le statut de salarié coopérateur. Ainsi, un salarié associé dans une SCOP pourra également avoir le statut de coopérateur au sein d'une SCOP dans laquelle il a investi sans être lié à cette dernière par un contrat de travail, à condition que ces deux SCOP aient au préalable adopté le nouveau statut de «groupement de sociétés coopératives de production».

L'**article 31** modifie la dénomination principale des SCOP dans la loi n° 78-763 du 19 juillet 1978 portant statut des sociétés coopératives ouvrières de production. Le principe a été arrêté de retenir comme dénomination générale désignant les SCOP, l'appellation de « Société coopérative de production » en remplacement de l'appellation « société coopérative ouvrière de production ».

Dès lors que l'on retient ce principe, l'appellation de « Société coopérative ouvrière de production » devient une appellation facultative au côté des deux autres qui sont « Société coopérative de travailleurs » et « Société coopérative et participative ». Cette modification remplace l'appellation « société coopérative ouvrière de production » au singulier aux articles 3 *bis*, 4, 5, 14, 15, 16, 18, 20, 22, 25, 26 *bis*, 27, 29, 33, 37, 40, 43, 49 *bis*, 51, 53, 54 et le chapitre 1^{er} du titre IV de la loi n° 78-763 du 19 juillet 1978 portant statut des sociétés coopératives ouvrières de production. Elle remplace l'appellation « sociétés ouvrières de production » au pluriel aux articles 1, 2, 3, 5, 15, 19, 20, 21, 22, 26 *bis*, 26, ter, 35, 44, 45, 46, 47, 53, 54, et 54 *bis* et dans le titre III de la loi n° 78-763 du 19 juillet 1978 portant statut des sociétés coopératives ouvrières de production.

L'**article 32** modifie les articles 5, 8, 15, 16, 17, 18, 19, 21, 28 et 51 de la loi n° 78-763 du 19 juillet 1978 portant statut des sociétés coopératives ouvrières de production. Cette proposition permet à une SCOP d'adopter le statut de la société par actions simplifiée (SAS). Les SCOP sont actuellement constituées sous forme soit de société à responsabilité limitée, soit de société anonyme. L'ouverture à la forme de SAS crée une souplesse dans la gouvernance, dont les règles sont fixées par les statuts, ce qui permet de mieux prendre en compte les spécificités d'organisation de ces coopératives et de définir une gouvernance socialement innovante en fonction des particularités du projet coopératif. Cette mesure a pour conséquence une modification des articles de la loi du 19 juillet 1978 qui visent les organes de direction des SCOP ARL et des SCOP SA. Dans ces articles, une référence plus générale aux « organes de direction » sera faite par référence à la forme de SAS.

L'**article 33** complète l'article 54 de la loi du 19 juillet 1978 qui fait interdiction à toute société d'utiliser l'appellation de SCOP si elle n'est pas inscrite sur une liste ministérielle. Cet article vise également l'appellation de « société coopérative et participative », introduite dans la loi n° 2012-387 du 22 mars 2012 relative à la simplification du droit et à l'allégement des démarches administratives.

L'**article 34** procède à diverses modifications de références obsolètes ou suppression de dispositions transitoires devenue caduques.

La **section 2** concerne les sociétés coopératives d'intérêt collectif

L'**article 35** modifie l'article 19 *quinquies* de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération. Cette proposition permet aux SCIC d'adopter le statut de société par actions simplifiées. L'intérêt de ce statut réside dans la possibilité de définir une gouvernance spécifique et socialement innovante en fonction des particularités du projet porté par la SCIC.

Aujourd'hui, les SCIC sont des coopératives exploitées sous forme de société anonyme (SA) ou de société à responsabilité limitée (SARL). Ces deux formes prédéterminent les organes dans le cadre desquels la gouvernance va s'exprimer. Un cadre très étroit pour la SARL qui ne prévoit que l'existence d'un gérant, voire de cogérants à côté d'une assemblée générale. Un cadre guère plus large pour la SA, dotée d'un conseil d'administration (ou un directoire et un conseil de surveillance). Dans la société par actions simplifiée (SAS), les statuts fixent les conditions dans lesquelles la société est dirigée, ce qui laisse une marge de manœuvre pour traduire dans des organes adéquats les besoins spécifiques de la coopérative.

L'**article 36** modifie l'article 19 *septies* de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération pour l'élargir les catégories d'associés d'une SCIC en introduisant, à côté des salariés de la coopérative, les personnes productrices de biens et services. Il sera donc possible de créer une SCIC sans salariés.

Cette mesure part du constat que les projets qu'abritent les SCIC ne justifient pas toujours l'emploi d'un salarié dès le démarrage, soit parce que l'activité de production est portée par des agriculteurs, des praticiens libéraux, des artisans... dont l'activité est indépendante, soit parce que le démarrage de l'activité ne peut supporter que très partiellement un travail salarié.

En outre, le 3° de l'article 48 porte à 50 %, au lieu de 20 % aujourd'hui, la part de capital d'une SCIC détenue par les collectivités territoriales et leurs groupements.

La limitation à 20 % de la détention du capital d'une SCIC par les collectivités territoriales est un frein dans la mise en œuvre de certains dossiers. Par ailleurs cette limitation ne se justifie pas au regard du risque d'un pouvoir de blocage des collectivités territoriales puisque celles-ci disposent d'une voix ou, lorsque des collèges de vote sont institués, d'au minimum 10 % et au maximum 50 % des droits de vote indépendamment de leur part dans le capital.

L'augmentation de ce plafond devrait faciliter l'émergence de projets fortement portés par des collectivités territoriales en partenariat avec d'autres acteurs.

L'**article 37** modifie l'article 19 *quaterdecies* de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération. Les SCIC peuvent se créer *ex nihilo* ou par transformation d'associations. Il arrive que certaines sociétés « classiques » se transforment en SCIC et qu'à cette occasion l'associé historique souhaite transmettre son entreprise. La loi du 19 juillet 1978 portant statut des SCOP prévoit un mode de transmission d'entreprises par transformation en SCOP qui est transposable aux sociétés coopératives d'intérêt collectif (SCIC). Il s'agit de permettre la transformation d'une société en SCIC et à cette occasion d'acter la valeur de remboursement de la part de l'associé historique qui se retirera à l'issue des opérations de transformation. Actuellement le droit coopératif ne permet de valoriser des parts de société transformées en coopératives que dans le statut des SCOP, l'adaptation de ce mécanisme à la SCIC permet de transposer pour ce type de coopérative le mode dérogatoire au droit comptable de comptabilisation des conséquences de la transformation d'une société en SCOP. Ainsi, lorsqu'une société rachète ses propres actions pour les annuler, elle réduit son capital à due concurrence de la valeur nominale des titres annulés. Si les titres annulés ont été acquis à des valeurs supérieures au nominal, cette survalueur doit être inscrite à un poste de report à nouveau négatif. Lorsque l'acquisition porte sur la totalité des titres de la société et que le prix est très largement supérieur à la valeur comptable, la comptabilisation de la survalueur à un poste de report à nouveau négatif ne traduit pas la réalité économique de la société, ni la réalité bilancielle et place virtuellement la société en état de cessation des paiements. Les SCOP sont autorisées à inscrire la survalueur (après imputation sur les réserves distribuables) à un compte d'actif (compte 207 – fonds de commerce). Il s'agit d'appliquer aux SCIC la même règle comptable.

Pour les SCOP, ces opérations figurent dans un avis de comité de la réglementation comptable du 3 décembre 2009 et dans une instruction fiscale du 25 février 2010.

L'**article 38** intègre un article après l'article 19 *duodecies* de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 dont l'objet est d'introduire dans le rapport de gestion annuel de l'entreprise des informations relatives à l'évolution du projet coopératif. La mise en œuvre de la procédure d'agrément pour la SCIC et celle de son renouvellement étaient l'occasion d'aborder la question de l'évolution du projet coopératif et de son utilité sociale. L'agrément ayant été supprimé par la loi n° 2012-387 du 22 mars 2012 relative à la simplification du droit et à l'allégement des démarches administratives, l'évocation nécessaire de l'évolution du projet coopératif doit intervenir chaque année dans le cadre du rapport de gestion.

L'**article 39** modifie les articles L. 5134-21 et L. 5134-111 du code du travail. Il rend les SCIC éligibles au dispositif des emplois d'avenir dans les conditions du contrat d'accompagnement à l'emploi. Actuellement, alors que les SCIC ont pu recourir aux emplois jeunes - sur le fondement des dispositions spécifiques de l'article 19 *quindecies* de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération modifié par l'article 36 de la loi n° 2001-624 du 17 juillet 2001-, que les collectivités locales sont à leur capital et que les associations peuvent se transformer en SCIC sans création d'une personne morale nouvelle, les SCIC ne peuvent recruter en emplois d'avenir sous la forme du contrat d'accompagnement dans l'emploi (CAE), sauf en qualité de personne privée chargée de la gestion d'un service public. Cette situation engendre une inégalité de fait entre les SCIC et des interprétations diverses selon les territoires. Il convient donc d'y remédier en ajoutant les SCIC, sociétés présentant un caractère d'utilité sociale, au sein des catégories d'employeurs pouvant conclure des CAE (au sein de l'article L. 5134-21 du code du travail) et de modifier l'article 19 *quindecies* précité pour mentionner le CAE parmi les conventions auxquelles peuvent recourir les SCIC.

La **section 3** est relative aux sociétés coopératives de commerçants détaillants.

L'**article 40** insère un 3° *bis* à l'article L. 124-1 du code de commerce dont l'objectif est de promouvoir les mécanismes de solidarité financière entre coopératives visant au développement du réseau commercial.

Afin d'aider à la reprise et au développement de points de vente, certaines coopératives ont fait preuve de créativité en créant des filiales financières appartenant, directement ou indirectement, à l'ensemble des membres du réseau et dont la finalité est d'apporter par tous moyens un soutien à l'achat, à la création et au développement du réseau. Ces structures sont le fruit d'une réelle coopération financière puisqu'elles sont alimentées par les adhérents (cotisations supplémentaires, pourcentage de chiffre d'affaires,...). Elles interviennent le plus souvent en complément des solutions bancaires classiques afin par exemple d'assister à la préparation des plans de financement et des dossiers de concours financiers. La présente proposition vise à inscrire cette solution dans la loi afin d'en encourager l'usage.

Comme la société financière n'a pas nécessairement la forme coopérative, l'inscription dans la loi vise à garantir que les commerçants associés conservent le contrôle de la société financière. Les principaux actionnaires de la société financière sont la coopérative et les commerçants eux-mêmes. Les autres actionnaires possibles (investisseurs extérieurs) n'ont pas le contrôle de la société financière. Le capital de ces sociétés doit être détenu par les coopératives et des associés coopérateurs.

Ces sociétés financières sont soumises aux dispositions propres aux établissements de crédits et à la réglementation prudentielle et financière (obligation d'obtenir préalablement un agrément de l'ACP, puis soumission aux règles prudentielles et établissement de l'ensemble des dispositifs de contrôle interne nécessaires à la bonne application de celles-ci, sous le contrôle permanent de l'ACP).

L'**article 41** modifie l'article L. 124-1 du code de commerce de façon à élargir l'objet de la coopérative de commerçants détaillants au e-commerce. Cette disposition permet à la coopérative d'effectuer des ventes de biens ou des prestations de services directement aux consommateurs internautes, au profit des associés, sous réserve d'en répartir éventuellement les bénéfices réalisés de manière équitable entre eux, conformément aux principes coopératifs qu'il ne s'agit nullement de contourner mais d'adapter à la vente en ligne. Il s'agit de la coopérative en phase avec l'évolution des services qu'elle fournit à ses membres qui témoignent de la vitalité de ce modèle de distribution. Plusieurs hypothèses sont apparues, dans la pratique, où il s'est avéré utile pour le réseau que la coopérative exerce une activité de vente directe, dont l'exemple le plus évident est celui du site Internet.

L'**article 42** modifie l'article L. 124-2 du code de commerce pour à autoriser les coopératives de commerçants détaillants à assouplir le principe d'exclusivisme. La suppression du premier alinéa de l'article précité soumet ces coopératives au principe d'exclusivisme tel que défini dans la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 dont une modification est proposée à l'article 3 du présent projet de loi.

L'**article 43** modifie l'article L. 124-3 du code de commerce et devrait faciliter la création de nouvelles coopératives. Cette mesure permet la constitution d'une coopérative sous forme de SARL à capital variable entre au moins quatre associés, et facilite le passage à la forme de SA, une fois que les conditions requises sont remplies et que les associés le souhaitent.

En coordination avec la modification proposée de l'article L. 124-3, l'article modifie également les articles L. 124-5, L. 124-6, L. 124-8, L. 124-9, L. 124-10, L. 124-11 et L. 124-12 du code de commerce afin de considérer l'ensemble des situations.

L'article intègre également au code de commerce un article L. 124-6-1 qui précise la qualité et le nombre requis des administrateurs ou membres du directoire et du conseil de surveillance des coopératives de commerçants détaillants.

L'**article 44** intègre un article L. 124-4-1 à la suite de l'article L. 124-4 du code de commerce. Cette nouvelle disposition vise à donner à la coopérative une priorité pour négocier le rachat du fonds de commerce qu'un de ses associés aurait l'intention de céder. Elle consiste à créer une période de négociation exclusive afin d'améliorer la pérennité des réseaux de coopératives de commerçants sans empêcher le commerçant de poursuivre son activité sous une autre enseigne ni le point de vente de sortir effectivement du réseau, dès lors que la coopérative ne souhaite pas ou n'est pas économiquement en capacité de lever l'option.

Ainsi est-il proposé d'insérer dans le code de commerce la possibilité d'inclure dans les statuts des coopératives de commerçants une clause qui prévoit qu'une cession par un associé de son fonds de commerce, ou d'un immeuble dans lequel ce commerce s'exerce, doit être précédée d'une période de trois mois pendant laquelle la coopérative peut négocier avec le cédant le rachat de son bien.

La **section 4** a pour objet les sociétés coopératives d'habitations à loyer modéré.

L'**article 45** modifie l'article L. 422-3 du code de la construction et de l'habitation dans le but d'élargir l'objet social des coopératives d'HLM au profit des organismes de l'économie sociale. Jusque dans les années 90, les coopératives d'HLM se voyaient reconnaître, par la voie réglementaire, la capacité à proposer des prestations de services à d'autres organismes coopératifs, comme par exemple les syndicats coopératifs ou les unités économiques et sociales (UES) des Pact (protection amélioration conservation transformation de l'habitat). Cette compétence n'a pas été reprise par le législateur et a été supprimée à l'occasion d'un toilettage de la réglementation. Or, les coopératives d'HLM développent des compétences qui peuvent permettre à d'autres acteurs de l'économie sociale intervenant dans le domaine du logement de conforter leur activité.

La **section 5** concerne les sociétés coopératives artisanales et de transports.

L'**article 46** modifie l'article 11 de loi n° 83-657 du 20 juillet 1983 relative au développement de certaines activités d'économie sociale de façon à permettre la rémunération des parts à avantages particuliers afin de lever les obstacles à leur utilisation.

Les sociétés coopératives artisanales et de transport rassemblent dans la quasi totalité des cas, de petites entreprises aux capacités contributives souvent limitées au regard des ambitions du projet coopératif qui vise généralement à constituer une force collective, face à de grands groupes industriels ou financiers.

Les projets d'investissements d'une coopérative artisanale ou d'une entreprise de transport soucieuse de prendre toute sa place dans le champ concurrentiel qui est le sien, peuvent nécessiter des apports en fonds propres qui dépassent le cadre des parts ordinaires souscrites par les artisans sociétaires au titre de leur engagement en activité.

C'est donc l'engagement financier des coopérateurs dans leur coopérative qu'il faut aujourd'hui s'attacher à favoriser. A cet effet, il convient d'ouvrir la possibilité pour les sociétés coopératives régies par la loi de 1983 de rémunérer les parts à avantages particuliers afin d'attirer l'épargne des associés vers leur coopérative.

L'article 23 de la loi du 20 juillet 1983 qui fixe de manière précise l'utilisation des excédents nets de gestion ne permet d'envisager que la rémunération des parts sociales détenues par les associés de la 4^{ème} catégorie (associés non coopérateurs) dont le nombre avec ceux des associés coopérateurs de la 3^{ème} catégorie, ne peut dépasser le quart du nombre total des associés de la coopérative.

En conséquence, il convient de prévoir, sur option des statuts, que l'excédent net de gestion puisse être utilisé au versement d'un intérêt, à titre d'avantage particulier accordé aux parts sociales émises par la coopérative, en application des dispositions de l'article 11 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération.

Les parts à avantages particuliers seront réservées aux seuls associés coopérateurs visés aux 1°, 3° et 5° de l'article 6 de la loi du 20 juillet 1983 ; les associés non coopérateurs visés au 4° du même article, pouvant déjà bénéficier de la rémunération de leurs parts depuis la loi n° 92-643 du 13 juillet 1992 (article 33 de cette loi).

Il convient de maintenir, dans le capital social de la coopérative, une majorité de parts non rémunérées, corrélatives à l'engagement en activité de chaque associé. A ce titre, aucun associé coopérateur ne devra détenir un nombre de parts à avantages particuliers donnant droit au versement d'un intérêt, supérieur au nombre des parts ordinaires souscrites au titre de son engagement en activité au sein de la coopérative.

L'**article 47** modifie l'article 1^{er} de loi n° 83-657 du 20 juillet 1983 relative au développement de certaines activités d'économie sociale.

Il s'agit d'ouvrir aux coopératives artisanales et de transport la possibilité, déjà ouverte aux coopératives de commerçants en application du 6° de l'article L. 124-1 du code de commerce, de mettre en place une politique commerciale commune et de communiquer davantage vers le client. Ce dispositif autorise « des opérations ponctuelles à caractère publicitaire ou non pouvant comporter des prix communs ». Les dispositions du 6° de l'article L. 124-1 du code de commerce, applicables aux coopératives de commerçants détaillants seraient, pour partie, étendues aux coopératives d'artisans et de transports.

L'**article 48** supprime l'article 13 de loi du 20 juillet 1983 précitée avec l'objectif de limiter la responsabilité des associés au montant du capital détenu. La loi du 20 juillet 1983, introduit la possibilité d'étendre la responsabilité des associés, sur leur patrimoine à trois fois le montant du capital social détenu.

Il s'agissait pour le législateur de permettre à un sociétaire de s'engager plus fortement dans sa coopérative tout en limitant l'immobilisation de sa trésorerie. Cette disposition comportait des règles de mise en place très contraignantes qui ont entravé sa mise en œuvre pratique.

Cette règle constitue aujourd'hui un élément de crainte pour le coopérateur, dans la mesure où le capital qu'il détient dans la coopérative a vocation à progresser et à étendre d'autant sa responsabilité financière. On ne peut donc chercher à accroître la souscription de parts sociales des associés sans clarifier ce point et revenir à une responsabilité de l'associé au niveau qui relève du droit commun : le montant du capital détenu.

L'**article 49** modifie l'article 23 de loi du 20 juillet 1983 précitée. Ces dispositions précisent la répartition de l'excédent net de gestion et instaure l'impartageabilité des plus-values sur cession d'immobilisation.

Dès lors qu'une coopérative artisanale ou une coopérative d'entreprises de transport cède un élément de son actif immobilisé à un prix supérieur à la valeur comptable nette, elle réalise une plus-value dont le produit est rapporté au compte de résultat dans la rubrique « produits exceptionnels » et qui, par voie de conséquence, se retrouve dans l'excédent net de gestion.

L'article 23 de la loi du 20 juillet 1983 précitée ne contient aucune disposition interdisant la répartition de la plus-value contenue dans l'excédent net de gestion entre les associés au titre des ristournes coopératives.

Cette part de l'excédent net de gestion ne provient pas de l'activité effectuée avec les associés. Elle est le fruit d'une saine gestion qui a permis, au cours d'une période assez longue, de préserver la valeur des immobilisations dont l'acquisition a été faite avec les efforts d'associés dont certains se sont déjà retirés de la coopérative et lors de leur retrait, ils n'ont pu prétendre qu'au remboursement de leurs parts sociales à leur valeur nominale, conformément à la loi.

La répartition d'une plus-value sur cession d'immobilisation *via* les ristournes coopératives, peut être assimilée à un partage anticipé d'un boni de liquidation. Or, à la dissolution de la société coopérative, les associés n'ont droit, comme quand ils la quittent en cours de vie, qu'au remboursement au nominal de leur capital. Si la clôture de la liquidation réserve un boni, celui-ci doit être dévolu à une autre coopérative ou à une œuvre d'intérêt général ou professionnel par application des dispositions de l'article 19 de la loi du 10 septembre 1947.

Il est donc paradoxal qu'en cours de vie de la coopérative les associés aient plus de droits qu'à sa dissolution alors que dans la première hypothèse la coopérative doit préserver son patrimoine pour les générations à venir et que dans l'autre hypothèse, de fait, elle est amenée à disparaître.

Il semble donc opportun de fixer une règle qui permette de garantir la permanence des moyens immobilisés de la coopérative en interdisant aux associés de se répartir la plus-value issue de la cession d'un élément de l'actif immobilisé, en prescrivant l'affectation de cette plus-value au compte spécial indisponible pour la fraction exonérée de cette plus-value.

Cette mesure rétablit une stricte égalité entre les associés et contribue au renforcement des fonds propres, par le maintien des montants de plus-values de cession d'actif dans un compte de réserve impartageable.

La **section 6** est relative aux sociétés coopératives agricoles.

L'**article 50** modifie l'article L. 521-3 du code rural et de la pêche maritime de façon à autoriser les coopératives agricoles et leurs unions à introduire dans leurs statuts un engagement d'approvisionnement couvrant la totalité des besoins des coopérateurs.

Les coopératives agricoles ont pour objet la collecte, la fourniture d'approvisionnement ou de services à leurs associés coopérateurs. Les statuts prévoient l'étendue et la durée de cet engagement. Les coopératives calibrent l'importance de leurs investissements en fonction des données prévisibles sur les besoins de leurs adhérents. Elles prévoient souvent l'apport ou l'approvisionnement total dans leurs statuts pour une durée limitée, entre cinq ans et quinze ans selon les cycles de production (viticulture ou arboriculture par exemple).

L'inscription d'une telle disposition dans la loi est proposée au regard de la sécurité juridique attendue dans le cadre des examens des pratiques concurrentielles ou des contrôles des opérations de concentration dans le secteur agricole par l'Autorité de la concurrence. Il s'agit d'éviter les sanctions ou l'interdiction de toute disposition statutaire d'une société coopérative agricole introduisant une règle d'approvisionnement total des associés coopérateurs auprès de ladite coopérative.

L'**article 51** modifie l'article L. 522-6 du code rural et de la pêche maritime avec pour objectif d'encourager le travail des CUMA en direction des regroupements de communes. Cette disposition vise à étendre la possibilité pour les coopératives d'utilisation de matériel agricole de réaliser des travaux agricoles ou d'aménagement rural pour le compte des communes de moins de 3 500 habitants (au lieu de 2 500). Il est proposé d'encadrer l'élargissement du champ d'intervention des CUMA en le limitant, pour les intercommunalités, à celles dont chaque commune ne dépasse pas 3500 habitants (en cohérence avec la vocation rurale de ces coopératives).

Cet article modifie également l'article 10 de la loi du 9 juillet 1999 d'orientation agricole et prévoit de faciliter la réalisation des opérations de déneigement et de salage au profit des communes par les coopératives d'utilisation du matériel agricole. Aujourd'hui les exploitants agricoles et les sociétés d'exploitation agricole (les GAEC, les EARL, les SCEA) peuvent réaliser des opérations de déneigement ou de salage au profit des communes ou des départements.

Pour ce faire, elles sont dispensées :

- d'être titulaire d'un permis spécifique dont la catégorie est définie en fonction du poids total autorisé en charge (PTAC) ;
- de soumettre leur tracteur à une nouvelle réception aux services des mines.

Afin de répondre aux besoins des communes pour le déneigement des routes, il est proposé que les coopératives d'utilisation du matériel agricole bénéficient du même dispositif pour les tracteurs utilisés pour ces opérations et pour leurs salariés.

Cette proposition aurait pour effet de permettre aux CUMA d'intervenir pour des opérations de déneigement ou de salage de la voirie de certaines collectivités territoriales, selon les mêmes dispositions dérogatoires que celles offertes aux exploitants agricoles ou aux sociétés d'exploitation agricole, dans un objectif de diversification du champ d'action des CUMA mais aussi de satisfaction des besoins des communes non équipées contre des phénomènes météorologiques extrêmes pour leur situation géographique

L'intervention des CUMA au profit de certaines collectivités (considérées ici comme un tiers), qui serait faite en application de cette disposition, s'inscrirait dans le cadre de la dérogation à la règle de l'exclusivisme prévue à l'article L. 522-5 du code rural et de la pêche maritime (dans la limite de 20 % du chiffre d'affaires de la CUMA et sous réserve de la levée de l'option « tiers non associés » expressément prévue dans les statuts de cette dernière).

La **section 7** est relative aux coopératives d'activité et d'emploi.

Les coopératives d'activité et d'emploi proposent à des porteurs de projet d'activités économiques de tester leur projet « en situation concrète » avec l'aide et l'assistance de la coopérative qui assure en outre les responsabilités juridiques et les relations aux tiers. Ainsi promeuvent-elles un modèle entrepreneurial original, pour l'exercice d'activités économiques par des entrepreneurs, salariés de la coopérative.

La sécurisation de ce dispositif s'avère nécessaire compte-tenu, d'une part, des pratiques qui se sont développées dans les « zones grises » entre salariat et travail indépendant, et qui induisent un certain nombre de risques juridiques, et d'autre part, d'un manque d'organisation des parcours des personnes au sein d'un certain nombre de structures.

Dans ces conditions, les dispositions prévues visent à mettre en cohérence les cadres juridiques et organisationnels mobilisés, avec la position de l'entrepreneur au sein de la coopérative, en distinguant la phase de test de l'activité de la phase durant laquelle l'entrepreneur est intégré comme partie prenante de la coopérative.

L'**article 52** crée un nouveau titre III ter dans la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération en y introduisant une définition de la coopérative d'activité et d'emploi.

L'**article 53** ajoute un livre VI dans la partie VII du code du travail. Ces dispositions visent à sécuriser le statut d'entrepreneurs salariés en coopérative d'activité et d'emploi en organisant les relations de l'entrepreneur avec la coopérative et en précisant les avantages et droits dont bénéficient les entrepreneurs associés, salariés de la coopérative d'activité et d'emploi, leurs conditions de rémunération et les responsabilités de la coopérative vis-à-vis de l'entrepreneur associé.

Le **titre IV** vise à renforcer les acteurs de l'économie sociale et solidaire œuvrant dans les secteurs de l'assurance et de la mutualité, à la fois sur le plan de la gouvernance, de l'accès au financement et de la consolidation de leur position de marché.

Dans le prolongement de l'accord national interprofessionnel qui a généralisé la couverture santé obligatoire pour tous les salariés du secteur privé, l'**article 54** permet, sur le périmètre des opérations collectives à adhésion obligatoire relevant de l'article 2 de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989, la réalisation d'opérations de coassurance entre organismes d'assurance relevant de réglementations différentes : code de la mutualité, code des assurances et code de la sécurité sociale. Cette disposition offre une souplesse de fonctionnement au marché pour assurer les couvertures obligatoires des risques santé et prévoyance des salariés des entreprises en permettant à plusieurs organismes régis par des codes différents de se regrouper sur un même contrat coassuré. Cette souplesse nécessite toutefois un alignement strict des dispositions des trois codes relatives à l'encadrement des contrats relevant du périmètre visé afin d'éviter tout risque juridique en matière de droit applicable à ces opérations. A cet effet, l'article comprend plusieurs mesures de mise en cohérence des dispositions des trois codes relatives à la fois à l'information précontractuelle, à la notice d'information à remettre aux salariés, aux clauses bénéficiaires, aux facultés de renonciation et de résiliation, aux délais de prescription et à l'interruption de la prescription, et à la poursuite de la garantie en cas de procédure de sauvegarde ou de redressement ou de liquidation judiciaires de l'employeur.

Pour les mutuelles relevant du code de la mutualité, l'**article 55** modifie en outre les règles de gouvernance des contrats collectifs, en particulier les modalités de fixation des tarifs et des niveaux de prestations afin de faciliter la réalisation d'opérations de coassurance par des mutuelles et plus généralement de faciliter leur intervention sur le marché des couvertures prévoyance et santé à destination des salariés. Cet article fait évoluer les équilibres entre Assemblée générale et Conseil d'administration et constitue une évolution importante de la gouvernance mutualiste traditionnelle tout en préservant ses principes essentiels et notamment le rôle central de l'Assemblée générale.

L'**article 56** crée un nouveau mode de financement spécifiquement dédié aux organismes mutualistes et paritaires : le certificat mutualiste pour les mutuelles relevant du code de la mutualité et les sociétés d'assurance mutuelle relevant du code des assurances et le certificat paritaire pour les institutions de prévoyance relevant du code de la sécurité sociale. Cet instrument vise à élargir les capacités de financement de ces organismes afin de faciliter leur développement dans un contexte prudentiel exigeant en termes de fonds propres. L'article inscrit le certificat dans le respect des principes mutualistes puisqu'il n'offre pas de droit de vote et protège ainsi le fonctionnement démocratique des mutuelles. Il n'octroie pas non plus de droit sur l'actif net de l'organisme et prévoit que seule une fraction des bénéfices, fixée par un décret en Conseil d'Etat, peut être versée pour la rémunération des titulaires. Il ne crée pas de capital social et s'appuie sur le fonds d'établissement des organismes. Il prévoit de limiter la souscription des certificats aux sociétaires, adhérents ou clients de l'émetteur ou des entreprises appartenant au même groupe que lui et auxdites entreprises, ainsi qu'aux organismes pouvant eux-mêmes émettre des certificats. Afin de permettre la prise en compte des certificats comme fonds propres prudeniels dans les cadres réglementaires actuel et à venir de l'assurance, les certificats offrent des garanties en termes d'absorption des pertes et de disponibilité. C'est pourquoi l'article encadre strictement les conditions dans lesquelles les certificats pourront être rachetés aux titulaires par leur émetteur, en particulier en confiant à l'Autorité de contrôle prudentiel un pouvoir d'approbation préalable des programmes d'émission et de rachats. L'article prévoit également un devoir de conseil lors de la vente des certificats afin de garantir un niveau de protection maximal des sociétaires et adhérents.

L'**article 57** crée une nouvelle forme d'union spécifiquement dédiée aux mutuelles relevant du livre III du code de la mutualité. Cette nouvelle union de livre III, ouverte aux mutuelles de livre III, pourra associer des mutuelles relevant du livre II du même code ainsi que d'autres acteurs de l'économie sociale et solidaire. Elle a vocation à être un outil de structuration des activités des groupements relevant du livre III du code de la mutualité, en organisant un « contrôle » volontaire des mutuelles de livre II sur les mutuelles de livre III adhérentes à la nouvelle union, à la condition que celles-ci y consentent expressément dans leurs statuts.

L'**article 58** clarifie la notion de membres honoraires dans les organismes mutualistes en distinguant clairement les membres honoraires personnes physiques, notion élargie pour les mutuelles à des personnes ayant apporté une contribution non financière à l'organisme, et les membres honoraires personnes morales. Ces derniers peuvent se retrouver à la fois dans les mutuelles et les unions de mutuelles. Toutefois, en ce qui concerne les unions de livre II, le code circonscrit désormais clairement le champ des membres honoraires personnes morales souscripteurs de contrats collectifs.

L'**article 59** ancre au niveau législatif certains des principes fondamentaux du fonctionnement et de l'organisation des sociétés d'assurance mutuelle relevant du code des assurances. Il s'agit du fait que les sociétés d'assurance mutuelle sont des personnes morales de droit privé, que leurs sociétaires disposent chacun d'une voix et d'une seule sans que les statuts puissent y déroger et que les membres des conseils d'administration de ces sociétés sont élus directement ou indirectement par les sociétaires. Il offre également la possibilité aux unions de sociétés d'assurance mutuelles d'adhérer à des sociétés de groupe d'assurance mutuelle (SGAM) afin d'enrichir les modalités de rapprochement des sociétés d'assurance mutuelle au sein de pôles mutualistes. Enfin, il transpose, pour les sociétés d'assurance mutuelle régies par le code des assurances, les aménagements prévus par l'article 12 de la loi n° 2012-387 du 22 mars 2012 pour les sociétés anonymes quant à la publication dans le rapport annuel des informations relatives à la responsabilité sociale et environnementale de l'entreprise.

* * *

Le **titre V** du projet de loi comprend des mesures relatives aux associations.

L'**article 60** réforme le titre associatif. La capacité pour les associations d'émettre des titres négociables a été introduite par la loi n° 85-698 du 11 juillet 1985 autorisant l'émission de valeurs mobilières par certaines associations, dont les dispositions ont été codifiées aux articles 213-8 à 213-21 du code monétaire et financier. Ce dispositif visait à permettre de développer le financement des associations en fonds propres. Les titres associatifs constituent une variété d'obligations remboursables.

La loi distingue deux modalités d'émission, soit sans appel à l'épargne publique, soit avec appel à l'épargne publique.

La première s'adresse principalement à une épargne militante. En ce cas, le taux d'intérêt stipulé dans le contrat d'émission ne peut être supérieur au montant moyen du marché obligataire (TMO) du trimestre précédant l'émission, majoré d'une rémunération définie par arrêté du ministre chargé de l'économie, qui ne peut excéder trois points (article L. 213-13 du code monétaire et financier). Un arrêté du 18 décembre 2008 a fixé ce taux à 2,5 %. Le TMO s'établissant à 2,41 % au deuxième semestre 2012, le taux maximum est donc de 4,91 %.

La seconde, plutôt destinée à des investisseurs professionnels, suppose d'obtenir l'accord de l'Autorité des marchés financiers (article L. 213-12 du code monétaire et financier).

Ces dispositions n'ont été mises en œuvre que pour un petit nombre d'émissions. Or le besoin de fonds propres des associations se fait de plus en plus fortement sentir, soit pour leur permettre de faire face à de nouveaux développements de leur activité associative, soit pour garantir des emprunts bancaires, soit pour surmonter des problèmes passagers de trésorerie.

Il est donc proposé de rendre le titre associatif plus attractif en corrigeant les défauts du dispositif actuel sur plusieurs points :

- il faut améliorer la liquidité des titres associatifs ;

- il faut aussi rendre possible une rémunération variable des titres afin de tenir compte des activités et du développement de l'association émettrice.

En outre, au-delà des dispositions législatives proposées, il convient d'engager un effort d'information sur cet instrument financier qui n'entre pas naturellement dans la culture associative. et de mettre en place un mécanisme de participation au coût du montage de l'émission

En ce qui concerne la rémunération du titre, un taux fixe basé sur le taux moyen obligataire est mis en place. En ce qui concerne la liquidité du titre, le principe d'un remboursement automatique paraît incompatible avec la nature d'un titre dont la contrepartie est assimilable à des fonds propres. En effet, la particularité du titre associatif est d'être pérenne. Créance de dernier rang, il n'est en principe remboursable qu'à la dissolution de l'association. Avant, il ne peut être remboursé qu'à la seule initiative de la société émettrice.

Afin de remédier à cette situation, la loi prévoit un remboursement à la seule initiative de l'association au terme d'un délai de sept ans dès lors que le niveau des fonds propres accumulés permet ce remboursement.

L'objet de l'**article 61** est de définir les conditions juridiques de l'évolution des projets associatifs voulus par les membres d'associations et réalisés au moyen d'opérations de fusion, scission ou apports partiels d'actifs.

Il existe en France plus d'un million d'associations ; elles sont dirigées par plus de 21 millions de personnes adhérentes et animées par environ 13 millions de bénévoles. 170 000 d'entre-elles emploient près d'un million huit cent mille salariés. Ces quelques chiffres attestent de l'importance du secteur associatif et par conséquent du besoin de proposer un cadre juridique clair à des opérations de fusion (ou de scission) qui se produisent nécessairement.

Les dispositions envisagées sont les suivantes.

Le projet de fusion ou de scission est publié dans un journal d'annonces légales en vue d'informer les bénévoles comme les adhérents des associations concernées. En effet, les conditions de publication au Journal officiel des déclarations de création ou des modifications statutaires des associations n'informent pas clairement sur l'association qui demeure et celles qui disparaissent dans de telles opérations.

Les dispositions du texte permettent l'information de l'ensemble des tiers, créanciers ou débiteurs privés ou publics.

Sauf stipulation expressément contraire, la date de réalisation sera avec ce texte réputée certaine pour toute opération de restructuration. L'objectif est de sécuriser la situation des salariés soumis aux articles L. 1224-1 et L. 1224-2 du code du travail - qui prévoit la poursuite des contrats dans les mêmes conditions financières et la durée de vie d'une convention ou d'un accord collectif.

Il paraît également légitime de prévoir expressément des règles claires de poursuite des agréments et autorisations administratives diverses. En l'état actuel, ces droits conférés *intuitu personae*, disparaissent automatiquement. Le texte prévoit donc une procédure générale d'autorisation de transfert d'agrément. En sont exclues les associations reconnues d'utilité publique ainsi que les autorisations dans les secteurs sanitaire, social et médico-social, qui font déjà l'objet de procédures spécifiques.

Enfin, en matière fiscale, l'instruction fiscale 4I-2-02 n° 185 du 25 octobre 2002 n'a pas pris en compte des opérations visant les associations pour l'application du régime de faveur alors qu'elle vise les mutuelles. La cour d'appel de Douai vient de le rappeler (CAA Douai 12/10/2010, Afpi). Le texte remédiera à cette absence et permettra l'application du régime de faveur aux associations fusionnées.

L'**article 62** étend aux associations d'intérêt général la capacité de recevoir des libéralités. Aujourd'hui seules les associations qui ont pour but exclusif l'assistance, la bienfaisance, la recherche scientifique ou médicale ainsi que les associations reconnues d'utilité publique (ARUP) ont la capacité à recevoir des donations et des legs. Ces restrictions apportées historiquement au droit des associations par la loi de 1901 paraissent désormais obsolètes et ne reflètent pas la réalité des besoins et des services rendus par beaucoup d'associations.

Il est donc proposé d'étendre la capacité à recevoir des libéralités aux associations simplement déclarées mais qualifiées d'intérêt général au plan fiscal. En outre, l'article autorise désormais ces mêmes associations à recevoir à titre gratuit et à gérer des immeubles de rapport. Ces dispositions ont pour objet de renforcer les fonds propres de ces associations.

L'**article 63** permet aux associations reconnues d'utilité publique de faire tous les actes de la vie civile que leurs statuts ne leur interdisent pas. Parmi ces actes, ces associations pourront en particulier acquérir à titre onéreux ou gratuit des immeubles de rapport et les gérer. Il est en effet difficile de justifier que les associations reconnues d'utilité publique puissent recueillir des dons ou legs portant sur des immeubles, mais ne puissent ni les posséder ni les administrer, ce qui les oblige à les vendre, parfois dans des conditions défavorables, alors que leur gestion pourrait constituer une source de revenus. Encore moins compréhensible est la distinction faite, en ce qui concerne les associations reconnues d'utilité publique, entre l'acquisition à titre gratuit ou onéreux de terrains boisés ou à boiser, qui est autorisée, et l'acquisition d'autres catégories d'immeubles, qui est aujourd'hui interdite.

* * *

Le **titre VI** est relatif aux fondations et fonds de dotation.

L'**article 64** étend aux fondations de moins de neuf salariés le bénéfice du chèque-emploi associatif. Les fondations et fonds de dotation n'ont pas accès au chèque-emploi associatif qui ne concernent que les associations. Ils ne bénéficient pas non plus de la faculté de recourir au chèque emploi-service universel qui n'est ouvert qu'aux particuliers.

Or le chèque emploi associatif qui peut être utilisé par toute association à but non lucratif employant neuf salariés au plus est destiné à simplifier les déclarations et paiements des cotisations et contributions aux régimes de sécurité sociale, d'assurance chômage, aux institutions de retraites complémentaires. L'utilisation du chèque emploi associatif permet de satisfaire des formalités liées à l'embauche et à l'emploi de leurs salariés. Ce dispositif limite les charges administratives et facilite l'emploi dans les petites structures.

L'extension aux fondations du chèque emploi-associatif paraît donc justifié dans les mêmes conditions que ce qui est prévu pour les petites associations. Près de 1 000 fondations pourraient être concernées par cette extension représentant environ 6 000 salariés.

L'**article 65** étend la capacité des actionnaires (adhérents, sociétaires, mandataires sociaux) de structures relevant de l'économie sociale et solidaire à effectuer des dons au profit de la fondation d'entreprise créée par ces structures. La loi du 23 juillet 1987 sur le développement du mécénat modifié par la loi du 1^{er} août 2003 a prévu que les ressources des fondations d'entreprise comprennent les versements des fondateurs, les subventions des collectivités publiques, le produit des rétributions des services rendus, les revenus de la dotation initiale.

La fondation d'entreprise ne peut faire appel à la générosité publique ; elle ne peut recevoir de dons ou de legs du public. Elle peut cependant recevoir des dons effectués par les salariés des entreprises du groupe auquel appartient l'entreprise fondatrice. Cette faculté ouverte aux salariés paraît pouvoir s'appliquer aussi aux adhérents, sociétaires, actionnaires et mandataires sociaux de l'entreprise fondatrice dès lors que celle-ci relève de l'économie sociale et solidaire au sens de la présente loi. C'est une extension limitée qui est très loin d'assimiler la fondation d'entreprise aux fondations ou associations reconnues d'utilité publique mais traite l'ensemble de ses partenaires de façon homogène ce qui eu égard au but non lucratif de ces entités semble légitime. Des ressources propres sont évidemment attendues de cette novation.

L'**article 66** ouvre aux fondations la capacité d'émettre des titres associatifs. La capacité pour les associations d'émettre des titres négociables a été introduite par la loi n° 85-698 du 11 juillet 1985 autorisant l'émission de valeurs mobilières par certaines associations, dont les dispositions ont été codifiées aux articles 213-8 à 213-21 du code monétaire et financier. Ce dispositif visait à permettre de développer le financement des associations en fonds propres. Les titres associatifs constituent une variété d'obligations remboursables.

Le présent projet de loi prévoit des dispositions renforçant l'attractivité des titres associatifs. La possibilité d'émettre des titres n'est pas ouverte aux fondations. Or le besoin de financement des fondations est proche de celui des associations et comporte des caractères voisins en termes d'outils financiers à développer ou à encourager. De plus, on assiste à l'émergence de groupes comprenant associations et fondations ou fonds de dotation en particulier dans le domaine sanitaire et social, dont il convient de tenir compte. La faculté d'émettre des titres « associatifs » pour les fondations semble donc justifiée. Il est donc proposé que les dispositions prévues dans le code monétaire et financier en faveur des associations s'appliquent aussi aux fondations.

L'**article 67** crée une dotation initiale minimale pour les fonds de dotation. Le succès rencontré par les fonds de dotation depuis leur création par la loi du 4 août 2008 de modernisation de l'économie a vu aussi la multiplication de fonds « dormants » ne remplissant notamment pas leurs obligations légales en matière de transmission annuelle de leur rapport d'activité aux autorités préfectorales. Afin d'éviter des comportements opportunistes, il est proposé d'instituer un seuil minimal de dotation initial afin de renchérir raisonnablement le « coût d'entrée » dans ces structures. Le seuil minimal, qui sera fixé par décret devra notamment tenir compte des ressources de la ou des personnes morales ou physiques créatrices du fond.

* * *

Le **titre VII** est relatif à l'insertion par l'activité économique.

L'**article 68** prévoit l'ajout, dans les cahiers des charges des éco-organismes, d'une stipulation prévoyant les conditions dans lesquelles est favorisé le recours aux entreprises d'insertion faisant partie de l'ESS et la territorialisation des emplois induits par la gestion des déchets.

* * *

Le **titre VIII** concerne le développement des entreprises concourant à l'innovation sociale.

L'**article 69** définit l'innovation sociale, En vue d'une orientation la plus efficace possible des soutiens publics dédiés au financement de l'innovation sociale, il est nécessaire d'apporter une définition légale de l'innovation sociale qui soit suffisamment précise pour mobiliser les financeurs, tant publics que privés. De fait, se multiplient sur le territoire national les initiatives destinées à soutenir des projets qualifiés de socialement innovants. La rédaction d'une définition de l'innovation sociale unique et stable dans le temps permettra également de consolider une doctrine plus cohérente pour le financement de ces projets. Cette définition aidera en particulier les collectivités territoriales à mieux caractériser les entreprises qu'elles financent à ce titre.

* * *

Le **titre IX** comporte des dispositions diverses et finales.

L'**article 70** a pour objet de contraindre les importateurs et responsables de la première mise sur le marché français à obtenir, auprès des producteurs situés à l'étranger, des documents attestant des propriétés sociales et équitables de leurs produits, lorsque celles-ci sont alléguées auprès du consommateur.

D'ores-et-déjà, de manière générale, l'article L. 121-2 du code de la consommation permet aux agents de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) d'« exiger du responsable d'une pratique commerciale la mise à leur disposition ou la communication de tous éléments propres à justifier les allégations, indications ou présentations inhérentes » à une pratique commerciale.

Toutefois, l'utilisation de cette disposition se révèle en pratique malaisée lorsque le producteur est implantée hors du territoire national, ce qui est, par définition, très souvent le cas pour les produits du commerce solidaire, et toujours le cas pour les produits du commerce équitable. La mesure proposée faisant obligation aux importateurs et responsables de la première mise sur le marché français, d'obtenir auprès des producteurs étrangers les documents permettant d'attester de la réalité des allégations avancées, vient donc utilement compléter les règles déjà existantes du droit de la consommation.

De plus, cette mesure trouverait une utilité spécifique concernant les produits se disant issus du commerce équitable. En effet, récemment, certains opérateurs se revendiquent d'un commerce équitable européen. Par exemple, Alter éco, spécialisé dans le commerce équitable « traditionnel », commercialise des produits estampillés « agriculture française équitable ». Ce type d'allégations est amené à se développer, notamment dans le secteur du vin. Or, les objectifs, les principes et les critères du commerce équitable apparaissent difficilement transposables aux conditions de production existantes en Europe, et plus largement dans les pays développés. Ce type d'allégations paraît dès lors porteur de confusion avec le concept de commerce équitable tel qu'il est défini et perçu par le consommateur. Par conséquent, faire obligation aux professionnels distributeurs d'obtenir auprès des producteurs étrangers et de tenir à disposition des documents attestant de conditions de production réellement « équitables » des produits mis en vente, permettrait de limiter, ou à tout le moins d'objectiver l'application qui est faite aujourd'hui des allégations de commerce équitable à des marchandises issues d'une production et d'un commerce exclusivement « Nord-Nord ».

L'**article 71** prévoit une habilitation à étendre par ordonnance le présent projet de loi outre-mer, avec les adaptations nécessaires, le cas échéant.

PROJET DE LOI

portant reconnaissance et développement de l'économie sociale et solidaire

NOR : ESSX1315311L/Rose-1

TITRE I^{ER}**DISPOSITIONS COMMUNES****CHAPITRE I^{ER}****CHAMP DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE****Article 1^{er}**

I. - L'économie sociale et solidaire est un mode d'entreprendre auquel adhèrent des personnes morales de droit privé qui remplissent les conditions suivantes :

1° Un but poursuivi autre que le seul partage des bénéfices ;

2° Une gouvernance démocratique prévoyant la participation des parties prenantes aux réalisations de l'entreprise définie et organisée par les statuts ;

3° Une gestion conforme aux principes suivants :

a) Les bénéfices sont majoritairement consacrés à l'objectif de maintien ou de développement de l'activité de l'entreprise ;

b) Les réserves obligatoires constituées sont impartageables. En cas de liquidation ou le cas échéant en cas de dissolution, l'ensemble de l'actif net est dévolu soit à une autre entreprise de l'économie sociale et solidaire au sens du présent article, soit dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires spéciales qui régissent la personne morale de droit privé faisant l'objet de la liquidation ou de la dissolution ;

II. - L'économie sociale et solidaire est composée des activités de production de biens ou de services mises en œuvre :

1° Par les personnes morales de droit privé, constituées sous la forme de coopératives, de mutuelles relevant du code de la mutualité ou de sociétés d'assurance mutuelle relevant du code des assurances, de fondations ou d'associations régies par la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association ou, le cas échéant, par le code civil local applicable aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle ;

2° Par les sociétés commerciales qui, aux termes de leurs statuts, remplissent les conditions suivantes :

a) Elles respectent les conditions fixées au I et poursuivent un objectif d'utilité sociale, telle que définie à l'article 2 ;

b) Elles prévoient :

- le prélèvement d'une fraction définie par arrêté du ministre chargé de l'économie sociale et solidaire et au moins égale à 10 % des bénéfices de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, et affecté à la formation d'un fonds de réserve dit « réserve statutaire ». Pour les sociétés à responsabilité limitée et les sociétés par actions, le prélèvement affecté à la réserve statutaire est au moins égal à 15 % ;

- Le prélèvement d'une fraction définie par arrêté du ministre chargé de l'économie sociale et solidaire et au moins égale à 50 % du bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, et affectée au report bénéficiaire ;

- l'interdiction du rachat par la société d'actions ou de parts sociales, sauf lorsque ce rachat intervient dans des situations prévues par décret.

III. - Peuvent faire publiquement état de leur qualité d'entreprises de l'économie sociale et solidaire et bénéficier des droits qui s'y attachent, les personnes morales de droit privé qui :

1° Répondent aux conditions mentionnées au présent article ;

2° Pour les entreprises mentionnées au 2° du II, se sont valablement immatriculées auprès de l'autorité compétente en tant qu'entreprises de l'économie sociale et solidaire.

IV. - Un décret précise les conditions d'application du présent article, et notamment les règles applicables aux statuts des sociétés mentionnées au 2° du II.

Article 2

Sont considérées comme recherchant une utilité sociale au sens de la présente loi, les entreprises dont l'objet social satisfait à titre principal l'une au moins des deux conditions suivantes :

1° Elles ont pour but d'apporter, à travers leur activité, un soutien en direction de personnes en situation de fragilité, soit du fait de leur situation économique ou sociale, soit du fait de leur vulnérabilité. Ces personnes peuvent être des salariés, des clients, des membres ou des bénéficiaires de cette entreprise ;

2° Elles ont pour objectif de contribuer, à travers leur activité, au lien social, à la cohésion territoriale ou à la transition écologique.

CHAPITRE II

L'ELABORATION ET LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE PUBLIQUE RELATIVE A L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Section 1

Le conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire

Article 3

I. - Un conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire, chargé d'assurer le dialogue entre les acteurs de l'économie sociale et solidaire et les pouvoirs publics, est placé auprès du ministre chargé de l'économie sociale et solidaire.

Il a pour mission de :

1° Formuler toutes propositions et fournir au Gouvernement une expertise sur les questions liées à l'économie sociale et solidaire en concourant en particulier à l'évaluation des politiques publiques européennes, nationales et territoriales concernant l'économie sociale et solidaire ;

2° Participer à la promotion de l'économie sociale et solidaire et de ses innovations ;

3° Assurer la préparation et le secrétariat, sous la responsabilité du ministre chargé de l'économie sociale et solidaire, d'une conférence nationale triennale de l'économie sociale et solidaire. Cette conférence nationale, présidée par le ministre chargé de l'économie sociale et solidaire, associe les membres du conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire, des représentants des collectivités territoriales, ainsi que des représentants d'autres organismes consultatifs nationaux compétents pour traiter des questions relatives à la mutualité, aux coopératives, à la vie associative et à l'insertion par l'activité économique. Elle est chargée de débattre des orientations, des moyens et des résultats de la politique publique de développement de l'économie sociale et solidaire ;

4° Rédiger la déclaration de principe des entreprises de l'économie sociale et solidaire mentionnée à l'article 4.

II. - Le conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire est consulté sur tous les projets de dispositions législatives et réglementaires communes à l'économie sociale et solidaire.

III. - Un décret en Conseil d'Etat précise la composition du conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire, fixe les modalités de son fonctionnement et de désignation de ses membres, ainsi que les conditions dans lesquelles est assurée la parité entre les femmes et les hommes. A cette fin, il précise le nombre et la répartition par sexe, éventuellement dans le temps, des désignations prévues par le présent alinéa.

Section 2

La déclaration de principe des entreprises de l'économie sociale et solidaire

Article 4

I. - Le conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire prévu à l'article 3 rédige une déclaration de principe des entreprises de l'économie sociale et solidaire à laquelle les entreprises de l'économie sociale et solidaire adhèrent librement. Elle est homologuée par arrêté du ministre chargé de l'économie sociale et solidaire et définit les engagements pris, au-delà des obligations légales et réglementaires applicables le cas échéant, par les entreprises adhérentes, sous la forme d'objectifs à atteindre dans les domaines de la gouvernance démocratique, de l'association des salariés à l'élaboration de la stratégie de l'entreprise, de la territorialisation de l'activité économique et des emplois, du dialogue social, de la santé et de la sécurité au travail, de la qualité des emplois, de la formation professionnelle, de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, de la lutte contre les discriminations, et du développement durable.

II. - La première déclaration de principe des entreprises de l'économie sociale et solidaire est homologuée dans les douze mois suivants la promulgation de la présente loi et, en cas d'absence de proposition du Conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire, elle est arrêtée par le ministre chargé de l'économie sociale et solidaire dans les six mois suivants l'échéance précitée.

Section 3

Les chambres régionales de l'économie sociale et solidaire

Article 5

I. - Dans chaque région, le représentant de l'Etat conclut une convention d'agrément avec l'association constituée conformément aux dispositions de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association ou, lorsqu'elle a son siège dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, conformément au code civil applicable localement, dont le but exclusif est de gérer une chambre régionale de l'économie sociale et solidaire aux fins de mettre en œuvre les missions définies ci après :

1° La représentation des intérêts des entreprises de l'économie sociale et solidaire auprès des pouvoirs publics. Assurant l'interface entre les différents acteurs concernés, les chambres régionales de l'économie sociale et solidaire exercent leur activité sans préjudice des missions de représentation des organisations professionnelles ou interprofessionnelles du secteur et des missions menées par les collectivités territoriales dans le cadre de leur libre administration ;

2° La promotion de l'économie sociale et solidaire ;

3° La contribution à la collecte, l'exploitation et la mise à disposition des données économiques et sociales relatives aux entreprises de l'économie sociale et solidaire ;

4° L'appui à la création et au développement des entreprises de l'économie sociale et solidaire et de leurs emplois, en cohérence avec les orientations stratégiques de l'Etat et des collectivités territoriales ;

5° La préparation, au moins tous les deux ans, sous la responsabilité du représentant de l'Etat en région, d'une conférence régionale de l'économie sociale et solidaire,. Cette conférence, présidée par le représentant de l'Etat, rassemble les membres de la chambre régionale de l'économie sociale et solidaire, des représentants de la région, des départements et des autres collectivités territoriales, ainsi que des représentants des organismes représentatifs des salariés

6° L'appui à la formation des dirigeants et des salariés des entreprises de l'économie sociale et solidaire ;

Le représentant de l'Etat dans la région peut proposer aux collectivités territoriales intéressées ou à leurs groupements d'être parties à la convention d'agrément.

II. - Les chambres régionales de l'économie sociale et solidaire sont regroupées au sein d'un Conseil national, chargé de l'animation, la promotion, la défense et la représentation du réseau des chambres régionales de l'économie sociale et solidaire, ainsi que de la mise en commun des ressources documentaires et la centralisation des données dont disposent les chambres régionales de l'économie sociale et solidaire. Le ministre chargé de l'économie sociale et solidaire conclut une convention d'agrément avec l'association, constituée conformément aux dispositions de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association, dont le but exclusif est de gérer le conseil national des chambres régionales de l'économie sociale et solidaire.

III. - Les modalités de conclusion des conventions d'agrément prévues aux I et II ainsi que leur contenu sont précisés par décret en Conseil d'Etat.

IV. - Les chambres régionales de l'économie sociale et solidaire prévues au I et le conseil national mentionné au II jouissent de plein droit de la capacité juridique des associations reconnues d'utilité publique. Ils bénéficient également des avantages fiscaux accordés aux établissements d'utilité publique. Ils peuvent posséder tous biens meubles ou immeubles utiles au fonctionnement de leurs services et à l'accomplissement des missions mentionnées au I.

Section 4 **Les politiques territoriales de l'économie sociale et solidaire**

Article 6

I. - Les pôles territoriaux de coopération économique sont constitués par le regroupement sur un même territoire d'entreprises de l'économie sociale et solidaire au sens de l'article 1^{er} de la présente loi, qui s'associent à des entreprises, et le cas échéant à des collectivités locales, des centres de recherche et des organismes de formation pour mettre en œuvre une stratégie commune et continue de mutualisation au service de projets économiques innovants socialement et porteurs d'un développement local durable.

II. - Un décret en conseil d'Etat fixe les modalités et les critères d'attribution des appels à projet par un comité interministériel.

Article 7

Le quatrième alinéa du I de l'article 21 de la loi n° 2010-597 du 3 juin 2010 relative au Grand Paris est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Ils prévoient en outre la prise en compte des entreprises de l'économie sociale et solidaire sur leur territoire dans les objectifs et priorités susmentionnés et précisent les objectifs en matière de soutien au développement de ces entreprises. »

CHAPITRE III **LES DISPOSITIFS QUI CONCOURENT AU DEVELOPPEMENT DES ENTREPRISES DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE**

Section 1 **Les entreprises solidaires d'utilité sociale**

Article 8

I. - L'article L. 3332-17-1 du code du travail est ainsi rédigé :

« I. - Peut prétendre à l'agrément « entreprise solidaire d'utilité sociale », l'entreprise qui relève des dispositions de l'article 1^{er} de la loi n° ... du ... portant reconnaissance et développement de l'économie sociale et solidaire et qui remplit simultanément les conditions suivantes :

« 1° L'entreprise poursuit comme objectif principal la recherche d'une utilité sociale, telle que définie à l'article 2 de la loi susmentionnée ;

« 2° La rentabilité financière de cette entreprise est affectée de manière significative, sur longue période, par la charge induite par sa recherche d'une utilité sociale ;

« 3° La politique de rémunération de l'entreprise est telle que la moyenne des sommes versées aux cinq salariés ou dirigeants les mieux rémunérés n'excède pas, au titre de l'année pour un emploi à temps complet, un plafond fixé à sept fois la rémunération annuelle perçue par un salarié à temps complet sur la base de la durée légale du travail et du salaire minimum de croissance, ou du salaire minimum de branche si ce dernier est supérieur ;

« 4° Les titres de capital de l'entreprise, lorsqu'ils existent, ne sont pas admis aux négociations sur un marché réglementé ;

« 5° Cette entreprise inscrit les conditions mentionnées aux 1° et 3° dans ses statuts.

« II. – Les entreprises d'insertion, les entreprises de travail temporaire d'insertion, les associations intermédiaires, les ateliers et chantiers d'insertion, les régies de quartier, les entreprises adaptées, ainsi que les établissements et services d'aide par le travail qui satisfont aux conditions fixées à l'article 1^{er} de la loi n° ... du ... portant reconnaissance et développement de l'économie sociale et solidaire bénéficient de droit de l'agrément mentionné au I, sous réserve de satisfaire aux conditions du 4° du I.

« III. – Sont assimilés aux entreprises mentionnées au I :

« - les organismes de financement dont l'actif est composé pour au moins 35 % de titres émis par des entreprises de l'économie sociale et solidaire définies à l'article 1^{er} de la loi n° ... du ... portant reconnaissance et développement de l'économie sociale et solidaire dont au moins 5/7^{ème} de titres émis par des entreprises solidaires d'utilité sociale définies au présent article ;

« - les établissements de crédit dont au moins 80 % de l'ensemble des prêts et des investissements sont effectués en faveur des entreprises solidaires d'utilité sociale.

« IV. – Les entreprises solidaires d'utilité sociale sont agréées par l'autorité compétente.

« V. – Un décret en Conseil d'Etat pris après avis du Conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire et du Conseil national de l'insertion par l'activité économique, précise les conditions d'application du présent article, et en particulier les conditions de délivrance et de retrait de l'agrément, les modalités de contrôle des entreprises agréées, ainsi que les conditions d'application du 2° du I. »

II. – Les entreprises bénéficiant de l'agrément « entreprise solidaire » à la date d'entrée en vigueur de la présente loi sont présumées bénéficier de l'agrément « entreprises solidaires d'utilité sociale », pour la durée de l'agrément restant à courir, et en tout état de cause pour une durée qui ne peut être inférieure à un an.

Section 2
Les interventions des institutions financières

Article 9

La société anonyme BPI-Groupe, mentionnée dans la loi n° 2012-1559 du 31 décembre 2012 relative à la création de la Banque publique d'investissement, participe à un suivi statistique de l'activité économique et des modalités de financement des entreprises de l'économie sociale et solidaires, dont les modalités sont déterminées par décret.

Section 3
La commande publique

Article 10

Les pouvoirs adjudicateurs et les entités adjudicatrices, soumis au code des marchés publics ou à l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics, peuvent réserver la participation aux procédures de passation de marchés publics aux entreprises d'utilité sociale mentionnées au II de l'article L. 3332-17-1 du code du travail, sous réserve que la part qu'occupent dans leurs effectifs salariés des personnes handicapées ou défavorisées ne soit pas inférieure à 30 %.

Article 11

I. - Tout pouvoir adjudicateur ou entité adjudicatrice soumis au code des marchés publics ou à l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics dont le montant total annuel des achats est supérieur à un montant fixé par décret adopte un schéma de promotion des achats publics socialement responsables.

Ce schéma détermine les objectifs de passation de marchés publics comportant des éléments à caractère social visant à concourir à l'intégration sociale et professionnelle de travailleurs handicapés ou défavorisés, ainsi que les modalités de mise en œuvre et de suivi desdits objectifs.

II. - Dans chaque région est signée une convention entre le représentant de l'Etat et un ou plusieurs organismes dont le but est de faciliter le recours aux clauses concourant à l'intégration sociale et professionnelle de travailleurs handicapés ou défavorisés. Les pouvoirs adjudicateurs et les entités adjudicatrices implantés dans la région et soumis au code des marchés publics ou à l'ordonnance du 6 juin 2005 susmentionnée peuvent être parties à cette convention.

Section 4
Les subventions publiques

Article 12

La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 est ainsi modifiée :

I. - Au chapitre III, avant l'article 10 est inséré un article 9-1 ainsi rédigé :

« *Art. 9-1.* - Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, notamment financières, matérielles ou en personnel, valorisées dans l'acte d'attribution, attribués par les autorités administratives mentionnées à l'article 1^{er} de la présente loi et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action, d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme bénéficiaire. Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires.

« Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités qui les accordent. »

II. - L'article 10 est ainsi modifié :

1° Au troisième alinéa :

a) Dans la première phrase, après les mots : « le montant », sont insérés les mots : « , la durée » ;

b) La dernière phrase est supprimée ;

2° Aux troisième, quatrième et cinquième alinéas, après les mots : « autorité administrative » sont insérés les mots : « ou l'organisme chargé de la gestion d'un service public industriel et commercial mentionné au premier alinéa de l'article 9 » ;

3° Au sixième alinéa, après les mots : « des autorités administratives » sont insérés les mots : « ou des organismes chargés de la ou l'organisme chargé de la gestion d'un service public industriel et commercial ».

Section 5
Le dispositif local d'accompagnement

Article 13

Les dispositifs locaux d'accompagnement ont pour mission d'accompagner les structures de l'économie sociale et solidaire au sens du paragraphe 1^o du II de l'article 1^{er} de la présente loi, créatrices d'emplois et engagées dans une démarche de consolidation et de développement de leur activité. Cette mission d'intérêt général est mise en œuvre par des organismes à but non lucratif faisant l'objet d'un conventionnement avec l'Etat ou tout autre organisme public ou collectivité territoriale intéressés.

TITRE II
DISPOSITIONS FACILITANT LA TRANSMISSION D'ENTREPRISES A LEURS SALARIES

Article 14

Au chapitre I^{er} du titre IV du livre I^{er} du code de commerce, sont ajoutées deux sections ainsi rédigées :

« *Section 3*
***« De l'instauration d'un délai permettant aux salariés de présenter une offre
« de rachat « de leur entreprise en cas de cession d'un fonds de commerce
« dans les entreprises de moins de cinquante salariés***

« *Art. L. 141-23.* - En cas de cession d'un fonds de commerce par son propriétaire, il est instauré préalablement à celle-ci un délai de deux mois permettant à un ou plusieurs salariés de présenter une offre au cédant pour l'acquisition du fonds.

« La cession intervenue en méconnaissance des dispositions du précédent alinéa peut être annulée par le tribunal sur demande des salariés.

« *Art. L. 141-24.* - Le cédant adresse à l'exploitant du fonds une notification d'intention de cession.

« Dans le délai de huit jours suivant la réception de la notification, l'exploitant du fonds en adresse copie aux salariés en précisant qu'ils peuvent présenter une offre au cédant en vue du rachat des éléments qui font l'objet de l'intention de cession.

« Lorsque le fonds de commerce est exploité par le propriétaire du fonds, le cédant adresse une notification d'intention de céder aux salariés en précisant qu'ils peuvent présenter une offre au cédant en vue du rachat des éléments qui font l'objet de l'intention de cession.

« Le point de départ du délai de deux mois est la date de notification de l'intention de cession du fonds.

« Les salariés peuvent renoncer au délai de deux mois à l'unanimité en informant le cédant qu'ils n'ont pas l'intention de présenter un projet d'acquisition.

« *Art. L. 141-25.* – Les dispositions du présent chapitre ne sont pas applicables :

« - en cas de succession, de liquidation du régime matrimonial ou de cession du fonds, soit à un conjoint, soit à un ascendant ou à un descendant ;

« - pour les sociétés faisant l'objet d'une procédure de conciliation, de sauvegarde, de liquidation redressement ou de la judiciaire prévue au livre sixième du présent code.

« *Art. L. 141-26.* - Le cédant n'est pas tenu de respecter une nouvelle fois la procédure prévue aux articles L. 141-23 et L. 141-24, dès lors que la cession intervient moins de deux ans après la fin du délai de deux mois prévu à l'article L. 141-23.

« *Section 4*

« ***De l'information anticipée des salariés leur permettant de présenter une offre de rachat de leur entreprise en cas de cession d'un fonds de commerce dans les entreprises de plus de cinquante salariés***

« *Art. L. 141-27.* - En cas de cession d'un fonds de commerce par son propriétaire, il est instauré une obligation d'information anticipée permettant à un ou plusieurs salariés de l'entreprise ou de la société de présenter une offre de rachat.

« La cession intervenue en méconnaissance des dispositions du précédent alinéa peut être annulée par le tribunal sur demande des salariés.

« *Art. L. 141-28.* - Le cédant adresse à l'exploitant du fonds une notification d'intention de cession. En même temps qu'il procède, en application des dispositions de l'article L. 2323-19 du code du travail, à l'information et à la consultation du comité d'entreprise, l'exploitant du fonds porte à la connaissance des salariés la notification d'intention de cession et leur indique qu'ils peuvent présenter au cédant une offre de rachat. L'information des salariés peut être effectuée selon tout moyen et, notamment, par voie d'affichage sur le lieu de travail.

« Lorsque le fonds de commerce est exploité par le propriétaire du fonds, le cédant est tenu aux obligations de l'exploitant prévues à l'alinéa précédent »

« *Art. L. 141-29.* – Les dispositions du présent chapitre ne sont pas applicables :

« - en cas de succession, de liquidation du régime matrimonial ou de cession du fonds, soit à un conjoint, soit à un ascendant ou à un descendant ;

« - dans les sociétés qui dépassent, à la clôture d'un exercice social, les seuils définissant les petites et moyennes entreprises prévus à l'article 2 de l'annexe à la recommandation 2003/361/CE de la Commission du 6 mai 2003, concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises ;

« - pour les sociétés faisant l'objet d'une procédure de conciliation, de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire prévue au livre sixième du présent code.

« *Art. L. 141-30.* - Le cédant n'est pas tenu de respecter une nouvelle fois la procédure prévue à l'article L. 141-27, dès lors que la cession intervient moins de deux ans après la première saisine du comité d'entreprise.

« Ce délai de deux ans est suspendu par la saisine, dans le cadre des dispositions de l'article L. 2323-19 du code du travail, du comité d'entreprise sur un projet de cession relatif aux éléments qui ont fait l'objet de l'intention de cession prévue à l'article L. 141-27, jusqu'à ce que celui-ci ait rendu son avis ou jusqu'à l'expiration du délai prévu pour que celui-ci rende son avis. »

Article 15

Après le chapitre IX du titre III du livre deuxième du code de commerce, est ajouté un chapitre X ainsi rédigé:

« CHAPITRE X

« DE L'INFORMATION DES SALARIÉS EN CAS DE CESSIION DE LEUR ENTREPRISE

« Section 1

« De l'instauration d'un délai permettant aux salariés de présenter une offre de rachat « des parts sociales ou actions ou valeurs mobilières donnant accès à la majorité « du capital dans les entreprises de moins de cinquante salariés

« *Art. L. 240-1.* - En cas de cession d'une participation représentant plus de 50 % des parts sociales d'une société à responsabilité limitée ou des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital d'une société par actions, il est instauré préalablement à la cession un délai de deux mois permettant à un ou plusieurs salariés de présenter une offre au cédant en vue de leur acquisition.

« La cession intervenue en méconnaissance des dispositions du précédent alinéa peut être annulée par le tribunal sur demande des salariés.

« *Art. L. 240-2.* - Le cédant adresse à la société une notification d'intention de cession.

« Le point de départ du délai de deux mois est la date de notification de l'intention de cession du fonds par le cédant à la société.

« Dans le délai de huit jours suivant la réception de la notification, le chef d'entreprise en adresse copie aux salariés en précisant qu'ils peuvent présenter une offre au cédant en vue du rachat des éléments qui font l'objet de l'intention de cession.

« Les salariés peuvent renoncer au délai de deux mois à l'unanimité en informant le chef d'entreprise qu'ils n'ont pas l'intention de présenter un projet d'acquisition.

« Art. L. 240-3. - Lorsque la société est soumise à une réglementation particulière exigeant que tout ou partie de son capital soit détenu par un ou plusieurs associés ou actionnaires répondant à certaines conditions en termes notamment de qualification professionnelle, les dispositions des articles L. 240-1 et L. 240-2 ne sont applicables que si la partie du capital non soumise aux conditions particulières représente plus de 50 % des parts sociales d'une société à responsabilité limitée ou des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital d'une société en commandite par actions ou d'une société par actions, sauf si les salariés satisfont aux conditions requises.

« Art. L. 240-4. - Les dispositions du présent chapitre ne sont pas applicables :

« - en cas de succession, de liquidation du régime matrimonial ou de cession du fonds, soit à un conjoint, soit à un ascendant ou à un descendant ;

« - pour les sociétés faisant l'objet d'une procédure de conciliation, de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire prévue au livre sixième du présent code.

« Art. L. 240-5. - Le cédant n'est pas tenu de respecter une nouvelle fois la procédure prévue aux articles L. 240-1 et L. 240-2, dès lors que la cession intervient moins de deux ans après la fin du délai de deux mois prévu par L. 240-1.

« Section 2

**« De l'information des salariés leur permettant de présenter une offre de rachat
« des parts sociales ou actions ou valeurs mobilières donnant accès à la majorité
« du capital, dans les entreprises de plus de cinquante salariés**

« Art. L. 240-6. - En cas de cession d'une participation représentant plus de 50% des parts sociales d'une société à responsabilité limitée ou des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital ou d'une société par actions, il est instauré une obligation d'information anticipée permettant à un ou plusieurs salariés de présenter une offre de rachat.

« La cession intervenue en méconnaissance des dispositions du précédent alinéa peut être annulée par le tribunal sur demande des salariés.

« Art. L. 240-7. - Le cédant adresse à la société une notification d'intention de cession. En même temps qu'il procède, en application des dispositions de l'article L. 2323-19 du code du travail, à l'information et à la consultation du comité d'entreprise, le chef d'entreprise porte à la connaissance des salariés la notification d'intention de cession et leur indique qu'ils peuvent présenter au cédant une offre de rachat. L'information des salariés peut être effectuée selon tout moyen et, notamment, par voie d'affichage sur le lieu de travail.

« *Art. L. 240-8.* - Lorsque la société est soumise à une réglementation particulière exigeant que tout ou partie de son capital soit détenu par un ou plusieurs associés ou actionnaires répondant à certaines conditions en termes notamment de qualification professionnelle, les dispositions des articles L. 240-6 et L. 240-7 ne sont applicables que si la partie du capital non soumise aux conditions particulières représente plus de 50 % des parts sociales d'une société à responsabilité limitée ou des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital d'une société en commandite par actions ou d'une société par actions, sauf si les salariés satisfont aux conditions requises.

« *Art. L. 240-9.* - Les dispositions du présent chapitre ne sont pas applicables :

« - en cas de succession, de liquidation du régime matrimonial ou de cession du fonds, soit à un conjoint, soit à un ascendant ou à un descendant ;

« - dans les sociétés qui dépassent, à la clôture d'un exercice social, les seuils définissant les petites et moyennes entreprises prévus à l'article 2 de l'annexe à la recommandation 2003/361/CE de la Commission du 6 mai 2003, concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises ;

« - pour les sociétés faisant l'objet d'une procédure de conciliation, de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire prévue au livre sixième du présent code.

« *Art. L. 240-10.* - Le cédant n'est pas tenu de respecter une nouvelle fois la procédure prévue à aux articles L. 240-6 et L. 240-7, dès lors que la cession intervient moins de deux ans après la première saisine du comité d'entreprise.

« Ce délai de deux ans est suspendu par la saisine, dans le cadre des dispositions de l'article L. 2323-19 du code du travail, du comité d'entreprise sur un projet de cession relatif aux éléments qui ont fait l'objet de l'intention de cession prévue à l'article L. 240-6, jusqu'à ce que celui-ci ait rendu son avis ou jusqu'à l'expiration du délai prévu pour que celui-ci rende son avis. »

TITRE III DISPOSITIONS RELATIVES AU DROIT DES COOPERATIVES

CHAPITRE I^{ER} DISPOSITIONS COMMUNES AUX COOPERATIVES

Section 1 Développement du modèle coopératif

Article 16

L'article 1^{er} de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération est remplacé par les dispositions suivantes :

« *Art. 1^{er}.* La coopérative est une société constituée par plusieurs personnes, volontairement réunies, pour satisfaire leurs besoins économiques ou sociaux.

« Sauf dispositions contraires, les décisions sont prises par les associés ayant la qualité de membres coopérateurs, à raison d'une voix chacun.

« Les excédents de la coopérative sont prioritairement affectés à son développement. »

Article 17

Après le deuxième alinéa de l'article 15 de la loi du 10 septembre 1947 précitée, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Les fonctions des membres du conseil d'administration ou des membres du conseil de surveillance sont gratuites et n'ouvrent droit qu'au remboursement, sur justification, des frais, ainsi que, le cas échéant, au paiement d'une indemnité compensatrice du temps et du travail consacrés à l'administration de la coopérative. L'assemblée générale détermine une somme fixe annuelle au titre de l'indemnité compensatrice. »

Article 18

Après le premier alinéa de l'article 3 de la loi du 10 septembre 1947 précitée, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Sous réserve de l'application de lois particulières, les coopératives peuvent prévoir dans leurs statuts d'admettre des tiers non sociétaires à bénéficier de leurs activités, dans la limite de 20 % de leur chiffre d'affaires et selon des conditions fixées par décret. »

Article 19

L'article 3 *bis* de la loi du 10 septembre 1947 précitée, est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa, après les mots : « comme associés » sont insérés les mots : « non coopérateurs » ;

2° A la première phrase du deuxième alinéa, après les mots : « Ces associés » sont insérés les mots : « non coopérateurs » ;

3° Au troisième alinéa, les mots : « lorsqu'au nombre de ces associés » sont remplacés par les mots : « lorsqu'au nombre des associés non coopérateurs » ;

4° Aux quatrième et cinquième alinéas, après les mots : « les associés » sont insérés les mots : « non coopérateurs ».

5° Après les mots : « qui entendent contribuer » est inséré le mot : « , notamment ».

Article 20

L'article 5 de la loi du 10 septembre 1947 précitée est ainsi modifié :

I. - Au premier alinéa, après les mots : « de leurs intérêts communs » sont insérés les mots : « ou le développement de leurs activités » ;

II. - Après le premier alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Sauf en ce qui concerne les sociétés coopératives agricoles ou leurs unions, les statuts d'une union peuvent prévoir que les associés des coopératives membres peuvent bénéficier directement de ses services ou participer à la réalisation des opérations entrant dans son objet sous réserve que cette option soit inscrite dans les statuts des coopératives qui acceptent ces modalités de fonctionnement. Ces opérations sont considérées comme effectuées avec des associés coopérateurs. »

Article 21

La loi du 10 septembre 1947 précitée est ainsi modifiée :

I. - Au premier alinéa de l'article 7, les mots : « de retraite » sont remplacés par les mots : « de retrait, de radiation ».

II. - Au premier alinéa de l'article 18, après les mots : « qui se retire » sont insérés les mots : « , qui est radié ».

III. - A l'article 19 *septies*, après les mots : « la qualité d'associé » sont insérés les mots : « par exclusion ou par radiation ».

Article 22

I. - Le deuxième alinéa de l'article 8 de la loi du 10 septembre 1947 précitée, est complété par les mots : « pour les coopératives qui remplissent les conditions fixées par le sixième alinéa dudit article ».

II. - Au premier alinéa de l'article L. 524-2-1 du code rural et de la pêche maritime, la deuxième phrase est complétée par les mots : « , dès lors que la coopérative remplit les conditions fixées au sixième alinéa du dit article. »

Article 23

L'article 10 de la loi du 10 septembre 1947 précitée est remplacé par les dispositions suivantes :

« *Art. 10.* - Sauf disposition contraire des lois particulières, les statuts peuvent admettre le vote par correspondance, au moyen du formulaire mentionné au I de l'article 225-107 du code de commerce.

« Si les statuts le prévoient, sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les associés qui participent à l'assemblée par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification et dont la nature et les conditions d'application sont déterminées par les dispositions du code de commerce. »

Article 24

L'article 22 de la loi du 10 septembre 1947 précitée est ainsi modifié :

I. - Au premier alinéa, les mots « suivis de l'indication de la nature de ses opérations et, éventuellement, de la profession commune des associés » sont supprimés.

II. - Le second alinéa est remplacé par un alinéa ainsi rédigé :

« Le ministère public ainsi que toute personne intéressée peuvent demander au président du tribunal compétent statuant en référé d'enjoindre, le cas échéant sous astreinte, au représentant légal de la coopérative de respecter les dispositions prévues à l'alinéa précédent. »

Article 25

Les deux premiers alinéas du I de l'article 25 de la loi du 10 septembre 1947 précitée sont remplacés par les dispositions suivantes :

« I. - Une modification entraînant la perte de la qualité de coopérative ne peut intervenir qu'après autorisation de l'autorité administrative donnée après avis du Conseil supérieur de la coopération.

« Elle ne peut être apportée aux statuts que :

« - lorsque la qualité coopérative est un obstacle immédiat à la survie de l'entreprise ;

« - lorsqu'une stagnation ou une dégradation sérieuse de l'activité de l'entreprise, liée à sa qualité coopérative, entrave ou obère totalement ses perspectives de développement ;

« - en application des dispositions prévues à l'article 25-6 de la présente loi.

« Les modalités d'application du présent article sont prévues par décret. »

Section 2
La révision coopérative

Article 26

I. - La loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération est ainsi modifiée :

1° L'article 19 *quater* est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 19 *quater*. - Les unions d'économie sociale sont soumises aux dispositions des articles 25-1 à 25-7 de la présente loi. » ;

2° L'article 19 *duodecies* est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 19 *duodecies*. - La société coopérative d'intérêt collectif est soumise aux dispositions des articles 25-1 à 25-7 de la présente loi. » ;

3° Après l'article 25, sont insérés les articles 25-1 à 25-7 ainsi rédigés :

« Art. 25-1. - Sauf stipulation des statuts fixant un délai plus court, se soumettent tous les cinq ans à un contrôle de la conformité de leur situation et de leur fonctionnement aux principes et aux règles de la coopération, ainsi qu'aux règles spécifiques de leurs statuts particuliers, les sociétés coopératives et leurs unions qui dépassent, à la clôture de l'exercice social, des seuils fixés par décret en Conseil d'Etat. Ces seuils sont appréciés en fonctions des critères suivants : le total du bilan de ces sociétés, le montant hors taxe de leur chiffre d'affaire ou le nombre moyen de leurs salariés. Ce contrôle est appelé « révision coopérative.

« La révision est obligatoire lorsque trois exercices consécutifs ont été déficitaires ou si les pertes constatées au cours de l'exercice écoulé s'élèvent à la moitié au moins du montant le plus élevé atteint par le capital social. Dans ce cas, le rapport mentionné à l'article 25-2 est établi.

« La révision est de droit lorsqu'elle est demandée par les personnes suivantes :

« 1° Le dixième au moins des associés ;

« 2° Un tiers des administrateurs ou, selon le cas, des membres du conseil de surveillance ;

« 3° L'autorité habilitée, le cas échéant, à délivrer l'agrément ;

« 4° Le ministre chargé de l'économie sociale ou le ou les ministres compétents.

« La révision est effectuée par un réviseur, personne physique ou morale, agréé selon des modalités prévues par décret en Conseil d'Etat. Nul ne peut être agréé s'il ne remplit les conditions suivantes :

« 1° N'avoir pas été l'auteur de faits contraires à l'honneur ou à la probité ayant donné lieu à condamnation pénale ;

« 2° N'avoir pas été frappé de faillite personnelle ou de l'une des mesures d'interdiction ou de déchéance prévue au livre VI du code de commerce.

« A la demande de tout intéressé ou du ministère public, le président du tribunal, statuant en référé, peut enjoindre sous astreinte au dirigeant de la société de provoquer la désignation du réviseur afin d'effectuer la révision coopérative en application du présent article.

« *Art. 25-2.* - La révision donne lieu à un rapport qui est transmis aux organes de gestion et d'administration de la société, et, lorsqu'il existe, à l'organe central compétent au sens de l'article L.511-30 du code monétaire et financier, puis mis à la disposition des associés selon des modalités déterminées par les statuts et dans un délai fixé par décret en Conseil d'Etat. Ce rapport fait l'objet d'une communication à l'assemblée générale.

« Pour apprécier la conformité aux principes et règles de la coopération, le réviseur prend en considération, notamment, les principes coopératifs découlant des dispositions de la présente loi et des lois particulières aux secteurs coopératifs.

« Sous réserve des compétences de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution en application des articles L. 612-1 et L. 612-2 du code monétaire et financier, si le rapport établit que la société coopérative ne respecte pas les principes et les règles de la coopération, le réviseur peut mettre les organes de direction ou d'administration en demeure de s'y conformer.

« En cas de carence de la société à l'expiration de la mise en demeure, le réviseur peut demander au président du tribunal statuant en référé d'enjoindre sous astreinte aux organes de direction ou d'administration de se conformer aux principes et règles de la coopération.

« Lorsque la société coopérative est soumise au contrôle de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution en application de l'article L.612-2 du code monétaire et financier, le réviseur communique en outre le rapport à l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution.

« Le réviseur peut également saisir, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat, l'autorité habilitée, le cas échéant, à délivrer l'agrément, le ministre chargé de l'économie sociale ou le ministre compétent.

« Les compétences énumérées au présent article s'exercent sous réserve de la compétence de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution en application des articles L. 612-1 et L. 612-2 du code monétaire et financier.

« *Art. 25-3.* - Le réviseur signale à la plus prochaine assemblée générale les irrégularités et inexactitudes relevées par lui au cours de l'accomplissement de sa mission.

« Art. 25-4. - Le réviseur est désigné pour six exercices par l'assemblée générale. Il est choisi parmi les réviseurs agréés. Ses fonctions expirent après la délibération de l'assemblée générale qui statue sur les comptes du sixième exercice.

« Un ou plusieurs réviseurs suppléants, appelés à remplacer le titulaire en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès sont désignés dans les mêmes conditions.

« Les fonctions du réviseur suppléant appelé à remplacer le titulaire prennent fin à la date d'expiration du mandat confié à ce dernier, sauf si l'empêchement n'a qu'un caractère temporaire. Dans ce dernier cas, lorsque l'empêchement a cessé, le titulaire reprend sans délai ses fonctions.

« Si l'assemblée omet de désigner un réviseur, tout intéressé, le ministère public, ou l'autorité habilitée, le cas échéant, à délivrer l'agrément peut demander en justice la désignation d'un réviseur.

« En cas de faute ou d'empêchement, le réviseur peut, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat, être relevé de ses fonctions avant l'expiration normale de celles-ci, sur décision de justice, à la demande de l'organe collégial chargé de l'administration, de l'organe chargé de la direction, d'un ou plusieurs associés ou du ministère public.

« Lorsque, à l'expiration des fonctions d'un réviseur, il est proposé à l'assemblée de ne pas le renouveler, le réviseur doit, s'il le demande, être entendu par l'assemblée.

« Art. 25-5. - Le réviseur ne peut prendre, recevoir ou conserver, directement ou indirectement, un intérêt auprès de la société, objet de la procédure de révision. Les conditions de garantie de l'indépendance du réviseur sont fixées par décret en Conseil d'Etat.

« Le réviseur ainsi que ses collaborateurs et experts sont astreints au secret professionnel pour les faits, actes, renseignements dont ils ont pu avoir connaissance à raison de leurs fonctions.

« Art. 25-6. - Dans des conditions prévues par décret en Conseil d'Etat, en cas de méconnaissance des principes et des règles de la coopération, et notamment des règles relatives à la révision coopérative, constatée par un rapport de révision, l'autorité habilitée, le cas échéant, à délivrer l'agrément peut, après avoir mis la société coopérative en mesure de présenter ses observations, prononcer une sanction pouvant aller jusqu'à la perte de la qualité de coopérative. Il en est de même pour le ministre chargé de l'économie sociale et solidaire ou le ministre compétent, après avis du Conseil supérieur de la coopération, ou de l'autorité habilitée, le cas échéant, à délivrer l'agrément. Les réserves qui, à la date du prononcé de la perte de qualité de coopérative, ne sont pas distribuables aux sociétaires ou incorporables au capital en vertu de dispositions législatives ou réglementaires sont dévolues par décision de l'assemblée générale, soit à d'autres coopératives ou unions de coopératives, soit à des œuvres d'intérêt général ou professionnel.

« Art. 25-7. - Les modalités de mise en œuvre des articles 25-1 à 25-6 sont fixées par décret en Conseil d'Etat. »

II. - L'article 54 bis de la loi n° 78-763 du 19 juillet 1978 portant statut des sociétés coopératives ouvrières de production est remplacé par les dispositions suivantes :

« *Art. 54 bis.* - Les sociétés coopératives ouvrières de production sont soumises aux dispositions des articles 25-1 à 25-7 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération. »

III. - L'article 29 de la loi n° 83-657 du 20 juillet 1983 relative au développement de certaines activités sociales est remplacé par les dispositions suivantes :

« *Art. 29.* - Les sociétés coopératives artisanales sont soumises aux dispositions des articles 25-1 à 25-7 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération. »

IV. - Le code rural et de la pêche maritime est ainsi modifié :

1° Il est créé un article L. 527-1-2 ainsi rédigé :

« *Art. L. 527-1-2.* - Les sociétés coopératives agricoles et leurs unions sont soumises aux dispositions des sept premiers alinéas de l'article 25-1 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération. » ;

2° L'article L. 931-27 par les dispositions suivantes :

« *Art. L. 931-27.* - Les sociétés coopératives maritimes sont soumises aux dispositions des articles 25-1 à 25-7 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération. »

V. - Le code de la construction et de l'habitation est ainsi modifié :

1° L'alinéa 27 de l'article L. 422-3 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les sociétés anonymes coopératives de production d'habitations à loyer modéré font procéder périodiquement à l'examen analytique de leur situation financière et de leur gestion, dans le cadre de la procédure dite de révision coopérative définie à l'article 25-1 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération. Le rapport de révision est mis à la disposition des associés dans des conditions fixées par les statuts et, en tout cas, quinze jours avant la date de l'assemblée générale ordinaire. En outre, ce rapport fait l'objet d'une communication du réviseur à l'assemblée générale. Dans le cas où la révision coopérative est faite à l'initiative d'une partie des associés, le rapport est mis sans délai à la disposition de l'ensemble des associés dans des conditions fixées par les statuts. Si le rapport établit que la société coopérative ne respecte pas les principes découlant des dispositions de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération et du présent code et les règles de la coopération, le réviseur peut saisir l'autorité administrative de contrôle mentionnée à l'article 451-1 du présent code. Un décret en Conseil d'Etat, pris après avis du Conseil supérieur des habitations à loyer modéré, détermine les modalités de mise en œuvre de la procédure, dite de révision coopérative, définie au présent alinéa, ainsi que les conditions d'agrément garantissant le pluralisme de son exercice et le respect des principes coopératifs. »

2° Le premier alinéa de l'article L. 422-12 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les dispositions de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération sont applicables aux sociétés anonymes coopératives d'habitations à loyer modéré mentionnées aux articles L. 422-3, L. 422-3-2 et L. 422-13, à l'exception des dispositions des troisième et quatrième alinéas de son article 16 et de son article 18 ainsi que des dispositions de ses articles 25-2 à 25-7. Les dispositions du dernier alinéa de l'article 19 *septies*, du troisième alinéa de l'article 19 *nonies* et de l'article 19 *terdecies* ne sont pas applicables aux sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif d'habitations à loyer modéré. »

Article 27

La loi du 10 septembre 1947 précitée est ainsi modifiée :

I. - A l'article 23, les mots : « des peines prévues aux articles 131-13 3°, R. 35 du code pénal. Les articles 472, 474 et R.37 sont applicables » sont remplacés par les mots : « de la peine prévue au 3° de l'article 131-13 du code pénal ».

II. - L'article 27 est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa les mots : « L. 225-3 (alinéa 2), L. 225-22 (alinéa 2), L. 225-129 (alinéa 4), L. 225-130, L. 225-131, L. 225-144 (alinéa 1^{er}) et L. 228-39 (alinéa 3) du code de commerce (1) ne sont pas applicables aux sociétés coopératives constituées sous forme de sociétés par actions » sont remplacés par les mots : « L. 225-22 alinéa 2, L. 225-130, L. 225-131, L. 228-39 alinéa 2 et L. 233-8 du code de commerce ne sont pas applicables aux coopératives régies par la présente loi. » ;

2° Après le troisième alinéa il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Les sociétés coopératives dont le capital social est inférieur à ce montant peuvent être dissoutes à la demande de tout intéressé ou du ministère public. Le tribunal peut accorder un délai maximal de six mois, renouvelable une fois, pour régulariser la situation ; il ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu. »

III. - Les articles 27 *bis* et 28 sont abrogés.

CHAPITRE II DISPOSITIONS PROPRES A DIVERSES FORMES DE COOPERATIVES

Section 1 Les sociétés coopératives et participatives

Sous section 1 La constitution de sociétés coopératives ouvrières de production d'amorçage

Article 28

La loi n° 78-763 du 19 juillet 1978 portant statut des sociétés coopératives ouvrières de production est ainsi modifiée :

1° A l'article 26 *bis* sont ajoutés les alinéas suivants :

« Toutefois, en cas de transformation d'une société en société coopérative ouvrière de production dans les conditions prévues au premier alinéa de l'article 48 de la présente loi, la société peut demander à bénéficier des dispositions du 3° du II de l'article 237 *bis* A et de l'article 1456 du code général des impôts si son capital initial est détenu pour plus de 50 % par des associés non coopérateurs mentionnés au 1 *quinquies* de l'article 207 du même code. L'ensemble des associés non coopérateurs s'engage à céder le nombre de titres permettant aux associés coopérateurs d'atteindre le seuil de 50 % du capital au plus tard le 31 décembre de la cinquième année suivant celle de la transformation en société coopérative ouvrière de production. Les modalités de cet engagement sont fixées par décret.

« Le respect de cette condition constaté à cette même date entraîne le caractère définitif des avantages ainsi accordés au titre de chaque exercice concerné. Son non respect entraîne l'exigibilité immédiate des impositions qui auraient été normalement dues au prorata de la part détenue par les associées non coopérateurs, sans préjudice de l'intérêt de retard prévu à l'article 1727, décompté de la date à laquelle ces impôts auraient dû être acquittés. » ;

2°. Après l'article 52, il est inséré un article 52 *bis* ainsi rédigé :

« *Art. 52 bis.* - Après la modification mentionnée au premier alinéa de l'article 48, les statuts de la société peuvent prévoir que les associés non salariés puissent céder leurs parts à la société ou à un salarié, majorées par un coût de portage.

« Les statuts doivent dans ce cas préciser le mode de calcul de cette majoration.

« La majoration prend fin, au plus tard, à l'expiration d'un délai de sept ans après la modification mentionnée au premier alinéa de l'article 48. »

Article 29

L'article 34 de la loi n° 78-763 du 19 juillet 1978 portant statut des sociétés coopératives ouvrières de production est complété par deux alinéas ainsi rédigés :

« Pendant une période de sept ans à compter de la transformation d'une société, quelle qu'en soit la forme, en société coopérative ouvrière de production dans les conditions prévues à l'article 48, l'assemblée des associés ou, selon le cas, l'assemblée générale ordinaire peut décider d'utiliser les réserves visées au 1° et 2° de l'article 33 de la présente loi pour procéder à l'acquisition de tout ou partie des parts sociales proposées à la vente par un associé non salarié.

« Les parts sociales ainsi acquises par la société sont soit annulées, soit attribuées aux salariés dans les conditions prévues au 3° de l'article 33 de la présente loi ».

Sous section 2

Les Groupement de sociétés coopératives de production

Article 30

La loi n° 78-763 du 19 juillet 1978 portant statut des sociétés coopératives ouvrières de production est ainsi modifiée :

1°. Il est inséré un titre IV, ainsi rédigé :

« TITRE IV

« GROUPEMENT DE SOCIETES COOPERATIVES DE PRODUCTION

« CHAPITRE I^{ER}

« LE GROUPEMENT DE SOCIETES

« Art. 47 bis. - Un groupement de sociétés coopératives de production est formé par deux ou plusieurs sociétés régies par la présente loi.

« La décision de création d'un groupement, ainsi que la détermination des éléments du statut que toutes les sociétés coopératives de production membres doivent adopter, est prise par accord unanime des sociétés coopératives ouvrières de production fondatrices. Chaque société coopérative de production vote cette décision au cours d'une assemblée générale extraordinaire. Cette décision est notifiée aux autres sociétés coopératives ouvrières de production fondatrices.

« Les statuts de chacune des sociétés membres doivent mentionner l'appartenance de la société au groupement de coopératives. Ils doivent également faire référence expressément au présent article.

« Les dispositions statutaires relatives à l'admission des associés, à la perte de la qualité d'associé doivent être identiques pour toutes les sociétés du groupement.

« Les modalités de répartition de la part attribuée aux salariés au titre du 3° de l'article 33 de la présente loi doivent être identiques pour toutes les sociétés membres du groupement.

« La transformation des répartitions distribuables aux associés en parts sociales n'est applicable dans l'une des sociétés du groupement que si la décision est prise en termes identiques dans toutes les sociétés du groupement qui ont des excédents nets de gestion.

« *Art. 47 ter.* - Une demande d'adhésion d'une société coopérative de production à un groupement existant doit être notifiée aux autres sociétés membres du groupement.

« L'adhésion d'une société coopérative de production à un groupement existant est subordonnée à l'accord préalable et unanime des sociétés membres du groupement. Chaque société coopérative de production approuve cet accord au cours d'une assemblée générale extraordinaire. L'accord de chaque société membre du groupement est notifié aux autres sociétés membres ainsi qu'à la société candidate.

« Les modifications ultérieures des dispositions statutaires communes prévues aux troisième à sixième alinéas de l'article 47 *bis* sont approuvées dans des termes identiques dans toutes les sociétés membres du groupement.

« Une société ne peut notifier à l'ensemble des sociétés du groupement son retrait qu'après y avoir été expressément autorisée par une délibération de son assemblée générale extraordinaire et sous réserve d'un préavis de six mois notifié à chacune des sociétés du groupement. Le retrait du groupement ne peut prendre effet qu'à la clôture de l'exercice au cours duquel la décision de retrait a été prise. ».

« *Art. 47 quater.* - Par dérogation au troisième alinéa de l'article 3 *bis* de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947, et aussi longtemps qu'une société coopérative ouvrière de production fait partie d'un groupement, la limitation du total des droits de vote pouvant être détenus par des actionnaires non salariés est portée à 49 % si parmi ceux-ci figurent des coopératives ou des salariés employés par une des autres sociétés du groupement.

« Le total des droits de vote des associés non salariés d'une société membre du groupement et autres que les coopératives ne peuvent en tout état de cause excéder la limite de 35 %.

« CHAPITRE II

« **DE LA PRISE DE PARTICIPATION MAJORITAIRE D'UNE SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE DE PRODUCTION DANS UNE AUTRE SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE DE PRODUCTION DU GROUPEMENT.**

« *Art. 47 quinquies.* - Par dérogation au troisième alinéa de l'article 3 *bis* de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947, et aussi longtemps qu'une société coopérative ouvrière de production fait partie d'un groupement, la limitation du total des droits de vote pouvant être détenus par les autres sociétés coopératives de production du groupement est portée à 51 %.

« Pour l'application de l'article 3 *bis* de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947, et aussi longtemps qu'une société coopérative ouvrière de production fait partie d'un groupement, les associés employés d'une des sociétés membre du groupement, les sociétés coopératives et les associés personnes physiques ou morales non employés par la société ne peuvent détenir ensemble plus de 49 % du total des droits de vote, sans que les droits de vote des associés non employés d'une société membre du groupement et autres que les coopératives ne puissent excéder la limite de 35 %.

« Art. 47 *sexies*. - Une société faisant l'objet d'une participation majoritaire dans les conditions prévues à l'article 47 *quater* organise, au minimum tous les cinq ans à compté de la prise de participation majoritaire par une autre société coopérative de production du groupement, une assemblée générale extraordinaire pour décider du maintien de la société dans le groupement.

« Lors de cette assemblée, seuls peuvent participer au vote de la motion les associés-salariés de la société coopérative de production. La décision de sortie de groupement prend effet 6 mois après la date de l'assemblée générale.

« Art. 47 *septies*. - Par dérogation à l'article 47 *ter*, la fraction des excédents qui est attribuée aux salariés en application du 3° de l'article 33 par une société faisant l'objet d'une participation majoritaire dans les conditions prévues à l'article 47 *quater*, ne peut être inférieure à 45 % des excédents nets.

« Art. 47 *octies*. - Une société faisant l'objet d'une participation majoritaire dans les conditions prévues à l'article 47 *quater* ne peut pas bénéficier des dispositifs prévus aux articles 26 *bis* et 52 *bis* de la présente loi, au 7° du 1 de l'article 214 du code général des impôts et aux articles 237 *bis* A, onzième et douzième alinéa, et 1456, troisième et quatrième alinéas, de ce même code. »

Sous section 3

Autres dispositions relatives aux sociétés coopératives et participatives

Article 31

La loi n° 78-763 du 19 juillet 1978 portant statut des sociétés coopératives ouvrières de production est ainsi modifiée :

1°. Aux articles 1, 2, 3, 5, 15, 19, 20, 21, 22, 26 *bis*, 26 *ter*, 35, 44, 45, 46, 47, 53, 54, et 54 *bis* et dans le titre III, les mots : « ouvrières de production » sont remplacés par les mots : « de production » ;

2°. Aux articles 3 *bis*, 4, 5, 14, 15, 16, 18, 20, 22, 25, 26 *bis*, 27, 29, 33, 37, 40, 43, 49 *bis*, 51, 53, 54 et dans le chapitre I^{er} du titre IV, après les mots : « au représentant légal d'une société coopérative », les mots : « ouvrière de production » sont remplacés par les mots : « de production ».

Article 32

La loi n° 78-763 du 19 juillet 1978 portant statut des sociétés coopératives ouvrières de production est ainsi modifiée :

1° Aux articles 5 et 19, après les mots : « de société à responsabilité limitée » sont insérés les mots : « ou de société par actions simplifiée » ;

2° A l'article 8, après les mots : « ou le directoire » sont insérés les mots : « ou par l'organe de direction lorsque la forme de société par actions simplifiée a été retenue » ;

3° A l'article 15, après les mots : « conseil de surveillance » sont insérés les mots : « ou de l'organe de direction lorsque la forme de société par actions simplifiée a été retenue. » ;

4° L'article 16 est ainsi modifié :

- au premier alinéa, après les mots : « société à responsabilité limitée » sont insérés les mots : « ou d'une société par actions simplifiée, » ;

- au premier et au cinquième alinéa, après les mots : « les gérants » sont insérés les mots : « ou les membres de l'organe de direction » ;

- au troisième alinéa, après les mots : « de gérant » sont insérés les mots : « ou de membre de l'organe de direction » ;

- au quatrième alinéa, après les mots : « les gérants » sont insérés les mots : « les membres de l'organe de direction » ;

5° A l'article 17, après les mots : « membres du directoire » sont insérés les mots : « et les membres de l'organe de direction lorsque la forme de la société par actions simplifiée a été retenue » ;

6° A l'article 18, après les mots : « du conseil de surveillance » sont insérés les mots : « , de membre de la direction lorsque la forme de la société par actions simplifiée a été retenue » ;

7° L'article 21 est ainsi modifié :

- le deuxième alinéa est supprimé ;

- au troisième alinéa, le mot : « elle » est remplacé par les mots : « la société » ;

- au quatrième alinéa, après les mots : « du directoire » sont insérés les mots : « des membres de l'organe de direction lorsque la forme de la société par actions simplifiée a été retenue » ;

8° A l'article 28, après les mots : « directeur général unique » sont insérés les mots : « , les membres de l'organe de direction lorsque la forme de la société par actions simplifiée a été retenue » ;

9° A l'article 51, après les mots : « du directoire » sont insérés les mots : « , des membres de l'organe de direction lorsque la forme de la société par actions simplifiée a été retenue, ».

Article 33

Au troisième alinéa de l'article 54 de la loi n° 78-763 du 19 juillet 1978 portant statut des sociétés coopératives ouvrières de production dans le troisième alinéa après les mots : « de supprimer les mots : » sont insérés les mots entre guillemets : « société coopérative et participative, ».

Article 34

La loi n° 78-763 du 19 juillet 1978 portant statut des sociétés coopératives ouvrières de production est ainsi modifiée :

I. - Au second alinéa de l'article 6, les mots : « article L. 144-2 » sont remplacés par les mots : « article L. 3251-3.

II. - Au second alinéa de l'article 32, les mots : « article L. 442-7 » sont remplacés par les mots : « article L. 3324-10 ».

III. - L'article 35 est ainsi modifié :

1° Le deuxième alinéa est ainsi modifié :

a) Les mots : « article L. 442-2 » sont remplacés par les mots : « L. 3324-1 » ;

b) Les mots : « article L. 442-5 » sont remplacés par les mots : « L. 3323-3 » ;

2° Au troisième alinéa, les mots : « du fonds commun de placement propre à la coopérative, titulaire des droits acquis par les salariés mentionnés au premier alinéa au titre des articles L. 442-1 à L. 442-17 du code du travail, ou qui a été constitué dans le cadre d'un plan d'épargne d'entreprise auquel les salariés de la coopérative émettrice sont susceptibles de participer en application des articles L. 443-1 à L. 443-10 du même code. » sont remplacés par les mots : « d'un plan d'épargne d'entreprise auquel les salariés de la coopérative émettrice sont susceptibles de participer en application des articles L. 3332-1 et suivants du même code ».

IV. - Au second alinéa de l'article 40, les mots : « article L. 443-7 » sont remplacés par les mots : « L. 3332-11 ».

V. - A l'article 50 les mots : « et celles de l'article 26 de la présente loi » sont supprimés.

VI. - Le chapitre III est abrogé.

Section 2
Les sociétés coopératives d'intérêt collectif

Article 35

A l'article 19 *quinquies* de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, après les mots : « des sociétés anonymes » sont insérés les mots : « , des sociétés par actions simplifiées ».

Article 36

L'article 19 *septies* de la loi du 10 septembre 1947 précitée est ainsi modifié :

1°. Au premier alinéa, après les mots : « les salariés de la coopérative » sont insérés les mots : « ou toute personne productrice de biens et services » ;

2° Au premier alinéa, les mots : « des collectivités publiques et leurs groupements » sont remplacés par les mots : « toute personne publique » ;

3° Au quatrième alinéa, les mots : « les collectivités territoriales et leurs groupements » sont remplacés par les mots : « les collectivités territoriales, leurs groupements et les établissements publics territoriaux » et le nombre : « 20 » est remplacé par le nombre : « 50 ».

Article 37

L'article 19 *quaterdecies* de la loi du 10 septembre 1947 précitée est complété par quatre alinéas ainsi rédigés :

« Lorsqu'une société procède à une telle opération, ses parts ou actions sont converties en parts sociales. L'assemblée générale arrête la valeur des parts détenues par les associés présents dans le capital lors de l'adoption du statut de société coopérative et participative dont le montant peut être supérieur à celui de la valeur nominale.

« Les associés ou actionnaires qui se seraient opposés à la transformation peuvent opter, dans un délai de trois mois, soit pour le rachat de leurs parts sociales dans un délai de deux ans, soit pour l'annulation de ces parts et l'inscription de leur contre-valeur sur un compte à rembourser, portant intérêt au taux légal, et remboursable dans un délai de cinq ans. Ces différents délais s'entendent à compter de la publication de la décision de transformation de la société.

« Pour l'application des deux alinéas précédents, la valeur des droits sociaux dont la conversion ou le remboursement est demandé, est déterminée, en cas de contestation, par un expert désigné, soit par les parties, soit, à défaut d'accord entre elles, par ordonnance du président du tribunal statuant en la forme de référé.

« L'écart de valorisation qui peut résulter de l'opération entre la valeur nominale des parts sociales annulées et la valeur déterminée lors de la transformation peut être comptabilisé pour tout ou partie à l'actif du bilan de la société dans les conditions fixées par un règlement de l'Autorité des normes comptables. »

Article 38

Après l'article 19 *duodecies* de la loi du 10 septembre 1947 précitée, il est inséré un article 19-12-1 ainsi rédigé :

« *Art. 19-12-1.* - Le rapport de gestion mentionné à l'article L. 223-26 et ou le rapport annuel du conseil d'administration ou du directoire mentionné à l'article L. 225-100 du code de commerce contiennent des informations sur l'évolution du projet coopératif porté par la société dans des conditions fixées par décret. »

Article 39

I. - A l'article L. 5134-21 du code du travail est ajouté un 5° ainsi rédigé :

« 5° Les sociétés coopératives d'intérêt collectif. »

II. - Après le 6° de l'article L. 5134-111 du même code, il est inséré un 7° ainsi rédigé :

« 7° Les sociétés coopératives d'intérêt collectif. »

Section 3

Les sociétés coopératives de commerçants détaillants

Article 40

Après le 3° du premier alinéa de l'article 124-1 du code de commerce, il est inséré un 3° *bis* ainsi rédigé :

« 3° *bis* Organiser entre les associés une coopération financière, notamment au travers de la constitution de sociétés, exerçant sous leur contrôle direct ou indirect et ayant pour finalité d'apporter par tous moyens un soutien à l'achat, à la création et au développement du commerce le cas échéant dans le respect des dispositions propres aux établissements de crédit. Le capital de ces sociétés doit être détenu par les coopératives et des associés coopérateurs. »

Article 41

Le 6° de l'article 124-1 du code de commerce, est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« - par l'élaboration et la gestion d'une plate-forme de vente en ligne. »

Article 42

L'article L. 124-2 du code de commerce est ainsi modifié :

1° Le premier alinéa est supprimé ;

2° Au second alinéa, le mot : « toutefois » est supprimé.

Article 43

Le titre II du livre 1^{er} du code de commerce est ainsi modifié :

1° A l'article L. 124-3, après les mots : « sociétés à capital variable constituées » sont insérés les mots : « sous forme de société à responsabilité limitée ou de société anonyme » ;

2° Le cinquième alinéa de l'article L. 124-5 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Par dérogation aux articles L. 223-1 et L. 225-1, le nombre des associés d'une union régie par le présent article peut être inférieur à sept si elle est constituée sous forme de société anonyme et ne peut être inférieur à quatre s'il s'agit d'une société à responsabilité limitée. » ;

3° A l'article L. 124-6, avant les mots : « les administrateurs » sont insérés les mots : « Dans une coopérative constituée sous forme de société anonyme, » ;

4° Après l'article L. 124-6 est inséré un article 124-6-1 ainsi rédigé :

« *Art. 124-6-1.* - Dans une coopérative constituée sous forme de société à responsabilité limitée, le ou les gérants sont des personnes physiques ayant soit la qualité d'associé, à titre personnel, soit la qualité de gérant d'une société ayant elle-même la qualité d'associé. Les sociétés coopératives comptant plus de vingt associés doivent être administrées par trois gérants ou plus. » ;

5° A l'article L. 124-8, avant les mots : « l'assemblée générale » sont insérés les mots : « l'assemblée des associés ou » ;

6° A l'article L. 124-9, après les mots : « l'assemblée générale » sont insérés les mots : « ou de l'assemblée des associés » ;

7° L'article L. 124-10 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa après les mots : « conseil de surveillance » sont insérés les mots : « si la société coopérative est constituée sous forme de société anonyme ou par l'assemblée des associés s'il s'agit d'une société à responsabilité limitée »

b) Au deuxième alinéa, après les mots : « devant l'assemblée générale » sont insérés les mots : « lorsqu'elle a été prise dans une coopérative constituée sous forme de société anonyme » ;

c) Au troisième alinéa, après les mots : « selon le cas » sont insérés les mots : « lorsque la société est constituée sous forme de société anonyme » ;

8° Au deuxième alinéa de l'article L. 124-11, après les mots : « selon le cas » sont insérés les mots : « s'il s'agit d'une société coopérative constituée sous forme d'une société anonyme ou la gérance, si la coopérative est constituée sous forme de société à responsabilité limitée » ;

9° Au premier alinéa de l'article L. 124-12, après les mots : « assemblée générale extraordinaire » sont insérés les mots : « si la coopérative est constituée sous forme de société anonyme ou l'assemblée des associés statuant aux conditions de *quorum* et de majorité de l'assemblée ayant pour objet la modification des statuts, s'il s'agit d'une société coopérative constituée sous forme de société à responsabilité limitée ».

Article 44

Après l'article L. 124-4 du code de commerce est inséré un article L. 124-4-1 ainsi rédigé :

« *Art. L. 124-4-1.* - Les statuts d'une société coopérative de commerçants peuvent prévoir que l'associé qui souhaite céder son fonds de commerce, ou plus de 50 % des parts sociales ou actions composant le capital de la société exploitant ce fonds, ou encore le bien immobilier dans lequel est exploité ce fonds, doit en informer la coopérative. La coopérative dispose, à compter de la réception de cette information, d'un délai de trois mois pour présenter une offre d'acquisition.

« La cession intervenue en méconnaissance des dispositions du précédent alinéa peut être annulée par le tribunal compétent.

« Si la cession n'est pas intervenue dans un délai de deux ans, le cédant en informe la coopérative qui peut présenter une nouvelle offre dans les conditions prévues à l'alinéa premier.

« La clause visée au premier alinéa est écartée en cas de succession, de liquidation du régime matrimoniale ou de cession, à un conjoint, à un ascendant ou à un descendant. »

Section 4

Les sociétés coopératives d'habitations à loyer modéré

Article 45

Au 8° du premier alinéa de l'article L. 422-3 du code de la construction et de l'habitation, après les mots : « dans le domaine du logement » sont insérés les mots : « ou d'organismes de l'économie sociale visés par la loi n° 83-657 du 20 juillet 1983 relative au développement de certaines activités d'économie sociale, œuvrant dans le domaine du logement ».

Section 5

Les sociétés coopératives artisanales et de transport

Article 46

Après le troisième alinéa de l'article 11 de la loi n° 83-657 du 20 juillet 1983 relative au développement de certaines activités d'économie sociale sont insérés deux alinéas ainsi rédigés :

« Dans les limites fixées par l'article 14 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 précitée, les statuts des sociétés coopératives artisanales peuvent prévoir la rémunération des parts sociales à avantages particuliers souscrites par les seuls associés coopérateurs mentionnés aux 1°, 3° et 5° de l'article 6 de la présente loi.

« Les parts sociales qui donnent droit au versement d'un intérêt à titre d'avantage particulier ne peuvent représenter pour chaque associé coopérateur plus de la moitié du capital qu'il détient. »

Article 47

Le premier alinéa de l'article 1^{er} de la loi n° 83-657 du 20 juillet 1983 relative au développement de certaines activités d'économie sociale est complété par les dispositions suivantes :

« Elles peuvent définir et mettre en œuvre une politique commerciale commune propre à assurer le développement et l'activité de ses associés, notamment par la réalisation d'opérations commerciales publicitaires ou non pouvant comporter des prix communs. »

Article 48

L'article 13 de la loi n° 83-657 du 20 juillet 1983 relative au développement de certaines activités d'économie sociale est supprimé.

Article 49

L'article 23 de la loi n° 83-657 du 20 juillet 1983 relative au développement de certaines activités d'économie sociale est ainsi modifié :

1°. Après le 1° du premier alinéa, le 1° *bis* est ainsi rédigé :

« 1°*bis* L'excédent issu de la cession d'éléments de l'actif immobilisé est affecté à une réserve indisponible. » ;

2° Au 2° du premier alinéa, après les mots : « compte spécial indisponible » sont insérés les mots : « à la réserve indisponible des cessions ».

Section 6

Les sociétés coopératives agricoles

Article 50

L'article L. 521-3 du code rural et de la pêche maritime est ainsi modifié :

1° Au *a*, les mots : « les services » sont remplacés par les mots : « tout ou partie des services » ;

2° Le *b* est complété par les mots : « ainsi que les conditions d'adhésion, de retrait, de radiation et d'exclusion. »

Article 51

I. - L'article L. 522-6 du code rural et de la pêche maritime est remplacé par les dispositions suivantes :

« *Art. L. 522-6.* - Par dérogation à l'article L 522-5, une coopérative d'utilisation de matériel agricole peut réaliser, sans qu'elle ait besoin de le prévoir dans ses statuts, pour le compte des communes de moins de 3 500 habitants, de leurs groupements dont chaque commune ne dépasse pas 3 500 habitants, ou de leurs établissements publics, des travaux agricoles ou d'aménagement rural conformes à son objet à condition que l'un des adhérents de la coopérative ait le siège de son exploitation agricole dans le ressort territorial de l'une de ces collectivités, que ces travaux ne dépassent pas 10 000 € et 15 000 € en zone de revitalisation rurale et dans la limite de 25 % du chiffre d'affaires annuel de la coopérative. »

II. - A l'article 10 de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole, après les mots : « code rural et de la pêche maritime » sont insérés les mots : « ou toute coopérative mentionnée à l'article L. 522-6 du code rural et de la pêche maritime ».

Section 7

Les coopératives d'activité et d'emploi

Article 52

Après le titre III *bis* de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, il est inséré un titre III *ter* intitulé « la coopérative d'activité et d'emploi » et comprenant l'article 26-41, ainsi rédigé :

« TITRE III TER

« LA COOPERATIVE D'ACTIVITE ET D'EMPLOI

« *Art. 26-41.* - Les coopératives d'activité et d'emploi sont les coopératives ayant pour objet principal l'appui à la création et au développement d'activités économiques par des personnes physiques entrepreneurs.

« Ces coopératives mettent en œuvre un accompagnement individualisé des personnes physiques visées à l'alinéa premier, et des services mutualisés.

« Les statuts déterminent à cet effet les moyens mis en commun par la coopérative et les modalités de rémunération de ces personnes, dans les conditions prévues par décret en Conseil d'Etat.

« Les sociétés coopératives d'activité et d'emploi sont soumises aux dispositions des articles 25-1 à 25-7 de la présente loi. ».

Article 53

I. - Dans la partie VII du Code du travail, il est ajouté un livre sixième intitulé *Entrepreneurs associés d'une coopérative d'activités et d'emploi*, comprenant les articles L. 7611-1 à L. 7612-10 rédigés comme suit :

« *LIVRE VI*
« **ENTREPRENEURS ASSOCIES D'UNE COOPERATIVE**
« **D'ACTIVITE ET D'EMPLOI**

« *TITRE I^{ER}*
« **DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

« *CHAPITRE I^{ER}*
« **CHAMP D'APPLICATION ET DISPOSITIONS D'APPLICATION**

« *Art. L. 7611-1.* - Les dispositions du présent code sont applicables aux entrepreneurs associés d'une coopérative d'activité et d'emploi, sous réserve des dispositions du présent livre.

« *CHAPITRE II*
« **DEFINITIONS**

« *Art. L. 7612-1.* - Est entrepreneur associé d'une coopérative d'activité et d'emploi au sens de la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, toute personne physique qui :

« 1° Crée et développe une activité économique en bénéficiant des services individuels et collectifs mis en œuvre par une coopérative d'activité et d'emploi dont il est l'associé ou dont il devient l'associé dans un délai maximum de trente-six mois minoré, le cas échéant, de la durée du contrat d'appui au projet d'entreprise pour la création ou la reprise d'une activité économique prévu par l'article L. 127-1 du code de commerce par lequel il a pu être préalablement lié avec la coopérative ou de tout autre contrat liant la personne à la coopérative ;

« 2° Conclut avec la coopérative d'activité et d'emploi, un contrat écrit, portant mention précise des statuts de la coopérative en vigueur, dans lequel :

« *a)* Sont fixés des objectifs à atteindre et des obligations d'activité minimale ;

« *b)* Sont décrits les moyens mis en œuvre par la coopérative pour contrôler et appuyer l'activité économique de l'entrepreneur ;

« *c)* Sont déterminées sa rémunération et les modalités de son calcul par dérogation aux articles L. 3242-1 et L. 3243-3 ;

« *d)* Est déterminé le montant de la contribution de l'entrepreneur associé au financement des services mutualisés mis en œuvre par la coopérative dans les conditions prévues par les statuts de la coopérative d'activité et d'emploi.

« Le régime dont bénéficie l'entrepreneur associé en vertu des dispositions du présent code cesse de produire ses effets à défaut pour lui de devenir associé de la coopérative. La cessation du régime intervient à l'expiration du délai visé au 1° du présent article.

« *Art. L. 7612-1-1.* - Une période d'essai ne peut être stipulée entre un entrepreneur et une coopérative d'activité et d'emploi dont il est l'associé, lorsque les parties ont préalablement conclu un contrat d'appui au projet d'entreprise pour la création ou la reprise d'une activité économique prévu par l'article L. 127-1 du code de commerce, lorsque la durée de ce contrat a excédé huit mois. »

« *Art. L. 7612-2.* - La coopérative d'activité et d'emploi est responsable de l'application au profit des entrepreneurs associés des dispositions du livre Ier de la troisième partie relatives à la durée du travail, aux repos et aux congés, ainsi que de celles de la quatrième partie relatives à la santé et à la sécurité au travail lorsque les conditions de travail, de santé et de sécurité au travail ont été fixées par elle ou soumises à son accord.

« Dans tous les cas, les entrepreneurs associés bénéficient de tous les avantages accordés aux salariés par la législation sociale, notamment en matière de congés payés.

« *Art. L. 7612-3.* - Les dispositions prévues au titre II du livre IV de la partie V du code du travail en faveur des travailleurs privés d'emploi sont applicables aux entrepreneurs associés d'une coopérative d'activité et d'emploi.

« *Art. L. 7612-4.* - L'entrepreneur associé d'une coopérative d'activité et d'emploi est rémunéré en fonction du chiffre d'affaires de son activité, après déduction des charges d'exploitation directement et exclusivement liées à son activité et de la contribution mentionnée au 2° de l'article L. 7612-1.

« L'entrepreneur peut demander à tout moment à la coopérative un état des comptes faisant apparaître le détail des charges et des recettes d'exploitation liées à son activité.

« Les modalités de versement de la rémunération à l'entrepreneur et de déclaration auprès des organismes sociaux sont précisées par un décret en Conseil d'Etat.

« *Art. L. 7612- 5.* - Les dispositions des articles L. 3253-2 et L. 3253-3, relatives aux garanties des rémunérations dans le cadre d'une procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire, s'appliquent aux entrepreneurs associés d'une coopérative d'activité et d'emploi pour les rémunérations de toute nature dues au titre des quatre-vingt-dix derniers jours de travail.

« *Art. L. 7612-6.* - L'entrepreneur associé et la coopérative d'activité et d'emploi conviennent des conditions dans lesquelles les droits de l'entrepreneur associé sur son apport de clientèle et ses droits de propriété intellectuelle lui sont garantis.

« Ces conditions figurent dans le contrat prévu à l'article L. 7612-1.

« *Art. L. 7612-7.* - La coopérative d'activité et d'emploi est responsable des engagements pris à l'égard des tiers dans le cadre de l'activité économique développée par l'entrepreneur associé.

« *Art. L. 7612- 8.* - Le conseil de prud'hommes est seul compétent pour connaître des litiges relatifs aux conditions de travail de l'entrepreneur associé d'une coopérative d'activité et d'emploi.

« Toute clause attributive de juridiction incluse dans un contrat conclu entre un entrepreneur et une coopérative d'activité et d'emploi dont il est l'associé est nulle. »

II. - L'article L. 311-3 du code de la sécurité sociale est complété par un 32° ainsi rédigé :

« 32° Les entrepreneurs associés mentionnés à l'article L. 7612-1 du code du travail. »

III. - L'article L. 412-8 du code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

a) Après le 16° il est inséré un 17° ainsi rédigé :

« 17° Les entrepreneurs associés mentionnés à l'article L. 7612-1 du code du travail, dans les conditions définies par décret. » ;

b) Au dernier alinéa, la référence : « et 16 » est remplacée par les références : « , 16° et 17° ».

TITRE IV **DISPOSITIONS RELATIVES AUX SOCIETES D'ASSURANCE, AUX MUTUELLES ET AUX INSTITUTIONS DE PREVOYANCE**

Article 54

I. - Le code de la sécurité sociale est modifié comme suit :

1° Après l'article L. 932-13-1 est inséré un article L. 932-13-2 ainsi rédigé :

« *Art. L. 932-13-2.* - I. - Pour la couverture des opérations collectives à adhésion obligatoire mentionnées à l'article 2 de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 renforçant les garanties offertes aux personnes assurées contre certains risques, les institutions de prévoyance ou unions régies par le titre III du livre IX du présent code peuvent conclure un contrat coassuré entre elles, avec des mutuelles et unions mentionnées à l'article L. 211-1 du code de la mutualité et avec des entreprises d'assurance mentionnées à l'article L. 310-2 du code des assurances. Dans le cadre de ce contrat, un membre participant est garanti pendant une même durée et par un même contrat collectif par au moins deux organismes assureurs, chacun d'eux proportionnellement à la part, prévue au contrat, qu'il accepte de prendre.

« II. - Les coassureurs désignent parmi eux un apériteur dont ils définissent les missions. L'apériteur assure le rôle d'interlocuteur unique du souscripteur du contrat pour la négociation de ses conditions et de son renouvellement. Il peut encaisser la totalité des cotisations et verser les prestations.

« Le contrat détermine les modalités applicables en cas de modification ou de cessation de la coassurance dans le respect de la garantie des droits des membres participants. » ;

2° Au premier alinéa de l'article L. 932-23, les mots : « L. 132-7 » sont supprimés et les mots : « des articles L. 132-2, L. 132-8 et L. 132-9 » sont remplacés par les mots : « de l'article L. 132-2 » ;

3° La section 1 du chapitre II du titre III du livre IX est ainsi complétée :

« *Art. L. 932-13-2.* - La prescription est interrompue par une des causes ordinaires d'interruption de la prescription et par la désignation d'experts à la suite de la réalisation d'un risque. L'interruption de la prescription de l'action peut, en outre, résulter de l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée par l'institution de prévoyance ou l'union d'institutions de prévoyance au membre adhérent en ce qui concerne l'action en paiement de la cotisation et par le membre participant, le bénéficiaire ou les ayants droit à l'institution ou à l'union en ce qui concerne le règlement de la prestation.

« *Art. L. 932-13-3.* - Par dérogation à l'article 2254 du code civil, les parties au bulletin d'adhésion à un règlement ou au contrat ne peuvent, même d'un commun accord, ni modifier la durée de la prescription, ni ajouter aux causes de suspension ou d'interruption de celle-ci. »

4° La section deuxième du chapitre II du titre III du livre IX est ainsi complétée :

« *Art. L. 932-22-1.* - Les dispositions des articles L. 932-13-2 et L. 932-13-3 sont applicables aux opérations de la présente section. Toutefois, pour les opérations collectives à adhésion facultative pour lesquelles le membre adhérent n'assure pas le précompte de la cotisation et pour les opérations individuelles, l'interruption de la prescription de l'action peut résulter de l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée par l'institution de prévoyance ou par l'union d'institutions de prévoyance au membre participant en ce qui concerne le paiement de la cotisation. »

II. - Le code de la mutualité est ainsi modifié :

1° Après le chapitre VI du titre II du livre II du code de la mutualité, il est créé un nouveau chapitre ainsi rédigé :

« *CHAPITRE VII*
« *DISPOSITIONS RELATIVES A LA COASSURANCE*

« *Art. L. 227-1. - I - Pour la couverture des opérations collectives à adhésion obligatoire mentionnées à l'article 2 de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 renforçant les garanties offertes aux personnes assurées contre certains risques, les mutuelles et unions mentionnées à l'article L. 211-1 du présent code peuvent conclure un contrat coassuré entre elles, avec des institutions de prévoyance ou unions régies par le titre III du livre IX du code de la sécurité sociale et avec des entreprises d'assurance mentionnées à l'article L. 310-2 du code des assurances. Dans le cadre de ce contrat, un membre participant est garanti pendant une même durée et par un même contrat collectif par au moins deux organismes assureurs, chacun d'eux proportionnellement à la part, prévue au contrat, qu'il accepte de prendre. Le salarié devient membre participant de chaque mutuelle ou union partie au contrat.*

« II. - Les coassureurs désignent parmi eux un apériteur dont ils définissent les missions. L'apériteur assure le rôle d'interlocuteur unique du souscripteur du contrat pour la négociation de ses conditions et de son renouvellement. Il peut encaisser la totalité des cotisations et verser les prestations.

« Le contrat détermine les modalités applicables en cas de modification ou de cessation de la coassurance dans le respect de la garantie des droits des adhérents. » ;

2° Après le deuxième alinéa de l'article L. 221-4, il est inséré un nouvel alinéa ainsi rédigé :

« Pour les opérations collectives mentionnées au III de l'article L. 221-2, avant la signature du bulletin d'adhésion ou la souscription du contrat, la mutuelle ou l'union remet obligatoirement à la personne morale souscriptrice le règlement correspondant et la proposition de bulletin d'adhésion à celui-ci ou la proposition de contrat. » ;

3° Après l'article L. 221-8 du code de la mutualité, il est inséré un article L. 221-8-1 ainsi rédigé :

« *Art. L. 221-8-1. - Dans le cadre des opérations collectives à adhésion obligatoire mentionnées au 2° du III de l'article L. 221-2, la garantie subsiste en cas de procédure de sauvegarde ou de redressement ou de liquidation judiciaires de l'employeur. L'administrateur ou le débiteur autorisé par le juge-commissaire ou le liquidateur, selon le cas, et la mutuelle ou l'union conservent le droit de résilier l'adhésion ou le contrat pendant un délai de trois mois à compter de la date du jugement de sauvegarde ou de redressement ou de liquidation judiciaires. La portion de cotisation afférente au temps pendant lequel la mutuelle ou l'union ne couvre plus le risque est restituée au débiteur.* » ;

4° A l'article L. 221-10, après le premier alinéa, il est inséré un nouvel alinéa ainsi rédigé :

« Toutefois, la faculté de renonciation n'est pas offerte à l'employeur, lorsque l'adhésion à la mutuelle ou à l'union résulte d'une obligation prévue dans une convention de branche ou un accord professionnel ou interprofessionnel. » ;

5° A l'article L. 221-11, après le cinquième alinéa, il est inséré un nouvel alinéa ainsi rédigé :

« Dans le cadre des opérations collectives à adhésion obligatoire mentionnées à l'article 2 de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 renforçant les garanties offertes aux personnes assurées contre certains risques., la prescription est portée à cinq ans en ce qui concerne l'incapacité de travail. » ;

6° A l'article L. 221-14, après le second alinéa, il est inséré un nouvel alinéa ainsi rédigé :

« Lorsque l'adhésion à la mutuelle ou à l'union résulte d'une obligation prévue dans une convention de branche ou un accord professionnel ou interprofessionnel, les dispositions précédentes ne s'appliquent pas. »

III. - Le code des assurances est ainsi modifié :

Après le chapitre IV du titre IV du livre I^{er} du code des assurances, il est créé un nouveau chapitre ainsi rédigé :

« CHAPITRE V

« DISPOSITIONS PARTICULIERES RELATIVES AUX OPERATIONS COLLECTIVES A ADHESION

« OBLIGATOIRE RELEVANT DE L'ARTICLE 2 DE LA LOI N° 89-1009 RENFORÇANT

« LES GARANTIES OFFERTES AUX PERSONNES ASSUREES CONTRE CERTAINS RISQUES

« Art. L. 145-1. - Les dispositions du présent chapitre s'appliquent aux opérations collectives à adhésion obligatoire relevant de l'article 2 de la loi n° 89-1009 renforçant les garanties offertes aux personnes assurées contre certains risques.

« Le contrat d'assurance de groupe par lequel un chef d'entreprise, dénommé l'employeur, souscrit auprès d'une entreprise d'assurance un contrat au profit de ses salariés ou d'une ou plusieurs catégories d'entre eux en vue d'assurer la couverture d'engagements ou de risques est dite opération collective à adhésion obligatoire lorsque les salariés concernés sont obligatoirement adhérents au contrat.

« Pour l'application des dispositions générales relatives aux assurances de groupe du présent code dans les cadre d'opérations relevant du présent chapitre, le terme souscripteur désigne l'employeur et le terme adhérent désigne le salarié.

« Pour l'application des articles L. 113-12 et L. 113-15, le terme police désigne le contrat de groupe.

« Pour l'application des articles L. 112-2, L. 112-3 et L. 113-2, les termes assuré et souscripteur désignent l'employeur, à l'exception du quatrième alinéa de l'article L. 112-3 et des 2°, 3° et 4° de l'article L. 113-2 pour lesquels le terme assuré désigne à la fois l'employeur et le salarié. Pour l'application de l'article L. 113-11, le terme assuré désigne le salarié ou le bénéficiaire.

« *Art. L. 145-2. I.* - Pour la couverture des opérations relevant de ce chapitre, les entreprises d'assurance mentionnées à l'article L. 310-2 peuvent conclure un contrat coassuré entre elles, avec des mutuelles et unions mentionnées à l'article L. 211-1 du code de la mutualité et avec des institutions de prévoyance ou unions régies par le titre III du livre IX du code de la sécurité sociale. Dans le cadre de ce contrat, un assuré est garanti pendant une même durée et par un même contrat collectif par au moins deux organismes assureurs, chacun d'eux proportionnellement à la part, prévue au contrat, qu'il accepte de prendre.

« II. - Les coassureurs désignent parmi eux un apériteur dont ils définissent les missions. L'apériteur assure le rôle d'interlocuteur unique du souscripteur du contrat pour la négociation de ses conditions et de son renouvellement. Il peut encaisser la totalité des cotisations ou primes et verser les prestations.

« Le contrat détermine les modalités applicables en cas de modification ou de cessation de la coassurance dans le respect de la garantie des droits des assurés.

« *Art. L. 145-3.* - La notice, mentionnée à l'article L. 141-4, établie par l'entreprise d'assurance et remise aux salariés par leur employeur, précise le contenu des clauses édictant des nullités, des déchéances ou des exclusions ou limitations de garantie ainsi que des délais de prescription.

« *Art. L. 145-4.* - Lorsque l'adhésion au contrat résulte d'une obligation prévue par une convention de branche ou un accord professionnel ou interprofessionnel, les dispositions des deux premiers alinéas de l'article L. 113-8 ne s'appliquent pas.

« *Art. L. 145-5.* - Pour l'application de l'article L. 113-3, l'application de majorations de retard à défaut de paiement d'une prime, ou d'une fraction de prime, dans les dix jours de son échéance, ne peut être qu'à la charge de l'employeur.

« Dans la mise en demeure qu'elle adresse à l'employeur, l'entreprise d'assurance informe celui-ci des conséquences que ce défaut de paiement est susceptible d'entraîner sur la poursuite de la garantie.

« Lorsque l'adhésion au contrat résulte d'une obligation prévue dans une convention de branche ou un accord professionnel ou interprofessionnel, l'entreprise d'assurance ne peut faire usage des dispositions de l'article L. 113-3 relatives à la suspension de la garantie et à la résiliation du contrat.

« *Art. L.145-6.* - La garantie subsiste en cas de procédure de sauvegarde ou de redressement ou de liquidation judiciaires de l'employeur. L'administrateur ou le débiteur autorisé par le juge-commissaire ou le liquidateur, selon le cas, et l'entreprise d'assurance conservent le droit de résilier le contrat pendant un délai de trois mois à compter de la date du jugement de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaires. La portion de prime afférente au temps pendant lequel l'entreprise d'assurance ne couvre plus le risque est restituée au débiteur.

« *Art. L. 145-7.* - L'employeur et l'entreprise d'assurance peuvent résilier le contrat tous les ans par envoi d'une lettre recommandée à l'autre partie au moins deux mois avant la date d'échéance. Ce droit est mentionné dans chaque contrat.

« Toutefois, la faculté de résiliation n'est pas offerte à l'employeur lorsque l'adhésion au contrat résulte d'une obligation prévue dans une convention de branche ou un accord professionnel ou interprofessionnel.

« *Art. L. 145-8.* - Pour l'application de l'article L. 114-1, le terme assuré désigne l'employeur, le salarié ou le bénéficiaire.

« Nonobstant les dispositions de l'article L. 114-1, pour la mise en œuvre des opérations relevant du présent chapitre, la prescription est portée à cinq ans en ce qui concerne l'incapacité de travail.

IV. - Le présent article n'est pas applicable aux contrats souscrits avant la date de publication de la présente loi.

Article 55

I. - L'article L. 114-9 du code de la mutualité est ainsi modifié :

1° Au *d*, après les mots : « taux de cotisations » sont insérés les mots : « dans le cadre des opérations individuelles mentionnées au II de l'article L. 221-2 » ;

2° Au *e*, après les mots : « prestations offertes » sont insérés les mots : « , dans le cadre des opérations individuelles mentionnées au II de l'article L. 221-2 ».

3° Il est ajouté un *o* ainsi rédigé :

« *o*) Les règles générales auxquelles doivent obéir les opérations collectives visées au III de l'article L. 221-2. »

II. - A l'article L. 114-11 du code de la mutualité, avant les mots : « l'assemblée générale » sont insérés les mots : « Pour les opérations individuelles mentionnées au II de l'article L. 221-2, ».

III. - A l'article L. 114-12 du code de la mutualité après les mots : « ou taux de cotisation » sont insérés les mots : « des opérations individuelles mentionnées au II de l'article L. 221-2, », après les mots : « les prestations offertes sont insérés les mots : « dans le cadre des opérations individuelles mentionnées au II de l'article L. 221-2, » et après les mots : « les principes directeurs en matière de réassurance » sont insérés les mots : « les règles générales en matière d'opérations collectives ».

IV. - L'article L. 114-17 du code de la mutualité est complété d'un paragraphe ainsi rédigé :

« Le conseil d'administration fixe les montants ou les taux de cotisation et les prestations des opérations collectives mentionnées au III de l'article L. 221-2, dans le respect des règles fixées par l'assemblée générale. Il peut déléguer tout ou partie de cette compétence, pour une durée maximale d'un an, au président du conseil d'administration ou au dirigeant. »

Article 56

I. - Le code des assurances est ainsi modifié :

1° A la section IV du chapitre II du titre II du livre III, il est créé une sous-section 1 intitulée « Dispositions générales » qui contient les articles existants L. 322-26-1 à L. 322-26-7 ;

2° Après l'article L. 322-26-7, il est créé une sous-section 2 ainsi rédigée :

« Sous-section 2 « Certificats mutualistes »

« Art. L. 322-26-8. - I. - En vue de l'alimentation de leur fonds d'établissement, les sociétés d'assurance mutuelles et les sociétés de groupe d'assurance mutuelle mentionnées au troisième alinéa de l'article L. 322-1-3 peuvent émettre des certificats mutualistes auprès :

« 1° De leurs sociétaires ;

« 2° Des sociétaires ou assurés des entreprises appartenant au même groupe d'assurance tel que défini au 6° de l'article L. 334-2, ainsi qu'auprès desdites entreprises ;

« 3° De sociétés d'assurance mutuelles, de sociétés de groupe d'assurance mutuelle, de mutuelles et unions régies par le livre II du code de la mutualité, d'unions mentionnées à l'article L. 111-4-2 du code de la mutualité, et d'institutions, d'unions ou de groupements paritaires de prévoyance régis par le livre IX du code de la sécurité sociale.

« II. - Lors de l'émission de certificats mutualistes, les sociétés d'assurance mutuelles et les sociétés de groupe d'assurance mutuelle respectent les conditions et les modalités décrites à l'article L. 322-2-1, et, lorsque les certificats mutualistes sont placés auprès de personnes relevant des catégories 1° et 2° du présent article, les obligations d'information et de conseil mentionnées à l'article L. 132-27-1.

« III. - Les certificats mutualistes sont inscrits sous forme nominative dans un registre tenu par l'émetteur.

« IV. - La rémunération des certificats mutualistes est variable et fixée annuellement par l'assemblée générale lors de l'approbation des comptes. La part maximale des résultats du dernier exercice clos et des précédents exercices susceptible d'être affectée annuellement à la rémunération des certificats mutualistes est fixée par décret en Conseil d'Etat.

« Art. L. 322-26-9. - I. - Les certificats mutualistes ne sont remboursables qu'en cas de liquidation de l'émetteur et après désintéressement complet de tous les créanciers privilégiés, chirographaires et subordonnés. Le remboursement est effectué à la valeur nominale du certificat le cas échéant réduite à due concurrence de l'imputation des pertes sur le fonds d'établissement. Les statuts peuvent prévoir, préalablement à cette réduction, l'imputation des pertes sur les réserves.

« II. - Les certificats mutualistes ne peuvent être cédés que dans les conditions décrites au III du présent article et ne peuvent pas faire l'objet d'un prêt ni d'opérations de mise en pension.

« III. - L'assemblée générale peut autoriser le conseil d'administration ou le directoire à racheter à leur valeur nominale des certificats mutualistes émis par l'entreprise, afin de les offrir à l'achat dans un délai de deux ans aux personnes mentionnées à l'article L. 322-26-8, dans les conditions et selon les modalités suivantes :

« 1° Le montant de certificats mutualistes détenus par l'émetteur ne peut excéder 10 % du montant total émis, sauf dérogation accordée par l'Autorité de contrôle prudentiel ;

« 2° Les rachats de certificats mutualistes sont effectués selon l'ordre d'arrivée des demandes des titulaires. Les demandes formulées dans les cas suivant sont toutefois prioritaires :

« a) Liquidation du titulaire ;

« b) Demande d'un ayant-droit en cas de décès du titulaire ;

« c) Cas prévus aux troisième, quatrième, cinquième, sixième et septième alinéas de l'article L. 132-23. Pour l'application de ces dispositions, le mot assuré désigne le titulaire du certificat mutualiste ;

« d) Perte par le titulaire du certificat de sa qualité de sociétaire de l'émetteur, ou de sociétaire ou assurés des entreprises appartenant au même groupe d'assurance tel que défini au 6° de l'article L. 334-2.

« 3° L'assemblée générale arrête un programme annuel de rachats, qui fait l'objet d'une résolution spéciale dont la teneur est préalablement soumise à l'approbation de l'Autorité de contrôle prudentiel. Le programme définit la politique de l'entreprise en matière de rachats, les modalités des opérations de rachats, le nombre maximal de certificats mutualistes pouvant être rachetés et précise l'impact des rachats sur la solvabilité de l'entreprise ;

« 4° A défaut d'avoir été cédés dans les deux ans à compter de leur rachat, les certificats mutualistes sont annulés. L'annulation est compensée par une reprise d'un montant équivalent sur le fonds d'établissement. Cette reprise est constatée par le conseil d'administration ou le directoire qui procède à la modification du montant du fonds d'établissement mentionné dans les statuts. Cette modification est mentionnée dans le rapport annuel présenté à l'assemblée générale.

« 5° Les commissaires aux comptes présentent à l'assemblée générale d'approbation des comptes un rapport spécial sur les conditions dans lesquelles les certificats mutualistes ont été rachetés et utilisés au cours du dernier exercice clos ;

« 6° Les certificats mutualistes détenus par l'émetteur ne donnent pas droit à rémunération ;

« 7° Une nouvelle émission de certificats mutualistes ne peut être autorisée que si l'émetteur place de manière prioritaire les certificats mutualistes propres qu'il détient.

« 8° Le conseil d'administration peut déléguer au directeur général ou, en accord avec ce dernier, à un ou plusieurs directeurs généraux délégués les pouvoirs nécessaires pour réaliser les opérations de rachats. Le directoire peut déléguer à son président ou, avec son accord, à un ou plusieurs de ses membres les pouvoirs nécessaires à l'effet de les réaliser. Les personnes désignées rendent compte au conseil d'administration ou au directoire de l'utilisation faite de ce pouvoir dans les conditions prévues par ces derniers. »

II. - Le code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

Après la section 3 du chapitre I^{er} du titre III du livre IX du code de la sécurité sociale, il est inséré une section 3 *bis* ainsi rédigée :

« Section 3 bis « **Certificats paritaires**

« Art. L. 931-15-1. - I. - En vue de l'alimentation de leur fonds d'établissement, les institutions de prévoyance, leurs unions ou les groupements paritaires de prévoyance peuvent émettre des certificats paritaires auprès :

« 1° De leurs membres participants ou adhérents ;

« 2° Des membres participants ou adhérents, des assurés des organismes appartenant au même groupe tel que défini à l'article L. 931-34 ;

« 3° D'institutions de prévoyance ou de leurs unions, de groupements paritaires de prévoyance, de mutuelles et unions régies par le livre II du code de la mutualité, d'unions mentionnées à l'article L. 111-4-2 du code de la mutualité, de sociétés d'assurance mutuelles régies par le code des assurances et de sociétés de groupe d'assurance mutuelle mentionnées au troisième alinéa de l'article L. 322-1-3 du code des assurances.

« II. - Lors de l'émission de certificats paritaires, les institutions de prévoyance ou leurs unions respectent les conditions et les modalités décrites aux articles L. 931-12 et R. 931-3-51 et, lorsque les certificats mutualistes paritaires sont placés auprès de personnes relevant des catégories 1° et 2° du présent article les obligations d'information et de conseil mentionnées à l'article L. 132-27-1 du code des assurances.

« III. - Les certificats paritaires sont inscrits sous forme nominative dans un registre tenu par l'émetteur.

« IV. - La rémunération des certificats paritaires est variable et fixée annuellement par l'assemblée générale lors de l'approbation des comptes. La part maximale des résultats du dernier exercice clos et des précédents exercices susceptible d'être affectée annuellement à la rémunération des certificats mutualistes est fixée par décret en Conseil d'Etat.

« *Art. L. 931-15-2.* - I. - Les certificats paritaires ne sont remboursables qu'en cas de liquidation de l'émetteur et après désintéressement complet de tous les créanciers privilégiés, chirographaires et subordonnés. Le remboursement est effectué à la valeur nominale du certificat.

« II. - Les certificats paritaires ne peuvent être cédés que dans les conditions décrites au III du présent article et ne peuvent pas faire l'objet d'un prêt ni d'opérations de mise en pension.

« III. - L'assemblée générale peut autoriser le conseil d'administration à racheter à leur valeur nominale des certificats paritaires émis par l'institution ou l'union, afin de les offrir à l'achat dans un délai de deux ans aux personnes mentionnées à l'article L. 931-15-1, dans les conditions et selon les modalités suivantes :

« 1° Le montant de certificats paritaires détenus par l'émetteur ne peut excéder 10 % du montant total émis, sauf dérogation accordée par l'Autorité de contrôle prudentiel ;

« 2° Lorsque l'assemblée générale les autorise, les rachats de certificats paritaires sont effectués selon l'ordre d'arrivée des demandes des titulaires de certificats paritaires. Les demandes formulées dans les cas suivant sont toutefois prioritaires :

« *a)* Liquidation du titulaire ;

« *b)* Demande d'un ayant-droit en cas de décès du titulaire ;

« *c)* Cas prévus aux troisième, quatrième, cinquième, sixième et septième alinéas de l'article L. 132-23 du code des assurances. Pour l'application de ces dispositions, le mot assuré désigne le titulaire du certificat paritaire ;

« *d)* Perte par le titulaire du certificat de sa qualité de membre participant ou de membre adhérent de l'émetteur, ou de membre participant, de membre honoraire ou assuré des organismes appartenant au même groupe tel que défini à l'article L. 931- 34.

« 3° L'assemblée générale arrête un programme annuel de rachats, qui fait l'objet d'une résolution spéciale dont la teneur est préalablement soumise à l'approbation de l'Autorité de contrôle prudentiel. Le programme définit la politique de l'institution ou de l'union en matière de rachats, les modalités des opérations de rachats, le nombre maximal de certificats paritaires pouvant être rachetés et précise l'impact des rachats sur la solvabilité de l'institution ou de l'union ;

« 4° A défaut d'avoir été cédés dans les deux ans à compter de leur rachat, les certificats paritaires sont annulés. L'annulation est compensée par une reprise d'un montant équivalent sur le fonds d'établissement. Cette reprise est constatée par le conseil d'administration qui procède à la modification du montant du fonds d'établissement mentionné dans les statuts. Cette modification est mentionnée dans le rapport annuel présenté à l'assemblée générale. ;

« 5° Les commissaires aux comptes présentent à l'assemblée générale d'approbation des comptes un rapport spécial sur les conditions dans lesquelles les certificats paritaires ont été rachetés et utilisés au cours du dernier exercice clos ;

« 6° Les certificats paritaires détenus par l'émetteur ne donnent pas droit à rémunération ;

« 7° Une nouvelle émission de certificats paritaires ne peut être autorisée que si l'émetteur place de manière prioritaire les certificats paritaires qu'il détient en propre.

« 8° Le conseil d'administration peut déléguer au directeur général les pouvoirs nécessaires pour réaliser les opérations de rachats. Le directeur général rend compte au conseil d'administration de l'utilisation faite de ce pouvoir dans les conditions prévues par ce dernier. »

III. - Le code de la mutualité est ainsi modifié :

1° Au *h* de l'article L. 114-9 après les mots : « de titres subordonnés, » sont insérés les mots : « de certificats mutualistes » ;

2° Après l'article L. 114-45 il est inséré un article L. 114-45-1 ainsi rédigé :

« *Art L. 114-45-1.* - Les conditions d'émission, et notamment le contrôle exercé par l'Autorité de contrôle prudentiel, des titres mentionnés aux articles L. 114-44 et L. 114-45 par les mutuelles et unions soumises au contrôle de l'Autorité de contrôle prudentiel en application du 3° du B du I de l'article L. 612-2 du code monétaire et financier sont déterminées par décret en Conseil d'Etat. » ;

3° Après la section 3 du chapitre I^{er} du titre II du livre II du code de la mutualité, il est inséré une section 4 ainsi rédigée :

« Section 4
« *Certificats mutualistes*

« Art. L. 221-19.- I. - En vue de l'alimentation de leur fonds d'établissement, les mutuelles et unions mentionnées à l'article L. 211-1 ainsi que les unions mentionnées à l'article L. 111-4-2 peuvent émettre des certificats mutualistes auprès :

« 1° De leurs membres participants ou honoraires ;

« 2° Des membres participants ou assurés des organismes appartenant au même groupe tel que défini à l'article L. 212-7 ;

« 3° De mutuelles et unions régies par le livre II du code de la mutualité, d'unions mentionnées à l'article L. 111-4-2, d'institutions, d'unions ou de groupements paritaires de prévoyance régis par le livre IX du code de la sécurité sociale, de sociétés d'assurance mutuelles régies par le code des assurances, et de sociétés de groupe d'assurance mutuelle mentionnées au troisième alinéa de l'article L. 322-1-3 du code des assurances.

« II. - Lors de l'émission de certificats mutualistes, les mutuelles et unions respectent les conditions et les modalités décrites aux articles L. 114-44 et L. 114-45-1 et, lorsque les certificats sont placés auprès des personnes relevant des catégories mentionnées au 1° et 2° du présent article, les obligations d'information et de conseil mentionnées à l'article L. 223-25-3.

« III. - Les certificats mutualistes sont inscrits sous forme nominative dans un registre tenu par l'émetteur.

« IV. - Par exception à la règle fixée au troisième alinéa de l'article L. 114-44 pour les titres participatifs, la rémunération des certificats mutualistes est variable et fixée annuellement par l'assemblée générale lors de l'examen des comptes. La part maximale des résultats du dernier exercice clos et des précédents exercices susceptible d'être affectée annuellement à la rémunération des certificats mutualistes est fixée par décret en Conseil d'Etat.

« Art. L. 221-20. - I. - Les certificats mutualistes ne sont remboursables qu'en cas de liquidation de l'émetteur et après désintéressement complet de tous les créanciers privilégiés, chirographaires et subordonnés. Le remboursement est effectué à la valeur nominale du certificat.

« II. - Les certificats mutualistes ne peuvent être cédés que dans les conditions décrites au III du présent article et ne peuvent pas faire l'objet d'un prêt ni d'opérations de mise en pension.

« III. - L'assemblée générale peut autoriser le conseil d'administration à racheter à leur valeur nominale des certificats mutualistes émis par la mutuelle ou l'union, afin de les offrir à l'achat dans un délai de deux ans aux personnes mentionnées à l'article L. 221-19, dans les conditions et selon les modalités suivantes :

« 1° Le montant de certificats mutualistes détenus par l'émetteur ne peut excéder 10 % du montant total émis, sauf dérogation accordée par l'Autorité de contrôle prudentiel ;

« 2° Lorsque l'assemblée générale les autorise, les rachats de certificats mutualistes sont effectués selon l'ordre d'arrivée des demandes des titulaires de certificats mutualistes. Les demandes formulées dans les cas suivant sont toutefois prioritaires :

« a) Liquidation du titulaire ;

« b) Demande d'un ayant-droit en cas de décès du titulaire ;

« c) Cas prévus aux 1°, 2°, 3°, 4° et 5° de l'article L. 223-22. Pour l'application de ces dispositions, le mot membre participant désigne le titulaire du certificat mutualiste ;

« d) Perte par le titulaire de sa qualité de membre participant ou honoraire de l'émetteur, ou de membre participant, de membre adhérent ou assuré des organismes appartenant au même groupe tel que défini à l'article L. 212-7 ;

« 3° L'assemblée générale arrête un programme annuel de rachats, qui fait l'objet d'une résolution spéciale dont la teneur est préalablement soumise à l'approbation de l'Autorité de contrôle prudentiel. Le programme définit la politique de la mutuelle ou de l'union en matière de rachats, les modalités des opérations de rachats, le nombre maximal de certificats mutualistes pouvant être rachetés et précise l'impact des rachats sur la solvabilité de la mutuelle ou de l'union ;

« 4° A défaut d'avoir été cédés dans les deux ans à compter de leur rachat, les certificats mutualistes sont annulés. L'annulation est compensée par une reprise d'un montant équivalent sur le fonds d'établissement. Cette reprise est constatée par le conseil d'administration qui procède à la modification du montant du fonds d'établissement mentionné dans les statuts. Cette modification est mentionnée dans le rapport annuel présenté à l'assemblée générale ;

« 5° Les commissaires aux comptes présentent à l'assemblée générale d'approbation des comptes un rapport spécial sur les conditions dans lesquelles les certificats mutualistes ont été rachetés et utilisés au cours du dernier exercice clos ;

« 6° Les certificats mutualistes détenus par l'émetteur ne donnent pas droit à rémunération ;

« 7° Une nouvelle émission de certificats mutualistes ne peut être autorisée que si l'émetteur place de manière prioritaire les certificats mutualistes qu'il détient en propre.

« 8° Le conseil d'administration peut déléguer au président du conseil d'administration ou au dirigeant salarié les pouvoirs nécessaires pour réaliser les opérations de rachats. Le président du conseil d'administration ou le dirigeant salarié rend compte au conseil d'administration de l'utilisation faite de ce pouvoir dans les conditions prévues par ce dernier. »

IV. - Le code monétaire et financier est ainsi modifié :

Au 6° de l'article L. 612-33, après le mot : « actionnaires » sont ajoutés les mots : «, d'une rémunération des certificats mutualistes ou paritaires ».

Article 57

Après l'article L. 111-4-2 du code de la mutualité, il est inséré un nouvel article ainsi rédigé :

« *Art. L. 111-4-3.* - Deux ou plusieurs mutuelles ou unions régies par le livre III du présent code peuvent créer entre elles ou avec des mutuelles ou unions régies par le livre II, une union régie par le livre III ayant pour objet de faciliter et de développer en les coordonnant, les activités sanitaires, sociales et culturelles.

« Cette Union peut admettre des institutions de prévoyance ou unions régies par le titre III du livre IX du code de la sécurité sociale, des sociétés d'assurance mutuelle régies par le code des assurances, ou des entreprises d'assurance ou de réassurance à forme mutuelle ou coopérative ou à gestion paritaire ayant leur siège social dans un Etat membre de la Communauté européenne ou dans un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen, des coopératives régies par la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, des associations régies par la loi du 1^{er} juillet 1901 et des fondations régies par la loi n° 87-571 du 23 juillet 1987 sur le développement du mécénat.

« Chaque membre est tenu d'effectuer un apport en numéraire ou en nature à la création de l'Union ou lors de son adhésion. Des apports complémentaires peuvent être réalisés en cours d'exercice.

« La responsabilité de chaque membre est limitée au montant de son apport. L'apport d'une mutuelle ou union régie par le livre II du présent code ne peut excéder son patrimoine libre.

« L'assemblée générale est composée de tous les membres, représentés par au moins un de leurs dirigeants ou administrateurs.

« Toutefois, la majorité au moins des droits de vote à l'assemblée générale ainsi que des sièges au conseil d'administration doit être détenue par des mutuelles et unions régies par le présent code. Toute clause contraire des statuts entraîne la nullité de la constitution de l'Union.

« Les statuts de l'union peuvent prévoir qu'elle dispose de pouvoirs lui permettant d'exercer un contrôle du fonctionnement, y compris dans le domaine financier, de ses membres gérant des activités sanitaires, sociales et culturelles. Ces pouvoirs sont définis dans ses statuts.

« Les conditions de fonctionnement de l'Union sont fixées par décret en Conseil d'Etat. »

Article 58

Le chapitre V du livre I^{er} du code de la mutualité est ainsi modifié :

1° L'article L. 114-1 est ainsi modifié :

a) Au troisième alinéa, après les mots : « ou leur font des dons », sont insérés les mots : « ou ont rendu des services équivalents dans des conditions définies par leurs statuts » ;

b) Après le troisième alinéa, il est inséré un nouvel alinéa ainsi rédigé :

« A l'exception des unions régies par le livre II et des unions mentionnées à l'article L. 111-4-2, les unions peuvent admettre des membres honoraires, personnes morales, qui versent des cotisations, des contributions, leur font des dons, ou ont rendu des services équivalents, sans bénéficier de leurs prestations » ;

c) Au quatrième, devenu cinquième alinéa, après les mots : « Les mutuelles et les unions », sont insérés les mots : « régies par le livre II » ;

2° L'article L. 114-7 du code de la mutualité est modifié comme suit :

a) Au premier alinéa, les mots : « et des fédérations » sont supprimés et après les mots : « des unions adhérentes » sont insérés les mots : « et de leurs membres honoraires. » ;

b) Après le premier alinéa, il est inséré un nouvel alinéa ainsi rédigé :

« L'assemblée générale des fédérations est constituée, dans les conditions déterminées par leurs statuts, par la réunion des délégués des mutuelles ou des unions adhérentes. » ;

3° L'article L. 114-16 du code de la mutualité est ainsi modifié :

a) Au deuxième alinéa, les mots : « des unions et fédérations sont élus parmi les délégués » sont remplacés par les mots : « des unions sont élus parmi les délégués et les membres honoraires » ;

b) Le deuxième alinéa est complété par une phrase ainsi rédigée : « Les délégués des organismes adhérents représentent au moins les deux tiers du conseil d'administration. » ;

c) Après le deuxième alinéa, il est inséré un nouvel alinéa ainsi rédigé :

« Les administrateurs des fédérations sont élus parmi les délégués siégeant à l'assemblée générale. »

Article 59

Le code des assurances est ainsi modifié :

1° Au troisième alinéa de l'article L. 322-1-3, après les mots : « des sociétés d'assurance mutuelle relevant du code des assurances » sont insérés les mots : « , des unions définies à l'article L. 322-26-3 » ;

2° A l'article L. 322-26-1, les mots : « Les sociétés d'assurance mutuelles ont » sont remplacés par les mots : « Les sociétés d'assurance mutuelles sont des personnes morales de droit privé ayant » ;

3° Il est inséré un nouvel article L. 322.26-1-1 ainsi rédigé :

« *Art. L. 322-26-1-1.* - Tout sociétaire a droit à une voix et une seule, sans qu'il puisse être dérogé à cette règle par les statuts. » ;

4° Au troisième alinéa de l'article L. 322-26-2 il est ajouté la phrase : « Les administrateurs et les membres du conseil de surveillance sont élus directement ou indirectement par les sociétaires ou leurs délégués. » ;

5° A l'article L. 322-26-2-2 du code des assurances, les mots : « du cinquième alinéa » sont remplacés par les mots : « des cinquième et sixième alinéas ».

TITRE V

DISPOSITIONS RELATIVES AU DROIT DES ASSOCIATIONS

Article 60

I. - La sous-section 3 de la section 2 du chapitre III du titre I^{er} du livre II du code monétaire et financier est ainsi modifiée :

1° A la première phrase de l'article L. 213-9, après les mots : « à l'initiative de l'émetteur » sont ajoutés les mots : « ou dans les conditions prévues à l'article L. 213-9 *ter* » ;

2° Après l'article L. 213-9 sont insérés deux articles L. 213-9 *bis* et L. 213-9 *ter* ainsi rédigés :

« *Art. L. 213-9 bis.* - Les titres associatifs ne sont remboursables qu'à l'issue d'un délai minimum de sept ans.

« *Art. L. 213-9 ter.* - Les contrats d'émission de titres associatifs peuvent stipuler que le remboursement aura lieu à une échéance déterminée, à l'issue d'un délai minimum de sept ans, dès lors que les excédents constitués depuis l'émission, déduction faite des éventuels déficits constitués durant la même période dépassent le montant nominal de l'émission.

« Si plusieurs émissions de tels titres associatifs coexistent, la règle ci-dessus s'applique suivant l'ordre chronologique des émissions, et les excédents nets non affectés au remboursement d'un titre associatif sont reportables, pour le calcul ci-dessus, aux titres associatifs non encore remboursés. » ;

3° L'article L. 213-13 est ainsi modifié :

a) Les mots : « Lorsqu'il n'est pas procédé à une offre au public, » sont supprimés.

b) Il est ajouté un deuxième alinéa ainsi rédigé :

« S'agissant des titres associatifs répondant aux conditions définies à l'article 213-9 *ter*, ce taux plafond est majoré d'une rémunération définie par arrêté du ministre chargé de l'économie, qui ne peut excéder deux points et demi. » ;

4° Au I de l'article L. 214-28 du code monétaire et financier, après les mots : « pour 50 % au moins, » sont insérés les mots : « de titres associatifs ».

II. - Au I. de l'article 1 de la loi n° 85-695 du 11 juillet 1985, après les mots : « à concurrence de 50 % au moins » sont insérés les mots : « de titres associatifs d'associations régies par la loi de 1901 ou ».

Article 61

I. - Sous réserve que les associations régies par la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association concernées par l'opération, aient un objet analogue ou complémentaire et soient régulièrement déclarées, une ou plusieurs associations peuvent :

1° Transmettre l'ensemble de leur patrimoine, activement et passivement, au moment de leur dissolution sans liquidation, soit par voie de fusion à une association existante ou nouvelle qu'elles constituent, soit par voie de scission à une ou plusieurs associations préexistantes ou nouvelles ;

2° Apporter une part de ses actifs ou de son patrimoine à une autre association sans que l'opération n'entraîne la dissolution de l'association à l'origine de l'apport.

II. - L'opération de fusion, de scission ou d'apport partiel d'actifs résulte de délibérations concordantes des organes délibérants des associations concernées adoptées dans les conditions prévues par leurs statuts ou, à défaut, à la majorité des deux tiers des membres de l'assemblée générale, ayant voix délibérative présents ou représentés. Chaque délibération est portée à la connaissance de l'organe délibérant des autres associations concernées.

III. - L'association absorbante est substituée activement et passivement aux droits et obligations de l'association absorbée à l'égard des engagements conventionnels ou contractuels, des garanties attachées aux apports, aux dons, aux libéralités et aux créances transférés.

Il en est de même en cas de scission ou pour la branche d'activité apportée, en cas d'apports partiels d'actifs.

IV. - Le projet de traité de fusion, de scission ou d'apport partiel d'actifs, proposé à l'adoption des organes délibérants des associations concernées, fait préalablement l'objet d'une publication sur un support habilité à recevoir des annonces légales dans un délai fixé par décret.

V. - La fusion, la scission ou l'apport entre associations prend effet :

1° En cas de création d'une ou plusieurs associations nouvelles, à la date de publication au Journal officiel de la déclaration de la nouvelle association ou de la dernière d'entre elles ;

2° Lorsque l'opération est soumise à une autorisation administrative, à la date de la notification ou le cas échéant de la publication de celle-ci ;

3° Dans les autres cas, à la date de décision de l'organe délibérant, sauf si le projet prévoit que l'opération prend effet à une autre date, laquelle n'est ni postérieure à la date de clôture de l'exercice en cours de l'association absorbante, ni antérieure à la date de clôture du dernier exercice clos de l'association absorbée.

VI. - Lorsque la valeur totale de l'ensemble des apports en nature est d'un montant au moins égal à un seuil fixé par décret, un commissaire à la fusion, à la scission ou aux apports est désigné par l'association absorbante. Il présente un rapport appréciant la valeur de ces apports à l'organe délibérant de chaque association concernée.

VII. - Lorsque la fusion ou la scission concerne une association ou plusieurs associations bénéficiant d'une autorisation administrative, d'un agrément ou d'une habilitation, elles en font la déclaration préalable auprès de l'autorité administrative concernée deux mois avant la convocation statutaire de l'organe délibérant. Cette autorité peut s'opposer par décision motivée et dans un délai fixé par décret à la transmission ou au maintien de l'autorisation, de l'agrément, ou de l'habilitation à l'association absorbante pour la durée restant à courir.

Il en va de même lorsque l'une des associations concernées bénéficie d'une subvention publique d'un montant supérieur à un seuil fixé par décret.

Un décret fixe les modalités d'application du présent article, notamment en ce qui concerne les règles de publicité et le délai d'opposition ouvert aux tiers.

VIII. - Les associations régies par la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association participant à une opération de fusion ou de scission mentionnée à l'article 1^{er} procèdent à la déclaration préalable prévue à l'article 5 de la même loi. »

IX. - La dissolution sans liquidation de l'association reconnue d'utilité publique faisant l'objet d'une fusion ou d'une scission est approuvée par décret en Conseil d'Etat. Ce même décret abroge le décret de reconnaissance d'utilité publique de l'association absorbée.

Les dispositions du VII du présent article ne sont pas applicables à la reconnaissance d'utilité publique, ni aux autorisations et agréments visés à l'article L. 6122-1 du code de la santé publique et aux articles L. 313-1, L. 313-1-1 et L. 313-1-2 du code de l'action sociale et des familles.

X. - Après l'article 43 du code civil local applicable dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle un nouvel article 44 est ainsi rédigé :

« *Art. 44.* - Les dispositions de l'article 1^{er} de la loi n° ... du ... portant reconnaissance et développement de l'économie sociale et solidaire, sont applicables aux associations inscrites constituées sur le fondement du code civil local sous réserve des adaptations rendues nécessaires prises par décret en conseil d'Etat.

Article 62

Le dernier alinéa de l'article 6 de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les associations d'intérêt général, déclarées depuis au moins trois ans, répondant aux conditions fixées au *b* du 1 de l'article 200 du code général des impôts peuvent accepter les libéralités entre vifs ou testamentaires dans des conditions fixées par l'article 910 du code civil.

« Dans les mêmes conditions, ces associations peuvent posséder et administrer les immeubles qu'elles ont acquis à titre gratuit.

« Le délai de trois ans n'est pas applicable aux associations à but exclusif d'assistance, de bienfaisance, de recherche scientifique ou médicale créées dans les trois années qui précèdent la promulgation de la présente loi et qui ont reçu une libéralité, ou qui ont obtenu un rescrit administratif dans les conditions prévues au V de l'article 111 de la loi n° 2009-526 du 12 mai 2009 de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures. »

Article 63

Le premier alinéa de l'article 11 de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association est remplacé par les alinéas suivants :

« Les associations reconnues d'utilité publique peuvent faire tous les actes de la vie civile qui ne sont pas interdits par leurs statuts.

« Les actifs éligibles aux placements des fonds de ces associations sont ceux autorisés par les engagements réglementés des institutions et unions exerçant une activité d'assurance tels que définis par le code de la sécurité sociale. »

TITRE VI
**DISPOSITIONS RELATIVES AU DROIT DES FONDATIONS
ET FONDS DE DOTATION**

Article 64

I. - A l'article L. 1272-1 du code du travail, il est introduit un quatrième alinéa ainsi rédigé :

« 3° Les fondations. »

II. - A la première phrase du premier alinéa de l'article L. 1272-4 de ce même code, après les mots : « Les associations » sont ajoutés les mots : « et les fondations ».

Article 65

Le 4° de l'article 19-8 de la loi n° 87-571 du 23 juillet 1987 sur le développement du mécénat est complété par les dispositions suivantes :

« Dans le cas d'une fondation d'entreprise recherchant une utilité sociale au sens de l'article 2 de la loi n° ... du ... portant reconnaissance et développement de l'économie sociale et solidaire, la fondation peut également recevoir des dons effectués par les mandataires sociaux, les sociétaires, adhérents ou actionnaires de l'entreprise fondatrice. Elle peut également recevoir des dons effectués par les mandataires sociaux, les sociétaires, adhérents ou actionnaires d'un groupe, au sens de l'article 223 A du code général des impôts, de l'économie sociale et solidaire. »

Article 66

Il est créé au sein de la sous-section 3 du chapitre III du titre 1^{er} du livre II du code monétaire et financier, un article L. 212-22 ainsi rédigé :

« *Art. L. 212-22.* - Les dispositions de la présente sous-section s'appliquent également aux fondations. »

Article 67

Au deuxième alinéa du III de l'article 140 de la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie, la phrase : « Le ou les fondateurs peuvent apporter une dotation initiale au fonds » est remplacée par la phrase : « Le ou les fondateurs apportent une dotation initiale d'un montant dont le minimum est fixé par décret en Conseil d'Etat. »

TITRE VII
DISPOSITIONS RELATIVES A L'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE

Article 68

Au II de l'article L. 541-10 du code de l'environnement, il est ajouté un 4° ainsi rédigé :

« 4° Les conditions dans lesquelles est favorisée le recours aux entreprises d'utilité sociale agréées relevant du II de l'article L. 3332-17-1 du code du travail, ainsi que la gestion des déchets et les emplois induits par cette dernière à proximité de leur point de production. »

TITRE VIII
DISPOSITIONS RELATIVES AU DEVELOPPEMENT DES ENTREPRISES
CONCOURANT A L'INNOVATION SOCIALE

Article 69

I. - L'innovation sociale est caractérisée par le projet d'une entreprise ou l'une de ses activités économiques, qui est d'offrir des produits ou services :

1° Soit répondant à une demande nouvelle correspondant à des besoins sociaux non ou mal satisfaits, que ce soit dans les conditions actuelles du marché ou dans le cadre des politiques publiques ;

2° Soit répondant par un processus de production innovant à des besoins sociaux déjà satisfaits ;

II. - Pour bénéficier des financements publics, le caractère innovant de son activité doit en outre engendrer pour cette entreprise des difficultés à en assurer le financement intégral aux conditions de marché. Cette condition ne s'applique pas aux financements accordés au titre de l'innovation sociale par les collectivités territoriales.

TITRE IX DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Section 1 Dispositions diverses

Article 70

Au premier alinéa de l'article L. 121-2 du code la consommation, après les mots : « inhérentes à cette pratique », sont insérés les mots : « , y compris lorsque lesdits éléments sont détenus par un fabricant implanté hors du territoire national ».

Section 2 Dispositions finales

Article 71

I. - Dans les conditions prévues par l'article 38 de la Constitution et dans un délai de douze mois après la publication de la présente loi, le Gouvernement est autorisé à prendre par voie d'ordonnance, dans les matières relevant du domaine de la loi, les mesures permettant, d'une part, de rendre applicables, avec les adaptations nécessaires, les dispositions de la présente loi dans les îles Wallis et Futuna, en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française pour celles qui relèvent de la compétence de l'Etat, ainsi que de procéder aux adaptations nécessaires en ce qui concerne les collectivités de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin, de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon et, d'autre part, de procéder aux adaptations tenant aux caractéristiques et contraintes particulières des départements et régions d'outre-mer dans les conditions prévues à l'article 73 de la Constitution.

Le projet de loi de ratification de cette ordonnance est déposé devant le Parlement dans un délai de trois mois à compter de la publication de ladite ordonnance.

II. - Le I de l'article 21 *bis* de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association est ainsi modifié :

1° Au 2°, les mots : « de la collectivité » sont remplacés par les mots : « du Département » ;

2° Le 3° est supprimé.